CFA AVICULTEURS DE FRANCE

Situation économique des filières avicoles et cunicole françaises

Assemblée Générale de la CFA

16 octobre 2025

Ce rapport a été rédigé avec le concours précieux du service économique de l'ITAVI.

SBP27 - Juil. 2021 © Ceva Santé Animale

Premier laboratoire vétérinaire français, Ceva Santé Animale s'appuie sur son ancrage dans les territoires pour mieux répondre aux enjeux des vétérinaires et des éleveurs français.

Ceva Santé Animale - www.ceva.com

Ensemble, au-delà de la santé animale

RCS Nanterre 399 315 613 le nouveau bélier ©PHOTO STÉPHANE DE BOURGIES

Table des matières

1. Matière première 6
   1.1. Évolution des cours des matières premières 2023-2024 6
   1.2. Céréales : pression baissière persistante 6
   1.3. Tourteaux : marché baissier 7
   1.4. Les indices coût des matières premières ITAVI 8
2. Les volailles de chair 11
   2.1. Chiffres clés de la production de viandes dans l'UE 11
   2.2. Production française de viande de volaille : dynamiques passées et caractéristiques 17
3. Les œufs et les ovoproduits 29
   3.1. Contexte international 29
   3.2. Marchés européens 33
   3.3. La filière et le marché français 40
   3.4. Tendances et perspectives 2025 53
4. Le lapin de chair 55
   4.1. Contexte international : principaux acteurs européens et mondiaux 55
   4.2. La filière française 59
   4.3. Tendances 2025 63
   4.4. Consommation de viande de lapin 63
5. Le foie gras 68
   5.1. Contexte mondial et européen 68
   5.2. Production française de foie gras : une reprise dynamique 72
   5.3. Bilan français des échanges de foie gras 2024 et tendance 2025 74
   5.4. Reprise dynamique de la consommation 76
6. Conclusions et perspectives 79

1. Matières premières

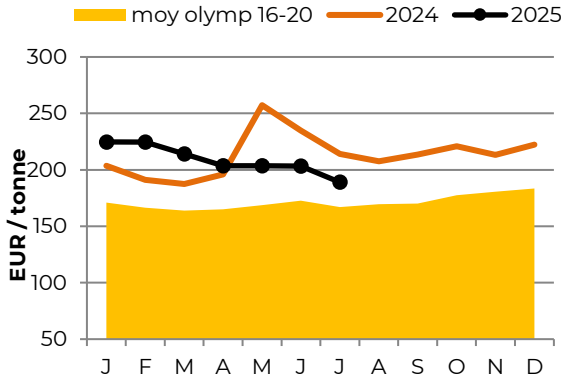
1.1. Évolution des cours des matières premières 2024-2025

Les cotations des matières premières destinées à l'alimentation animale se sont inscrites en 2024 dans la continuité des tendances observées en 2023, avec une poursuite de la baisse amorcée au second semestre 2023. Cette détente s'explique par l'offre excédentaire et une demande mondiale atone. Les marchés agricoles entament 2025 dans un climat incertain, marqué par des conditions météorologiques variables et les premières décisions commerciales de la nouvelle administration Trump. Si la demande mondiale reste modeste, les dynamiques d'offre, les tensions géopolitiques persistantes et la vigueur de l'euro influencent fortement les cours, en particulier ceux des céréales et des oléagineux.

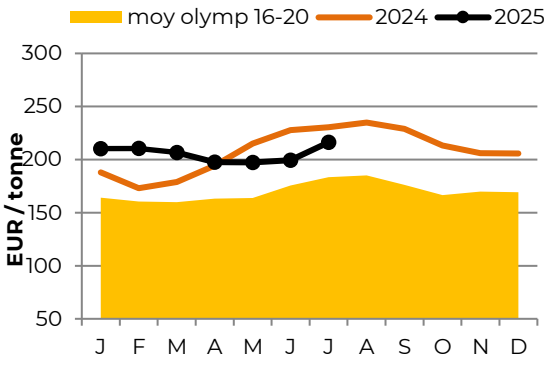
1.2. Céréales : pression baissière persistante

Les cours du blé poursuivent leur tendance baissière, pénalisés par la vigueur de l'euro face au dollar et la domination des origines mer Noire sur le marché mondial. En France, le blé tendre glisse sous la barre symbolique de 200 €/t, malgré une demande active de la Tunisie, du Maroc et de l'Algérie. Cette dernière, historiquement premier client du blé français, réduit drastiquement ses achats, aggravant la situation à l'export. La baisse de la production en 2024 due à l'excès d'eau avait pourtant laissé espérer une amélioration de la compétitivité française, mais les stocks russes abondants et à bas prix maintiennent une forte pression.

Cotations du blé *rendu Ille-et-Vilaine*
(y.c. majorations)



Cotations du maïs rendu Ille-et-Vilaine
(y.c. majorations)



Source : La dépêche – Le Petit Meunier

La sole de blé française progresse légèrement en 2025 (4,63 Mha), mais les conditions de culture, bien que stabilisées à 75 % en bonnes ou excellentes conditions, restent fragiles en raison du déficit hydrique persistant notamment dans le nord. Ailleurs, la sécheresse en Russie et en Ukraine reste à surveiller.

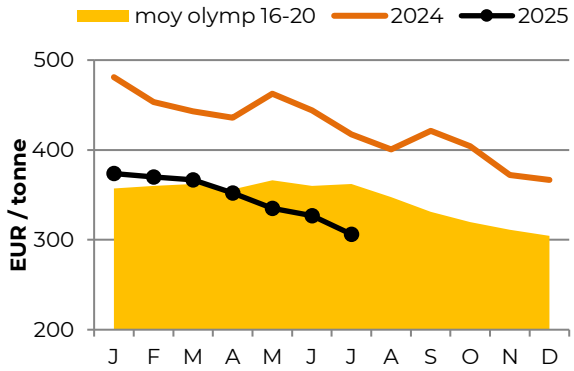
Les cours européens du maïs ont récemment progressé, atteignant 179 €/t à Bordeaux, dans un contexte de bonne tenue des exportations américaines et de récoltes menacées en Argentine et au Paraguay. Néanmoins, les volumes mondiaux restent abondants, et la pression du maïs ukrainien, moins cher, limite la hausse. Les stocks élevés et l'incertitude sur la politique américaine en matière d'agrocarburants pèsent également sur les perspectives. Le passage de El Niño à La Niña pourrait fortement conditionner les rendements à venir.

1.3. Tourteaux : marché baissier

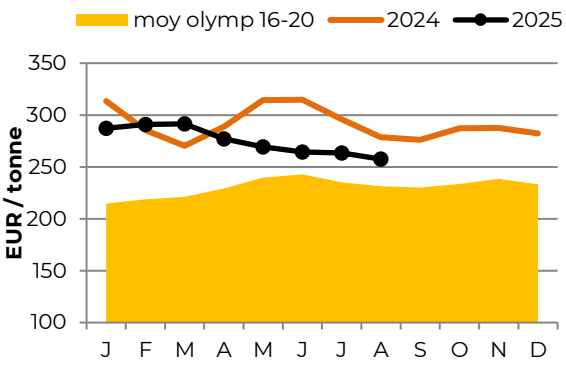
Le colza européen affiche une nette reprise, soutenu par des stocks tendus et des arbitrages techniques sur Euronext. Le colza Fob Moselle culmine à 546 €/t pour la récolte 2024. La future récolte pourrait soulager les tensions : l'est de l'Europe a accru ses emblavements, mais la sole française est en recul de 2,9 %. Les conditions de culture actuelles sont globalement positives, bien que les incertitudes restent nombreuses jusqu'à la moisson.

En revanche, le soja évolue dans un contexte plus tendu. Aux États-Unis, la trituration est en repli, et la demande extérieure s'essouffle. La situation s'est aggravée depuis le retour effectif de Donald Trump à la Maison-Blanche, qui a d'ores et déjà réinstauré plusieurs mesures protectionnistes ciblant la Chine, premier acheteur de soja américain. Cette reprise de la guerre commerciale sino-américaine alimente les incertitudes, pénalisant lourdement les cours sur le CBOT, la bourse de Chicago, dans un contexte où les stocks mondiaux de soja atteignent des niveaux record. Par ailleurs, la baisse des prix du pétrole exerce une pression supplémentaire sur l'ensemble du complexe oléagineux, en réduisant l'attrait économique des biocarburants

Cotations du tourteau de soja départ Montoir (y.c. majorations)



Cotations du tourteau de tournesol HiPro (y.c. majorations)



Source : La dépêche – Le Petit Meunier

Les prix des tourteaux de soja fléchissent légèrement à Montoir, reflet de la baisse des graines sur le CBOT et d'exportations américaines en repli. Au Brésil, l'augmentation de l'incorporation d'huile de soja dans les biocarburants pourrait toutefois stimuler la demande intérieure. En tournesol, la tendance est à la stabilité, voire à une légère hausse, en lien avec celle du colza. L'hésitation de la Russie à rouvrir pleinement les corridors d'export via la mer Noire continue de soutenir les prix.

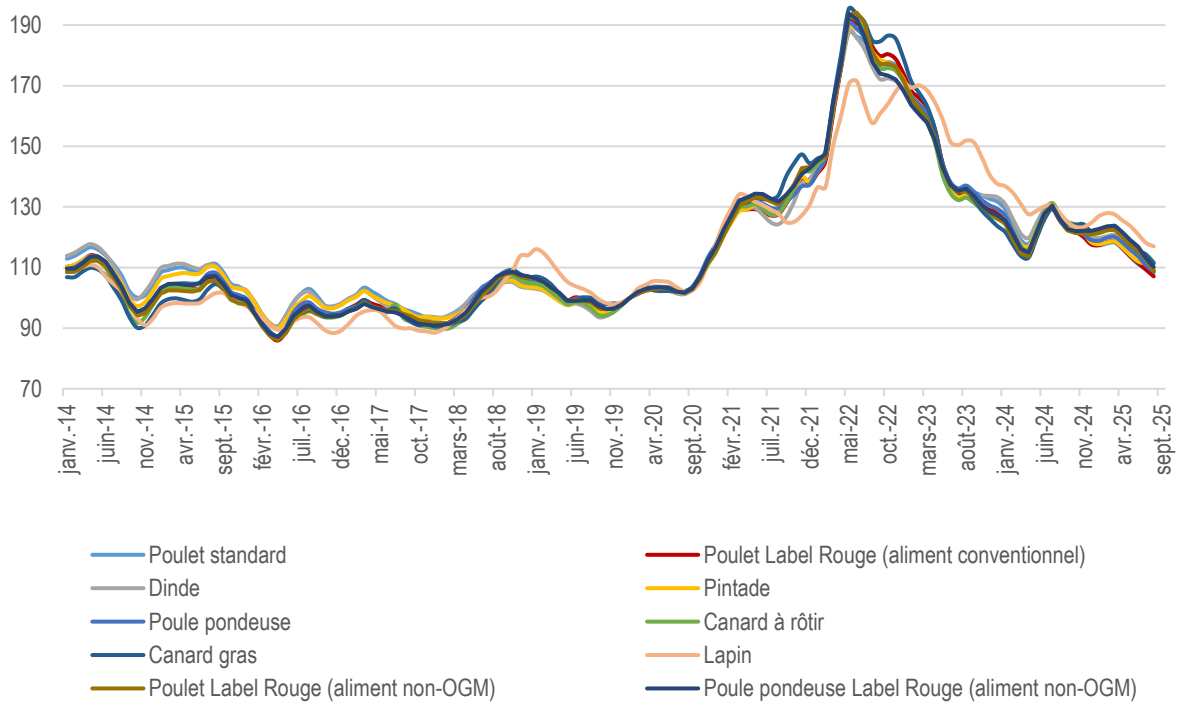
1.4. Les indices coût des matières premières ITAVI

En août 2025, les cours mensuels des matières premières, lissés sur trois mois, reculent pour le blé (- 3,2 %) et progressent pour le maïs (+ 0,6 %) par rapport au mois précédent. Les cours des tourteaux sont en baisse pour le soja (- 1,5 %), le soja non-OGM (- 1,1 %), le colza (- 5,5 %) et le tournesol (- 2,9 %). Les cours sont en hausse pour la luzerne (+ 1,8 %) et stables pour la pulpe de betterave.

Avec la baisse de la plupart des cotations des matières premières, les indices calculés par l'ITAVI en août 2025 (base 100 en janvier 2020) reculent pour toutes les espèces.

Par rapport à juillet 2025 : l'indice matières premières recule pour le poulet standard (- 1,2 %), la poule pondeuse (- 1,9 %) et la dinde (- 2,7 %). L'évolution de l'indice s'échelonne entre – 3,6 % (poulet Label non OGM) et – 1,0 % (lapin) pour le reste des espèces.

Évolution des indices ITAVI « coût des matières premières dans l'aliment » depuis janvier 2014 (base 100 en janvier 2020)



Nouveaux Indices ITAVI – (base 100 : janvier 2020) – août 2025

	août-25	m/m-1	n/n-1
Poulet standard	108,3	-1,2%	-15,0%
Poulet Label Rouge (aliment conventionnel)	107,1	-2,0%	-14,7%
Poulet Label Rouge (aliment non-OGM)	108,8	-3,6%	-13,4%
Dinde	108,9	-2,6%	-14,3%
Canard gras	111,3	-2,6%	-11,8%
Canard à rôtir	111,7	-2,3%	-12,4%
Pintade	109,4	-1,6%	-13,7%
Lapin	117,0	-1,0%	-8,6%
Poule pondeuse	108,7	-1,9%	-13,4%
Poule pondeuse Label Rouge (aliment non-OGM)	110,2	-2,5%	-12,4%

Agriculteurs

Ensemble, cultivons & concrétisons les projets qui feront l'agriculture de demain.

Une banque qui appartient à ses clients,
ça change tout.

Crédit photo : Getty Images.

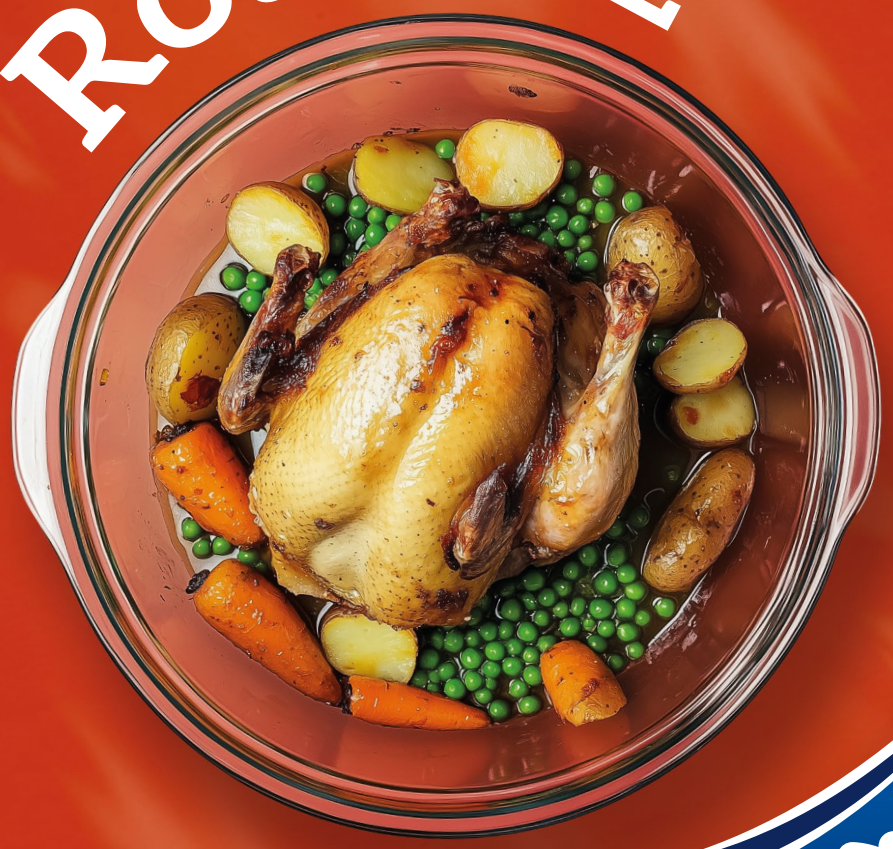
Crédit Mutuel

Le Crédit Mutuel, banque coopérative, appartient à ses 9,2 millions de clients-sociétaires.

Confédération Nationale du Crédit Mutuel – 46 rue du Bastion – 75017 Paris

LE MOIS DE LA VOLAILLE FRANÇAISE

Rôtissez



Mijotez

VOLAILLE FRANÇAISE

Grillez

Poêlez

DINDE · CANARD · PINTADE · POULET · PIGEON · CAILLE

Retrouvez toutes nos recettes sur : **jaimelavolaille.fr**

2. Les volailles de chair

2.1. Chiffres clés de la production de viandes dans l'UE

2.1.1. Production

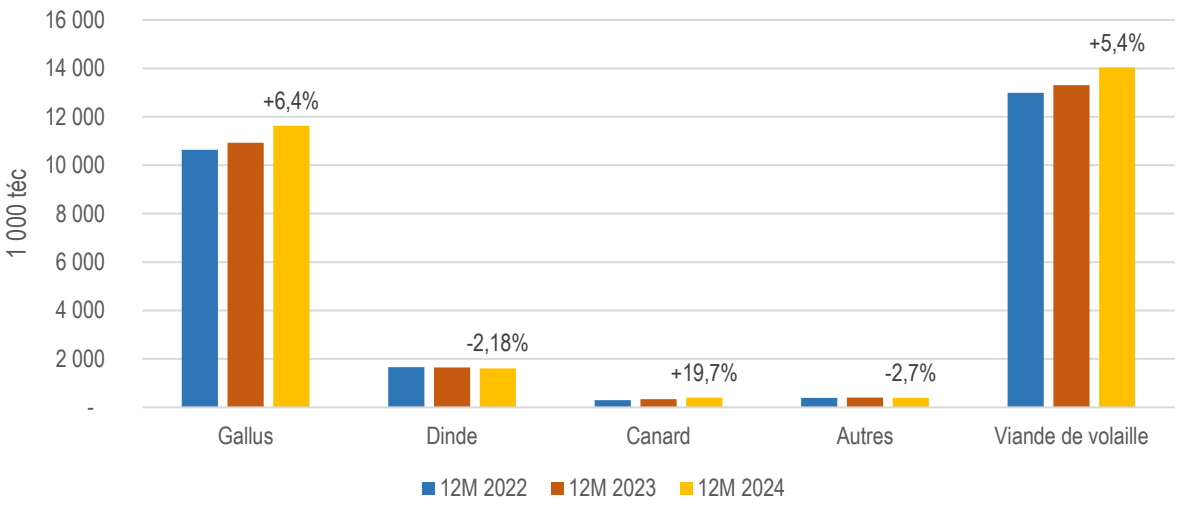
La production indigène de volaille[1] dans l'Union Européenne à 27 est estimée par l'ITAVI à partir d'Eurostat et de statistiques nationales. En poids, les abattages de volailles sur l'année 2024 progressent de 5,4 % par rapport à 2023 pour s'établir à 14 M téc, tirés par la hausse des abattages de poulet (+ 6,4 %) et de canard.

Abattages de viande de volailles par espèce UE-27 – 1 000 téc

	2021	2022	2023	2024	23/22	24/23
Poulet	10 797	10 639	10 925	11 623	+2,7%	+6,4%
Dinde	1 808	1 660	1 647	1 611	-0,81%	-2,18%
Canard	414	298	336	402	+12,8%	+19,7%
Autres	251	392	404	393	+3,1%	-2,7%
Total volailles	13 270	12 988	13 311	14 029	+2,5%	+5,4%

Source : ITAVI d'après Eurostat, sources nationales

Evolution des abattages de viande de volailles par espèce UE-27



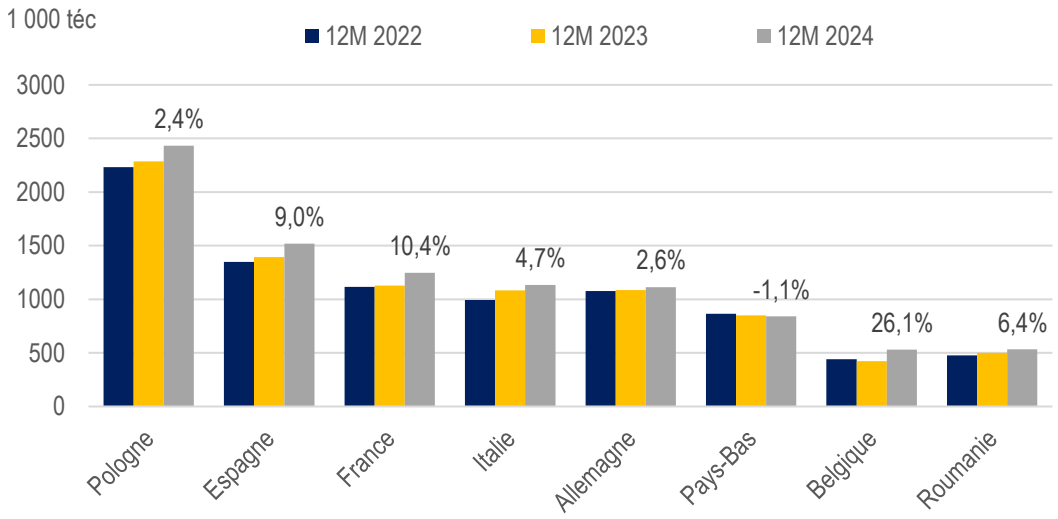
Source : ITAVI d'après Eurostat, sources nationales

2.1.1.1. Poulet

Les abattages de poulet en 2024 sont en hausse de 6,4 % par rapport à 2023. Cette hausse (+698 000 téc) est imputée à la reprise de la production en France (+ 10,4 %), en Italie (+5 %), Espagne (+ 9 %) et au maintien de bonnes dynamiques en Pologne (+2,4 %), et en Roumanie (+ 6 %).

[1] Production d'animaux vivants « sortie de ferme » pouvant, pour un pays donné, différer des abattages (production de viande) en fonction des flux d'animaux vivants.

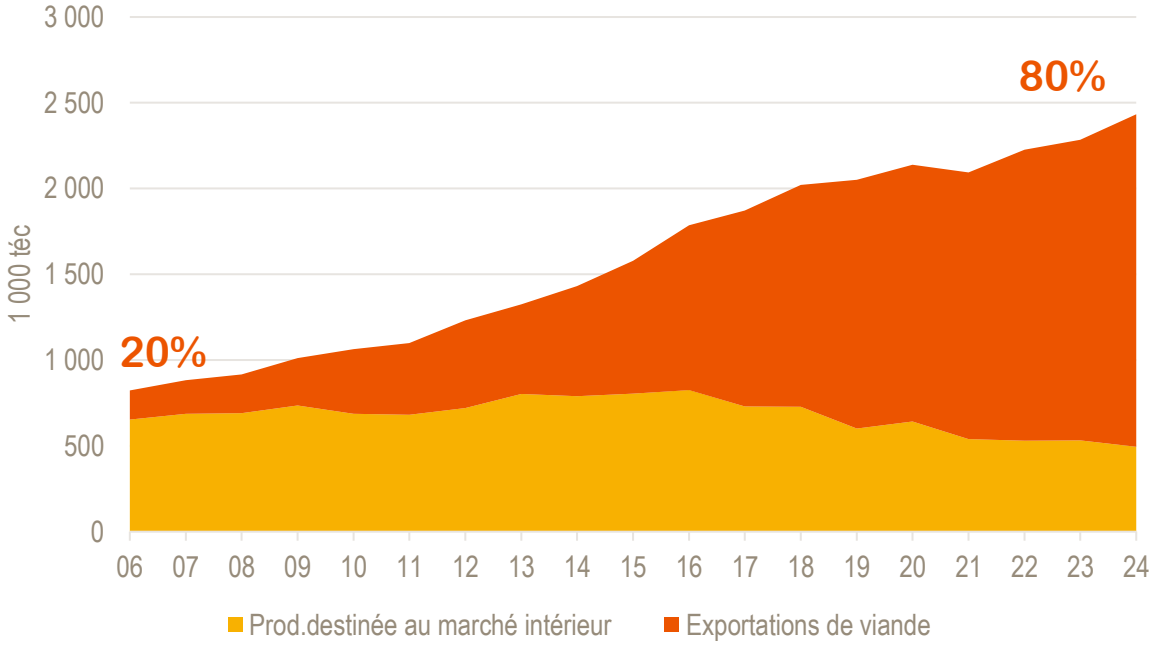
Évolution des abattages de gallus en 1000 téc entre 2023/2024



Source : Itavi d'après Eurostat et statistiques nationales.

En 2024, au même titre qu'en 2023, 80 % de la production polonaise a été exportée contre 70 % en 2020. Cette part est en forte hausse, en lien avec la demande très dynamique en Europe et une baisse d'offre dans les autres Etats membres.

Évolution du marché polonais de viande de poulet

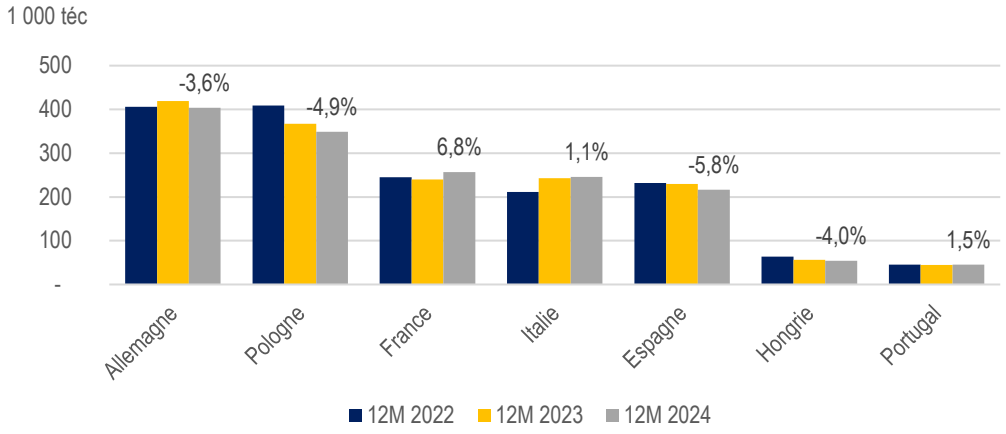


Source : Itavi d'après Eurostat

2.1.1.2. Dinde

En 2024, les abattages de dinde sont en baisse par rapport à 2023 (à – 2,2 %). Contrairement aux autres pays européens, La France enregistre une hausse de production de 6,8 % après deux années de fortes baisses. Cependant, la Pologne et l'Espagne enregistrent les plus fortes baisses en 2024, avec respectivement -5% et -6% de baisse.

Évolution des abattages de dinde en 1000 téc entre 2022/2024

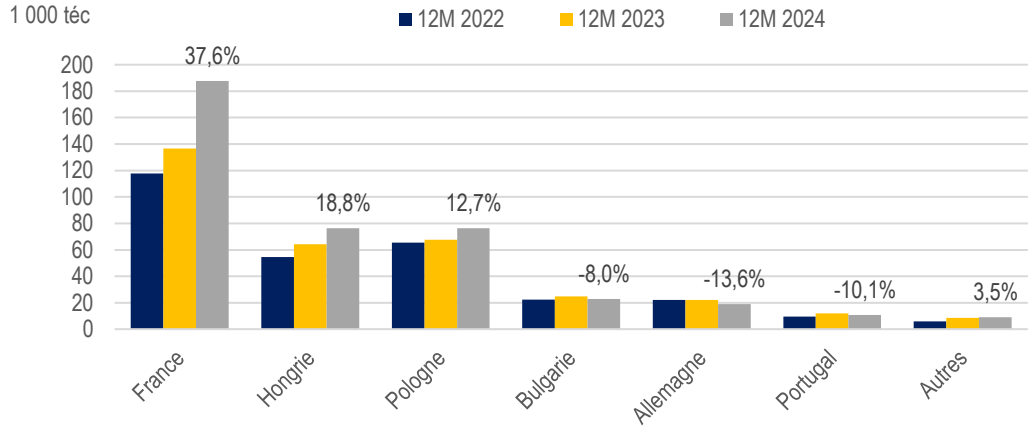


Source : ITAVI d'après Eurostat, sources nationales

2.1.1.3. Canard

La production européenne de canard a été fortement affectée par les épisodes successifs de grippe aviaire depuis 2020 (France, Hongrie, Bulgarie). L'année 2024 s'inscrit dans la continuité de 2023 avec la reprise progressive des abattages (+ 20 %), et une reprise de la production en France (+ 38 %), en Hongrie (+ 19 %) et en Pologne (+ 13 %). La production communautaire enregistre en 2024 son plus haut niveau de production depuis 2020, mais qui reste 10 % inférieur à son niveau de 2019.

Évolution des abattages de canard en 1000 téc entre 2022/2024

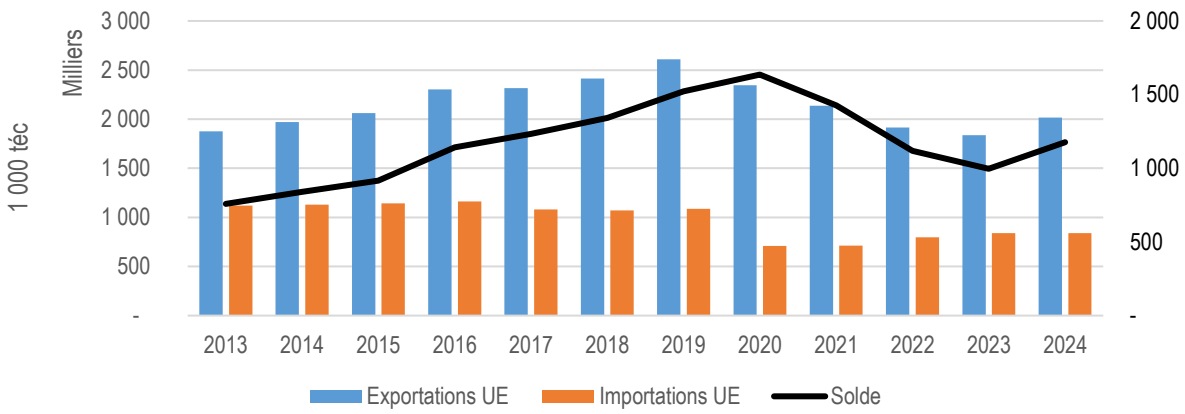


Source : ITAVI d'après Eurostat, sources nationales

2.1.2. Échanges européens de viande de volaille

En 2024, les importations européennes de viandes de volailles en provenance de pays tiers sont restées stables. Si les importations depuis l'Ukraine ont baissé de 19 % et dans une moindre mesure depuis le Brésil (- 0,8 %), les approvisionnements ont connu une forte hausse depuis le Royaume-Uni (+ 19 %), la Thaïlande (+ 6 %) et la Chine (+ 24 %).

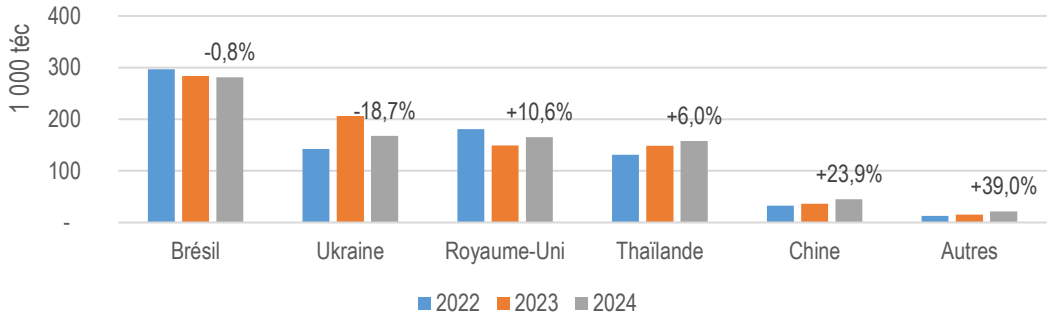
Évolution des échanges extra-communautaires de viandes et préparations de volailles en volume



Source : ITAVI d'après Eurostat

En 2024, le solde des échanges s'élève à + 1,17 M téc en forte amélioration (+ 180 000 téc) par rapport à 2023. La balance commerciale s'améliore sous l'effet de la hausse des exportations et passe de + 2,3 Mds€ en 2023 à + 2,4 Mds€ en 2024.

Importations de viande de volaille en Europe depuis les Pays Tiers



Source : ITAVI d'après Eurostat

2.1.3. Consommation européenne de volaille stable

Après une année 2023 dynamique où la consommation a progressé de 3,5 %, la consommation a encore progressé en 2024 (+4%) pour dépasser les 12,8 Mtéc pour l'ensemble de l'UE-27. Les principaux Etats membres voient leur consommation progresser dont la France, qui reste le premier marché de consommation de volailles en UE-27. La Pologne voit les volumes consommés se rétracter de presque 6 %, à un niveau inférieur aux volumes de 2010.

Consommation apparente de viandes de volailles en Union européenne – en téc

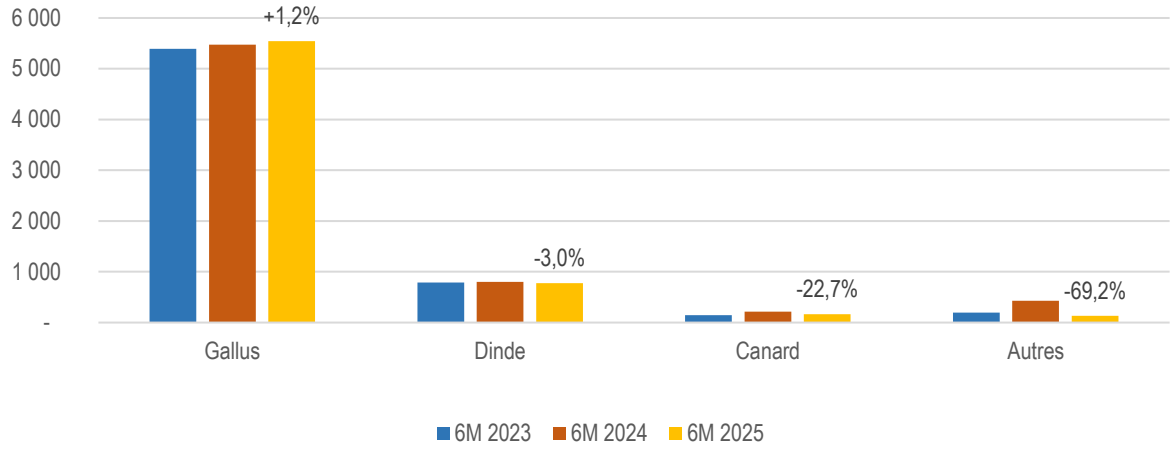
1 000 téc	2010	2020	2021	2022	2023	2024	% 23/22	%24/23
Pologne	870	942	786	816	750	702	-8%	-6%
Allemagne	1 619	1 907	1 878	1 780	1 848	1 907	4%	3%
France	**1 543**	**1 896**	**1 920**	**1 903**	**1 966**	**2 114**	**3%**	**8%**
Espagne	1 394	1 667	1 562	1 636	1 725	1 850	5%	7%
Italie	1 070	1 294	1 268	1 218	1 270	1 320	4%	4%
Pays-Bas	377	365	369	375	379	456	1%	20%
Hongrie	226	372	356	322	358	357	11%	0%
Portugal	339	421	414	435	457	484	5%	6%
UE-27	**9 805**	**11 998**	**11 824**	**11 933**	**12 356**	**12 853**	**3,5%**	**4,0%**

Source : Estimations ITAVI d'après Eurostat, MEG, Statistiques nationales

Tendances 2025

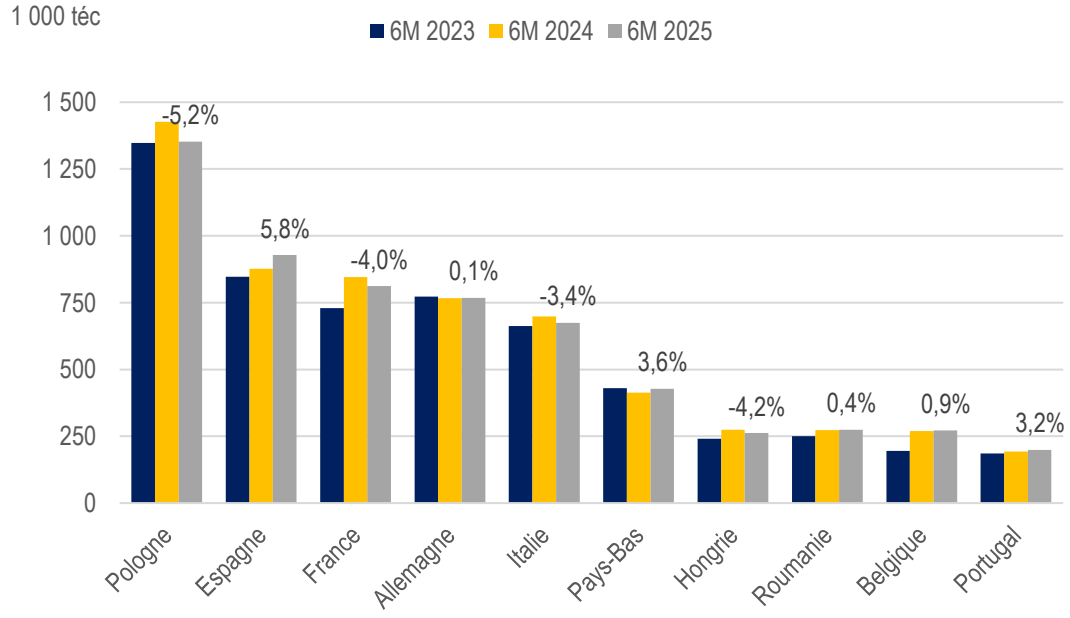
Toutes volailles confondues, les abattages reculent de 5 % dans l'Union européenne à 27 sur les six premiers mois de 2025 par rapport à 2024, tirés vers le bas par le canard (-23 %) et la dinde (-3 %). Les abattages de poulet progressent de seulement 1,2 % au premier semestre 2025, une hausse insuffisante face à une demande soutenue. Cette tension continue de peser sur les prix du poulet, qui ont atteint des niveaux records, dépassant 1,38 €/kg vif et 6,5 €/kg de filet en moyenne en Europe (+21 % sur un an). Ces prix devraient rester élevés dans les prochains mois, dans l'attente d'un redressement de la production, notamment en Pologne où des signes de reprise apparaissent.

Évolution des abattages de volailles en 1000 téc entre 2023/2025



Source : ITAVI d'après Eurostat

Évolution des abattages de volailles en 1000 téc entre 2023/2025 par pays UE-27



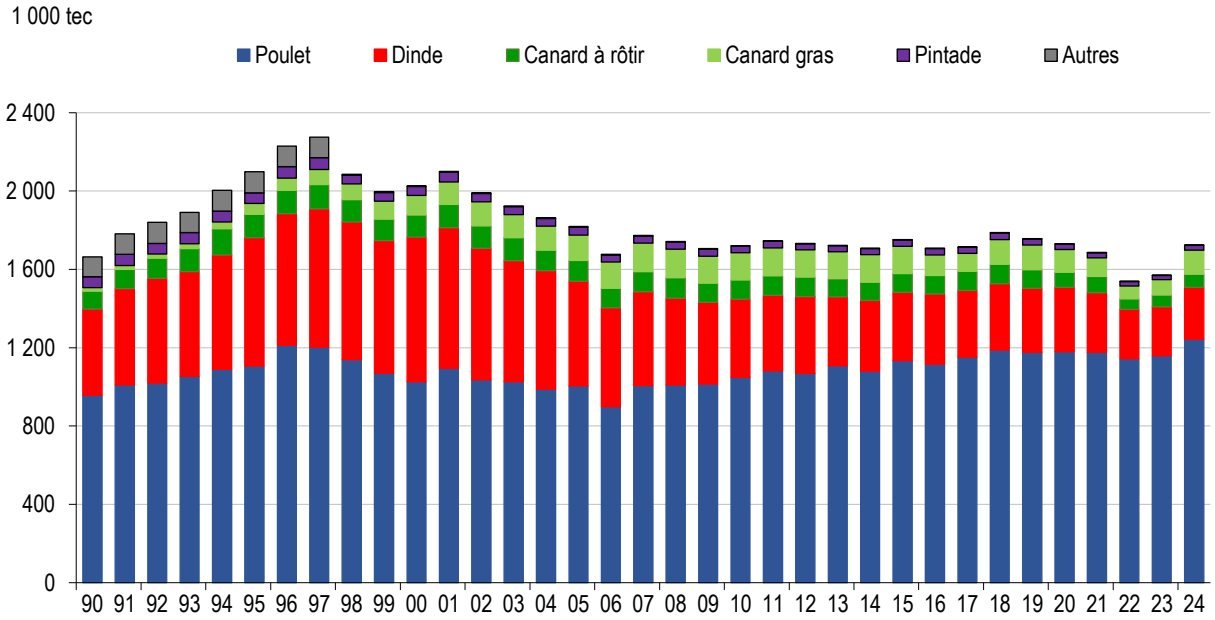
Source : ITAVI d'après Eurostat et SSP

2.2. Production française de viande de volaille : dynamiques passées et caractéristiques

2.2.1. Production française de viande de volaille : dynamiques passées et caractéristiques

En 2024, la production de volaille française augmente de 9 % pour s'établir à 1,74 Mtéc. La production de poulet (incluant également une faible proportion de viande de poules de réforme et de poulet exporté vif) représente 72 % de la production totale (74 % en 2023), devant la dinde (15 %) et le canard (11 %, contre 9 % en 2023). La production a atteint des niveaux proches de ceux des années 2017-18-19, grâce à une production record en poulet.

Production indigène de volailles en France entre 1990 et 2024*



Source : ITAVI d'après SSP

En 5 ans, depuis 2019, la production de poulet a progressé de 6% (+ de 1 %/an). Tandis que pour le reste des espèces, la production ne cesse de reculer. La production en dinde enregistre un recul de 19 % par rapport à 2019, en canard (gras/maigre), la production recule de 14 %, même tendance (-25 %) en pintade sur la même période.

2.2.1.1. Évolution des abattages de volailles

En 2024, les abattages de volailles ont augmenté de 8,8 %, tirés par la hausse des abattages de poulets (+7 %) de canards gras (+46,7 %) et de canards à rôtir (+23,8 %), ainsi que les abattages de dindes (+ 1,0 %) et de pintades (+8,1 %, pourcentage élevé mais sur des volumes moins significatifs que les autres espèces).

Cette évolution permet au poulet de rester le produit incontournable en France en progressant au détriment des autres espèces dans les parts de production à 69 % des abattages de volailles en 2024.

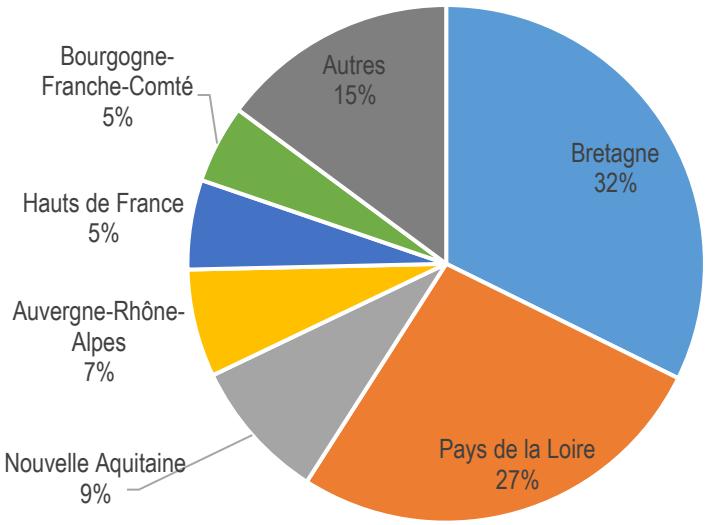
Selon le modèle de prévision de l'Itavi, et sur la base des informations recueillies auprès des professionnels et des interprofessions pour 2025, les abattages devraient poursuivre leur croissance pour l'ensemble des volailles (~+2,0 %). Cette évolution masque toutefois des dynamiques contrastées selon les espèces : une stabilité attendue pour la dinde, une forte baisse pour le canard à rôtir et une hausse d'environ 5 % pour le poulet.

Évolution des abattages en France entre 2015 et 2024

1000 téc	2015	2019	2020	2021	2022	2023	2024	%24/23	%24/19
Poulets chair	1 045	1 072	1 078	1 082	1 071	1 067	1 141	+6,9%	+6,4%
Poules et coqs	48	44	45	38	35	35	38	+11,2%	-12,8%
Dindes	340	319	319	295	245	241	243	+1,0%	-23,7%
Canards à rôtir	95	93	76	81	54	59	74	+23,8%	-21,2%
Canards gras	139	125	116	94	64	78	114	+46,7%	-8,6%
Pintades	33	32	28	25	23	22	24	+8,1%	-24,3%
Autres	10	9	10	9	9	9	10	+8,6%	+9,7%
Total volailles	**1 709**		**1 671**	**1 625**	**1 501**	**1 512**	**1 645**	**+8,8%**	**-2,9%**

Source : Itavi d'après SSP

Répartition de la production de volailles par région (%) en 2024



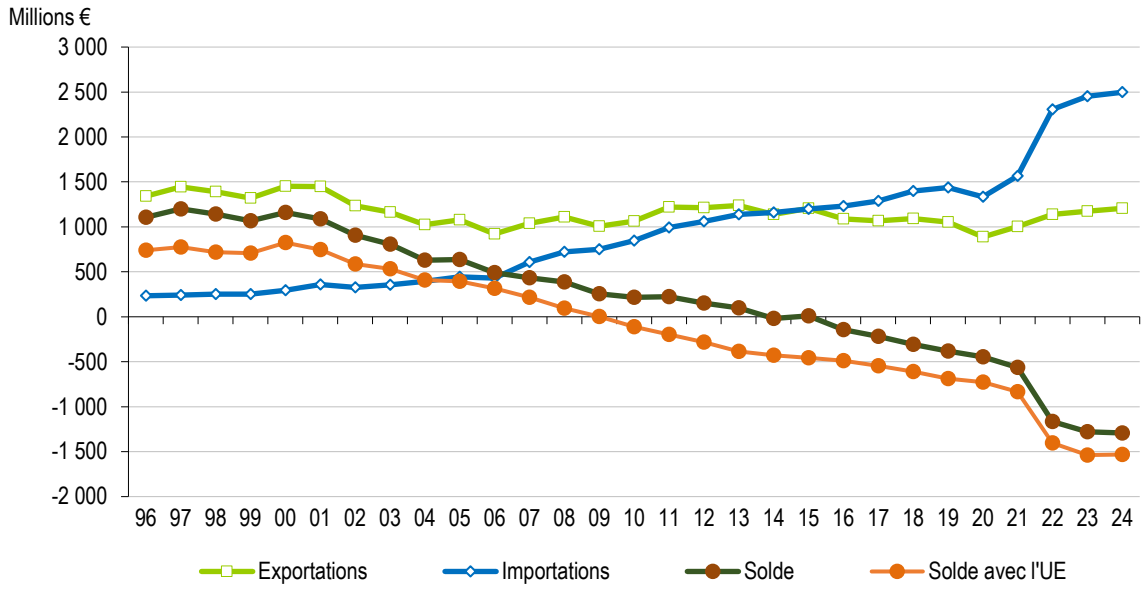
Source : ITAVI d'après SAA

La Bretagne reste le bassin principal de la production avicole. Par espèce, la Bretagne reste la première région productrice en poulet (32 %) et dinde (39 %), tandis que les Pays de la Loire est la première région de production de canard à rôtir (62 %).

2.2.2. Échanges français de viandes de volailles

Depuis les années 2000, les exportations de viandes de volailles sont en baisse tandis que les importations sont en hausse, ce qui a conduit le solde à progressivement diminuer pour devenir négatif en volume et en valeur depuis 2016.

Évolution du solde commercial français de viandes de volailles avec l'Union européenne en valeur



Source : ITAVI d'après douanes françaises

Si la baisse des exportations de dinde qui a eu lieu depuis 2000 explique une partie du repli des exportations de volailles, c'est la filière poulet qui génère un déficit croissant depuis plus de 10 ans via les importations depuis les pays de l'Union Européenne, avec un saut important en 2022 au moment de la crise IAHP, entrainant un recul très fort du solde commercial à la même date (cf. graphique ci-dessus). Le solde commercial français reste en 2024 à des niveaux proches de ceux de 2023.

Évolution des échanges français de viandes et préparations de volailles (milliers de tonnes équivalent carcasse)

		2000	2005	2010	2015	2020	2021	2022	2023	2024	24/23
Exportations	**Total volailles**	**910**	**709**	**622**	**589**	**414**	**461**	**449**	**410**	**445**	+9%
	vers UE	502	378	277	253	201	276	290	254	281	+11%
	vers PT	408	332	345	335	213	185	159	157	164	+5%
	Dont poulet	**498**	**426**	**437**	**450**	**309**	**353**	**360**	**330**	**355**	+8%
	vers UE	207	172	137	147	125	196	221	193	211	+9%
	vers PT	291	254	301	304	184	157	139	137	145	+5%
Importations	**Total volailles**	**185**	**276**	**461**	**565**	**647**	**756**	**839**	**875**	**909**	+4%
	en prov. UE	173	251	425	539	611	680	749	812	841	+4%
	en prov. PT	12	25	36	26	35	76	90	63	68	+9%
	Dont poulet	**162**	**228**	**393**	**496**	**580**	**685**	**765**	**800**	**837**	+5%
	en prov. UE	151	213	366	474	548	616	682	741	775	+5%
	en prov PT	11	15	27	22	32	69	83	58	62	+6%
Solde	**Total volailles**	**725**	**433**	**161**	**23**	**-233**	**-296**	**-390**	**-465**	**-464**	0%
	avec UE	329	126	-148	-285	-411	-404	-460	-559	-559	0%
	avec PT	396	307	309	309	178	109	69	94	96	+2%
	Dont poulet	**336**	**198**	**44**	**-46**	**-270**	**-331**	**-405**	**-470**	**-482**	-3%
	avec UE	56	-41	-230	-327	-423	-420	-461	-549	-565	-3%
	avec PT	280	239	274	281	152	88	56	79	83	+4%

Source : ITAVI d'après douanes françaises

Maxiban™ et Monteban™

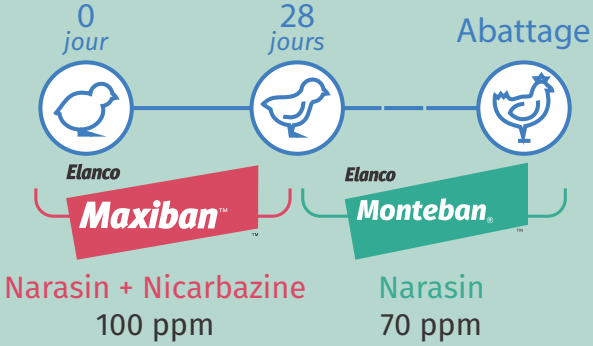
LE CHOIX DURABLE

pour la santé
des Animaux
des Hommes
de la Planète

La coccidiose reste un défi pour la durabilité de la filière avicole : elle compromet santé, efficacité alimentaire et augmente le coût de production.

COMMENT SÉCURISER SA MARGE FACE À LA COCCIDIOSE ?

PROGRAMME COCCIDIOSTATIQUE SÉCURISÉ



Narasin + Nicarbazine
100 ppm

Narasin
70 ppm

COÛT COCCIDIOSE
3,7 €/m² (1)

COÛT PROGRAMME SÉCURISÉ en poulet standard
0,66 €/m² (2)*

* Coût d'un programme sécurisé en poulet de chair (tarifs 2024) : 0,66€/m² (2) (poulet standard) et 1€/m² (3) (poulet lourd)

Réf. : (1) Damer P. Blake and all "Re-calculating the cost of coccidiosis in chickens" Vet. Research. (2020) 51:115. **(2)** Maxiban 100ppm 0-28j puis Monteban 70 ppm 29-Abattage (poulet standard). **(3)** Maxiban 100ppm 0-28j puis Monteban 70 ppm 29-Abattage (poulet lourd)
Maxiban™ et Monteban™ sont des additifs coccidiostatiques

Elanco France SAS au capital de 1.708.200 € – RCS 417 350 386 Nanterre
Crisco Uno Bâtiment C, 3-5 Avenue de la Cristallerie, 92310 Sèvres Cedex© 2024, Elanco ou ses filiales. PM-FR-24-0065 - 02/2024

Elanco™

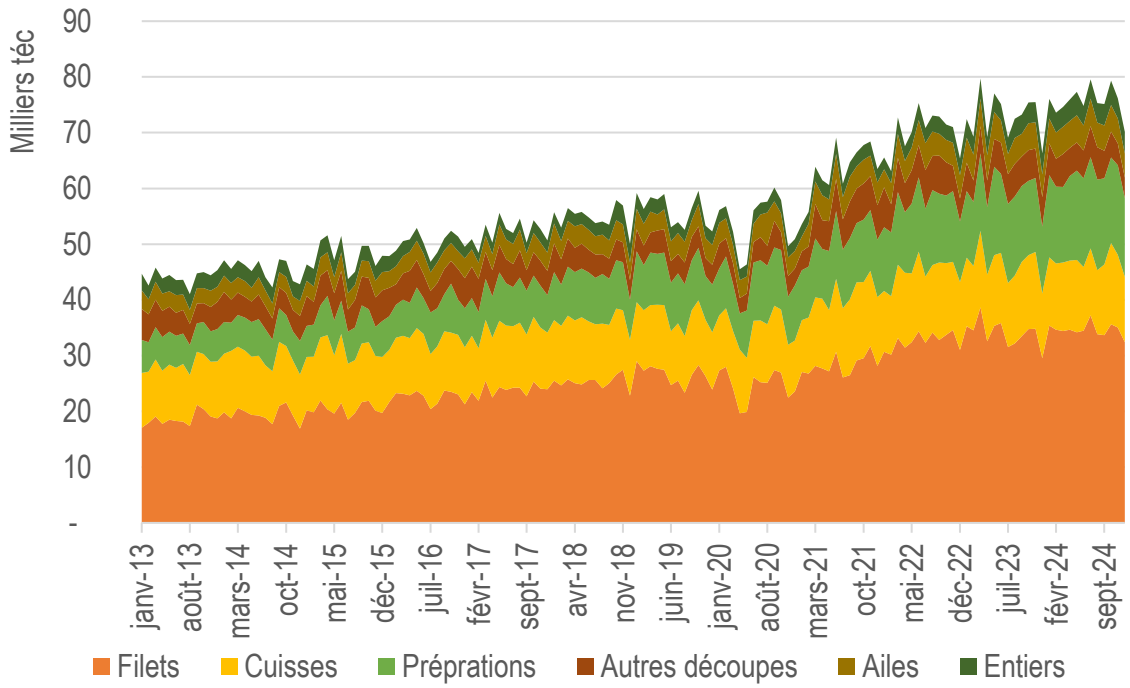
L'année 2024, marque un retour des exportations (+ 9 %) en lien avec la forte hausse de la production, synonyme de plus d'export de coproduits et produits de faible valeur ajoutée. Les envois vers l'UE-27 sont en hausse de 11 % notamment vers les Pays-Bas (+ 16 %) et l'Allemagne (+ 11 %). Les exportations vers les Pays tiers progressent de 5 %, malgré la baisse des ventes vers le Moyen Orient (- 5 %), ce sont notamment les exportations vers l'Afrique Subsaharienne (+ 11 %) et vers l'Asie (+ 163 %) qui ont connu une forte hausse.

Les importations françaises de viande de volaille ont progressé en volume (+ 4 %) et en valeur (+ 3 %) en 2024. En provenance de l'UE-27 la hausse des importations s'élève à 3,5 %, principalement depuis la Pologne (+ 14 %) et la Belgique (+ 4 %). Depuis les Pays tiers, les importations ont progressé de 9 %, principalement en provenance du Royaume-Uni (+ 10 %), de la Thaïlande (+ 31 %) et du Brésil (+ 29 %). En revanche, les importations « directes » depuis l'Ukraine ont reculé de 57 %.

Concernant le poulet, en 2024, le niveau des exportations a progressé en volume (+8 %) et en valeur (+6 %). Les expéditions vers l'UE ont augmenté de 9 %, et de 5 % vers les pays tiers. Les importations de poulet sont également en hausse, en volume (+5 %) et en valeur (+6 %), portées par la progression des achats en provenance de Pologne (+18 %) et de Belgique (+3 %). La Pologne assure désormais un tiers des importations françaises, contre seulement 14 % en 2014.

Par type de produit, les importations des préparations de poulet deviennent le moteur de croissance avec des hausses de plus de 14 % par rapport à 2023, et de 46 % si on compare à l'année 2021. Par ailleurs, les importations des ailes et de poulet entier, stables dans le passé, ont connu de fortes hausses (respectivement +5% et +10% en 2024 par rapport à 2023).

Importations mensuelles par type de produit



Source : ITAVI d'après douanes françaises

Le solde des échanges en poulet est en 2024 à (- 481 983 téc) en volume et à (- 1 397 M€) en valeur. Le déficit se creuse encore en volume et en valeur par rapport à 2023, suivant la tendance inflationniste de 2022, combinée à une hausse des importations de forte valeur (notamment des filets).

Pour la filière dinde, les exportations sont en hausse en 2024 (+13 %), avec une progression de 18 % vers l'UE et de 1 % vers les pays tiers. Les importations reculent de 13,7 %. Le solde commercial redevient excédentaire en 2024, à +1 500 téc et +2 M€, après une année 2023 déficitaire.

En viande de canard, les exportations en 2024 sont en hausse en volume (+ 15 %) et baisse en valeur (- 12 %), tirées par une forte hausse des expéditions en volume vers la Belgique (+ 78 %), les Pays-Bas (+ 26 %) et l'Espagne (+ 22 %). Les importations se stabilisent en volume et reculent en valeur (- 26 %)

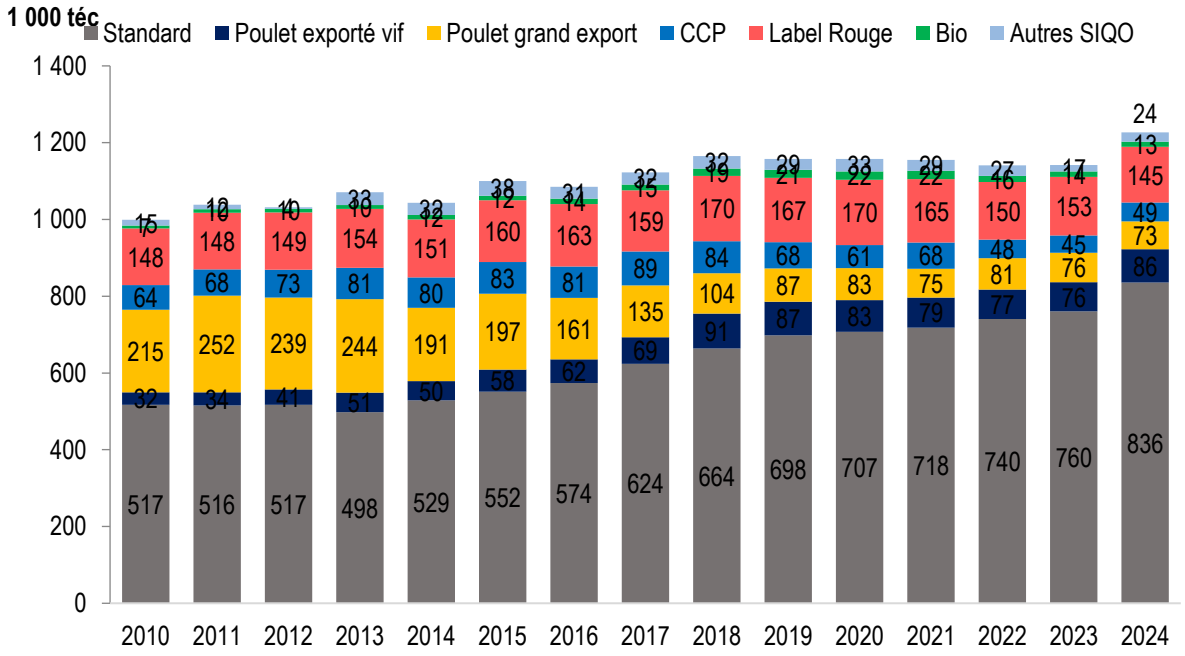
En 2024, le solde des échanges de viandes et préparations de volaille reste négatif en volume (- 464 000 téc) et en valeur (- 1 280 M€).

2.2.3. Place des signes de qualité dans la production de volailles de chair

En 2024, le poulet est la première production sous cahier des charges (231 000 téc). Suite à l'arrêt des restitutions aux exportations en 2013, la filière de production de poulet dite « grand export » a été fortement pénalisée. Sa part dans la production est passée de 24 % en 2013 à 19 % dès 2014 pour ne représenter que 6,4 % des volumes en 2024. En conséquence, la part de la production de poulet standard (hors grand export) est en augmentation, de même que celle des produits alternatifs. Il convient de noter cependant que la catégorie « standard » inclut également la catégorie poulet lourd et les cahiers des charges différenciées issus de démarches privées (ECC, Free Range…).

Sous l'effet de l'IAHP, qui a touché les principaux bassins de production de volailles SIQO, et de l'inflation, la part de ces dernières a connu une baisse à partir de 2021, passant de 187 000 téc à 166 000 téc en 2022, puis 158 000 téc en 2024, représentant 13,8 % des volumes abattus en 2024 contre 17,3 % en 2021.

Part des signes de qualité dans les abattages de poulet



Sources : ITAVI d'après SSP et douanes

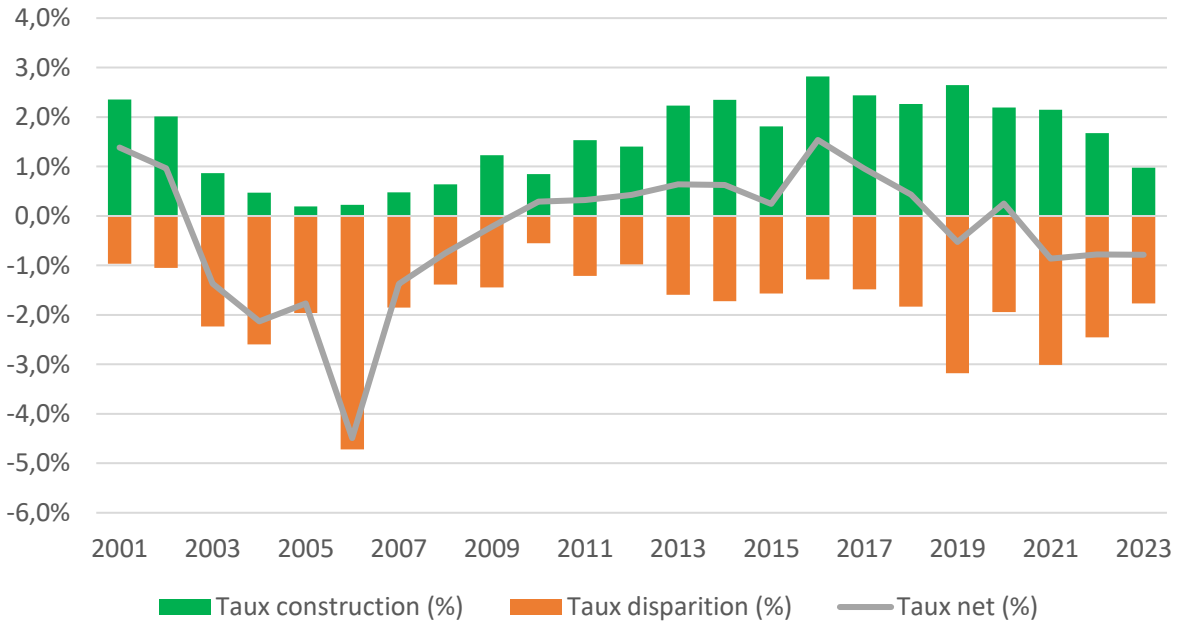
2.2.4. Structure des exploitations de volailles en France

Après une forte réduction entre 2003 et 2009, le parc français de bâtiments d'élevage de volailles de chair suit une évolution nette en légère hausse de (+ 0,5 % par an) à partir de 2010. Cette dynamique est portée notamment par les évolutions du parc Label Rouge & bio qui affiche une croissance moyenne à + 1,6% / an pendant dix ans. Le parc standard et certifié est resté stable sur la période 2010-20, conséquence d'un taux de construction (+ 1,9% / an) et de disparition (- 1,9%) équilibré.

Les données du RA (Recensement Agricole) de 2020 montrent une dégradation du parc bâtiment français passant de 18 millions de m² en 2010 à 15,9 millions de m² en 2020.

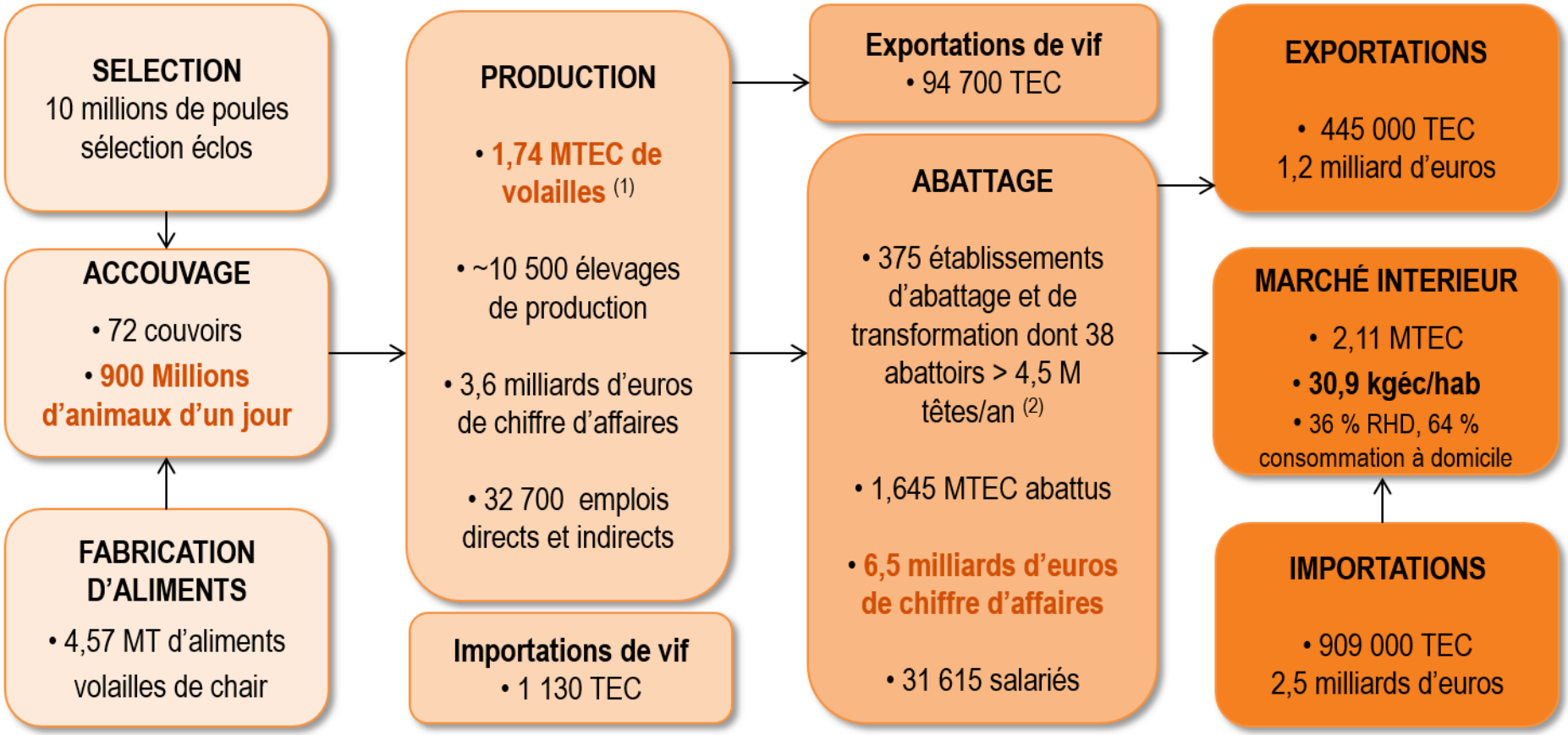
En 2023, les rénovations s'accélèrent et se poursuivent (+6,7 %) notamment en filière standard et certifié (+9,6 %) en lien avec les engagements de l'interprofession en faveur du bien-être animal et notamment l'accès à la lumière naturelle. Alors que les principaux bassins de production n'avaient pas encore engagé de programme structurel, on observe dans les régions Bretagne et Pays de la Loire une forte tendance haussière du taux de rénovation (+6,3 % et 4,4 % entre 2022 et 2023). Le segment Label Rouge et Bio voit cependant son taux net en recul, une première depuis 2009, en raison du contexte économique lié à l'inflation et à la baisse de consommation sur ces produits. Le parc canard à rôtir observe toujours une tendance de croissance négatif (-4,6 %) et qui s'accélère par rapport à 2022.

Évolution du taux de constructions et de disparitions des bâtiments volailles de chair 2001 à 2023



Source : Enquête bâtiment - ITAVI

LA FILIERE VOLAILLE DE CHAIR - 2024



MTEC: Millions de Tonnes Équivalent Carcasse*
kgéc : kilogrammes équivalent carcasse
(1) Y compris canard gras (estimation sur la base des chiffres SSP)
(2) Abattoirs > 4,5 millions de têtes/an enquête 2023

Sources: SSP, Comptes de l'agriculture, Coop de France NA, ESANE(2022), RICA, données 2024

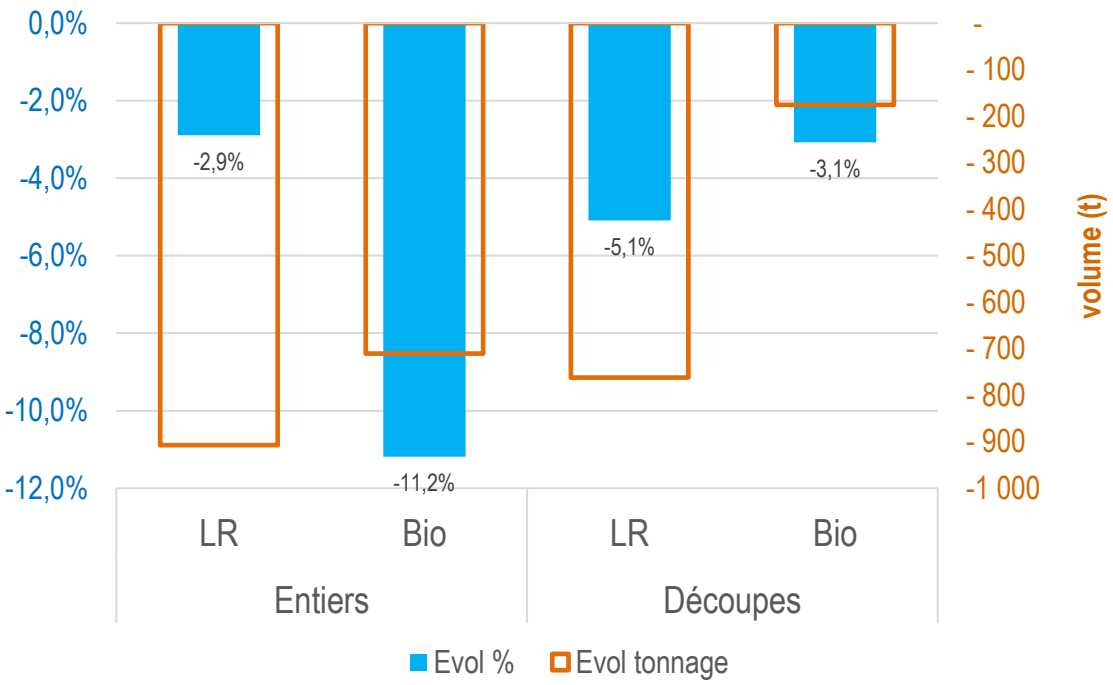
2.2.5. Une consommation de poulet qui continue de progresser au profit des importations

2.2.5.1. Les achats des ménages

Le panel Kantar permet d'analyser les achats des ménages pour leur consommation à domicile, représentant une partie du marché français total (exclusion de la consommation hors domicile, des produits traiteurs et plats-préparés). Après avoir connu des fortes baisses en 2022, les achats de viandes de volailles fraîches et élaborées par les ménages français pour leur consommation à domicile progressent en 2023 (+1,8 % sur un an) et en 2024 (+5,4% sur un an), marquant un retour progressif de la consommation.

En 2024, les achats des ménages ont progressé pour la viande de dinde (+3,3 %), et le canard (+59,3 %) mais cette hausse importante est consécutive à plusieurs années de forts reculs. Les volumes de canards consommés par les ménages en 2024 (21 kt) ne représentent que 66 % des volumes consommés en 2020 (31 kt). La consommation de pintade reste en recul (- 4,4 %). Les achats de viande de poulet poursuivent leur hausse à +3,6 % par rapport à 2023, avec des disparités entre catégories de produits. L'érosion des achats du poulet entier (-2,4 %) se poursuit au profit des découpes (+ 4,2 %) avec une stagnation des cuisses (+0,2 %) consécutive à une forte hausse en 2023 (+10 %). Ainsi, la part du poulet entier dans la consommation de poulet représente 15,2 % en 2024 contre 15,7 % en 2023. Cette baisse de la consommation par les ménages des poulets PAC a impacté la plupart des segments avec une baisse des volumes en LR (-2,9 %), en standard (-1,7 %) et surtout en AB (-11,2 %), à l'exception des certifiés[2] qui ont progressé de 4,1%.

Evolution des achats des ménages en SIQO entre 2023 et 2024



Source : Itavi d'après KantarWorldPanel pour FranceAgriMer

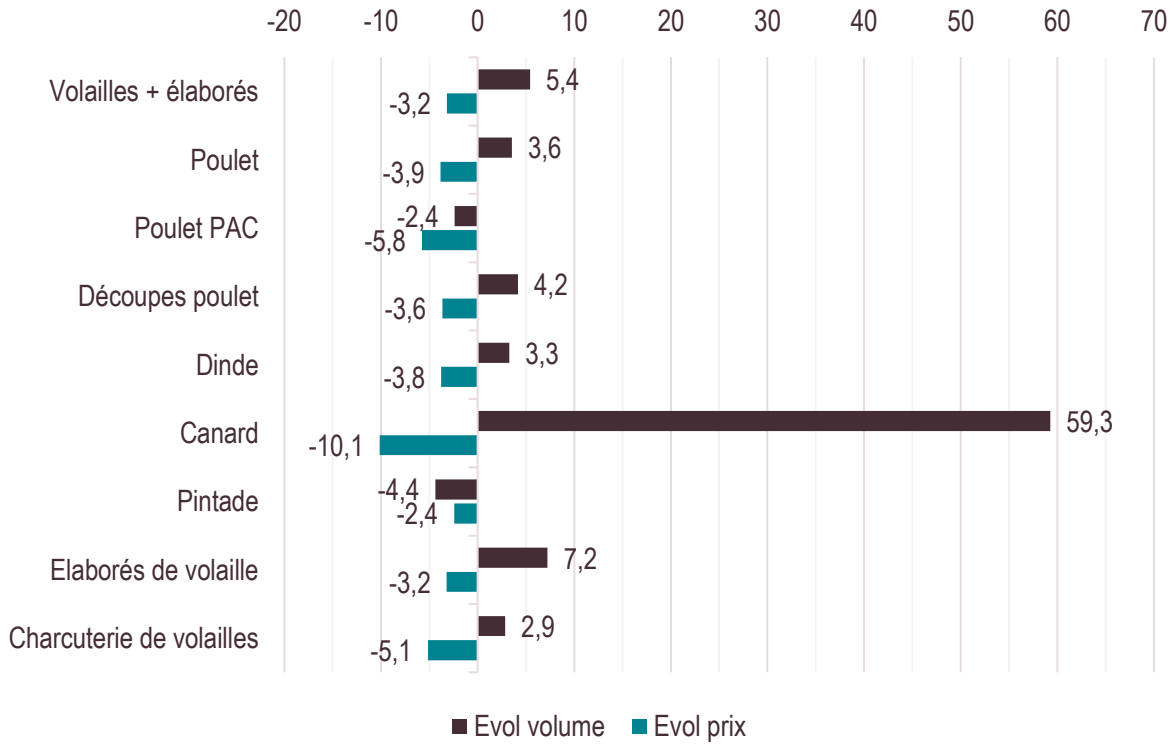
D'une manière générale, le recul de la part de consommation du poulet PAC, s'explique par 3 effets : d'abord l'IAHP avec une baisse de l'offre et une priorisation des segments de la découpe ; puis un mouvement de baisse en gamme qui touche la production SIQO, toujours très majoritaire sur ce segment ; et enfin la tendance structurelle de consommation qui s'oriente vers plus de produits découpés, élaborés et transformés. Si les découpes sont dynamiques, le graphique ci-dessus illustre la difficulté pour les découpes LR et Bio de profiter de cette demande

[2] Les poulets CCP mais aussi les produits portant le logo « volaille française » font partie des produits inclus dans la catégorie poulet dit « certifié » de Kantar, ce qui peut englober une partie de l'offre standard et incite à interpréter avec prudence les évolutions sur ce segment.

en hausse, avec des baisses en volumes importantes observées entre 2023 et 2024 respectivement -5,1 % et -3,1 % respectivement pour LR et Bio. Le canard enregistre une forte hausse en 2024 (+ 59 %) en lien avec le retour de l'offre post-IAHP

Le segment de charcuterie reste dynamique (+ 2,9 %), ainsi que les élaborés de volaille qui augmentent de 7,2 %.

Evolution des achats des ménages en viande de volaille entre 2023 et 2024 (en pourcentages)

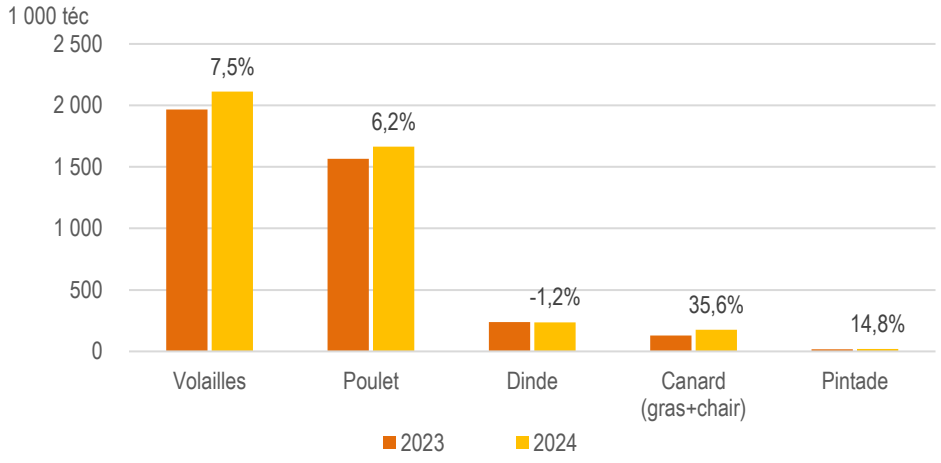


Source : Itavi d'après KantarWorldPanel pour FranceAgriMer

2.2.5.2. La consommation apparente

En 2024, la consommation globale de viandes de volailles qui tient compte du secteur RHD (Restauration Hors Domicile) progresse de 7,5 %, dépassant les 2 Mtéc, stimulée par la hausse de la consommation de poulet + 6,2 %, mais aussi celle de canarde (+35,6 %) et de pintade (+14,8 %). Seule la dinde est en recul (-1,2 %).

Évolution de la consommation apparente (bilan) en 2024 par rapport à 2023 (y c var. stocks)

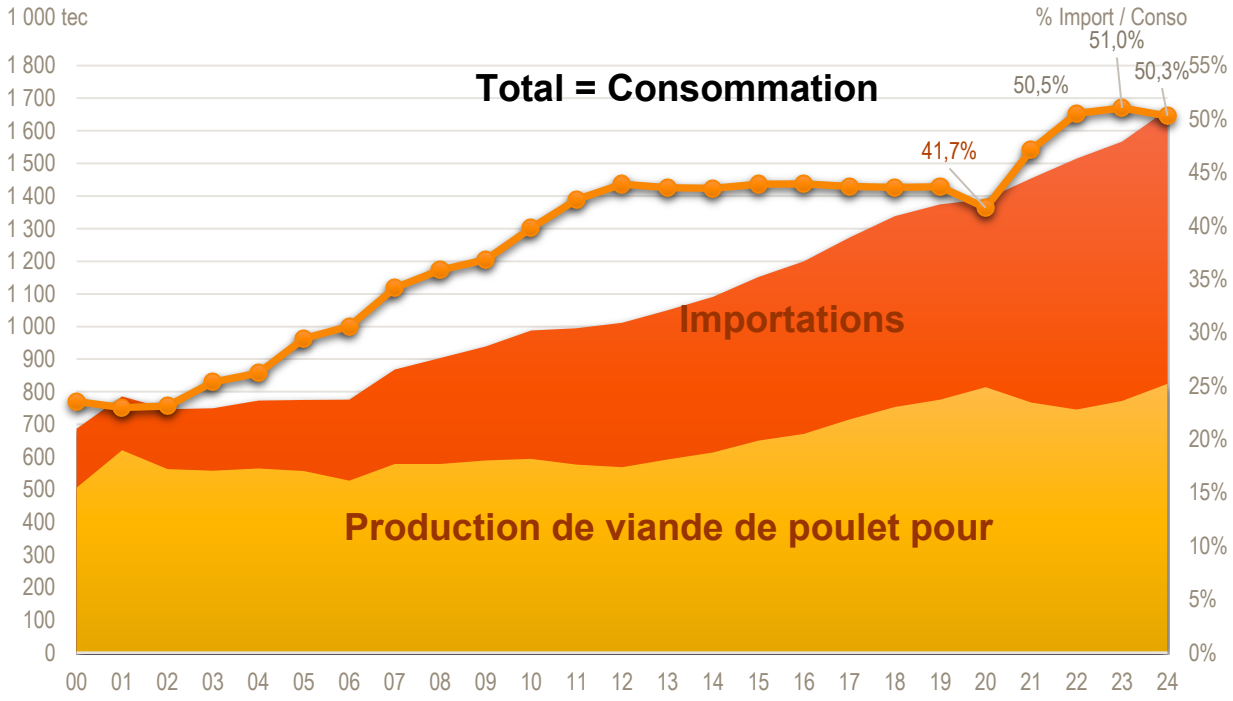


*Source : *estimation ITAVI d'après SSP et douanes*

La hausse de la consommation du poulet en 2024 fait progresser les abattages de Gallus en hausse de 7 % mais aussi les importations qui progressent de 4,7 %, en parallèle des exportations qui augmentent de 7,6 %. Par ailleurs, la consommation du poulet reste majoritaire et recule légèrement sur un an, notamment du fait de la forte hausse de la consommation de canard. Le poids du poulet dans la consommation est passé de 79,7 % à 78,8 %.

La part des importations dans la consommation de poulet, en augmentation depuis les années 90, a atteint un record en 2023 en lien avec la baisse de l'offre française (IAHP) et un recours massif aux imports. En 2024 ce ratio a reculé légèrement à 50,3 %.

Poids des imports dans la consommation de poulet en France depuis 2000



Source : ITAVI d'après SSP, douanes

UN LOGO POUR UNE GARANTIE 100 % FRANCE

FAITES-LEUR CONFIANCE !

UNE ORIGINE FRANCE PLÉBISCITÉE PAR LES CONSOMMATEURS !

8 Français sur 10 jugent l'origine France des œufs synonyme de qualité et de fraîcheur

Source : Enquête CNPO/CSA 2019

UNE GARANTIE 100 % FRANCE

Des poules nées et élevées en France - Des œufs pondus, conditionnés ou transformés en France

UNE SÉCURITÉ SANITAIRE EXEMPLAIRE

Renforcée par les exigences sanitaires des couvoirs, des élevages et de l'alimentation des poules

UN ENCADREMENT STRICT

Des professionnels engagés et soumis à un cahier des charges stricts

UNE SURVEILLANCE ÉTROITE

Des contrôles réguliers effectués par des organismes tiers

Conception - Création : ADOCOM-RP® - Paris

« ŒUFS DE FRANCE » : LA CONFIANCE TOUT AU LONG DE LA FILIÈRE

Pour valoriser son savoir-faire exemplaire et faciliter l'identification de ses œufs « Made in France », la filière française a lancé le logo « Œufs de France ». Cette démarche collective, portée par l'Interprofession des Œufs (CNPO), garantit l'origine française des œufs : de la poule à l'œuf et de l'œuf à la poule. Avec ce nouveau logo connu et reconnu des Français, la filière des œufs garantit l'engagement de l'ensemble des maillons de la filière : accouveurs, éleveurs de poulettes, éleveurs de poules pondeuses, centres d'emballage et de transformation des œufs. La démarche de traçabilité, qui intègre également qualité sanitaire et alimentation des animaux, est étroitement contrôlée par des organismes tiers.

Pour plus d'information : contact@cnpo.fr, 01 45 22 63 15

3. Les œufs et les ovoproduits

3.1. Contexte international

3.1.1. Production mondiale

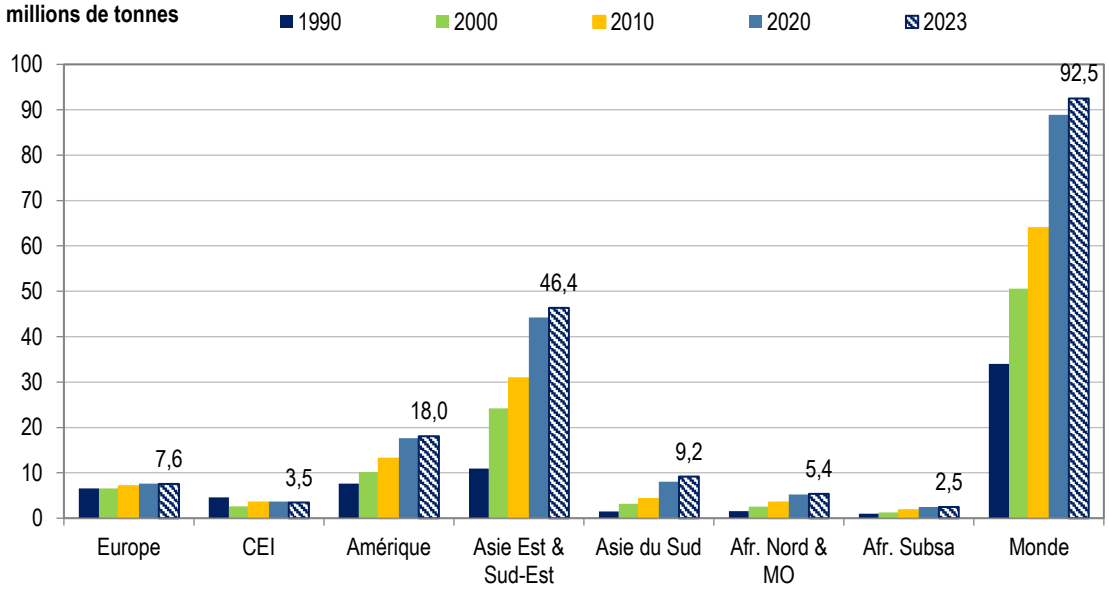
Depuis 2022, la filière des œufs de consommation a traversé une succession de chocs majeurs : guerre en Ukraine, flambée des coûts de production et épidémies récurrentes d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP). Malgré ces perturbations, la production mondiale a fait preuve d'une résilience remarquable. Après une quasi-stagnation en 2022 (+0,5 % selon la FAO), elle a rebondi de 2,3 % en 2023.

En 2024, cette dynamique s'est poursuivie, avec une croissance estimée entre +2,5 % et +3 %, portée par la reprise en Asie du Sud-Est, en Amérique latine et au Moyen-Orient. Toutefois, les foyers d'IAHP restent très actifs : 827 cas ont été recensés en 2024, affectant près de 83 millions de volailles, dont 60 % aux États-Unis – principalement des poules pondeuses. En 2025, la tendance se poursuit avec déjà 875 cas enregistrés sur les cinq premiers mois de l'année, touchant particulièrement les élevages en Europe de l'Est et en Amérique du Nord. Plus de 65 millions d'oiseaux ont été abattus depuis janvier, dont 41 millions aux États-Unis et 15 millions en Europe.

Si les coûts de production tendent à se stabiliser depuis la fin 2024, grâce à une détente sur les marchés des matières premières agricoles, l'IAHP continue de peser sur les disponibilités mondiales. Cela a provoqué une envolée des prix des œufs, notamment aux États-Unis, où un record historique a été atteint : le prix moyen dépasse désormais 0,80 € par œuf.

Production d'œufs entre 1990 et 2023 dans le monde

(Millions de tonnes)



Source : ITAVI d'après IEC, FAOSTAT, EUROSTAT, sources nationales

Production d'œufs des principaux producteurs dans le monde en millions de tonnes équivalent œuf coquille

	2021	*2022*	***2023***	*% 23/22*	*poids %*
Chine	25,8	26,5	27,3	3,0%	30,0%
UE-27	6,5	6,4	6,5	1,9%	7,2%
Etats-Unis	6,0	5,8	5,8	0,5%	6,4%
Inde	5,8	5,4	6,3	16,5%	6,9%
Mexique	3,0	3,0	3,2	8,0%	3,5%
Russie	2,7	2,8	2,8	1,2%	3,1%
Japon	2,6	2,6	2,4	-6,1%	2,7%
Brésil	3,3	3,1	3,1	0,0%	3,4%
Indonésie	5,2	5,6	6,1	9,7%	6,7%
Turquie	1,4	1,5	1,6	4,2%	1,7%
Iran	1,3	1,4	1,3	-5,1%	1,4%
MONDE	**87,6**	**89,1**	**91,1**	**2,3%**	**100,0%**

Source : Calculs ITAVI d'après IEC, FAOStat, Eurostat

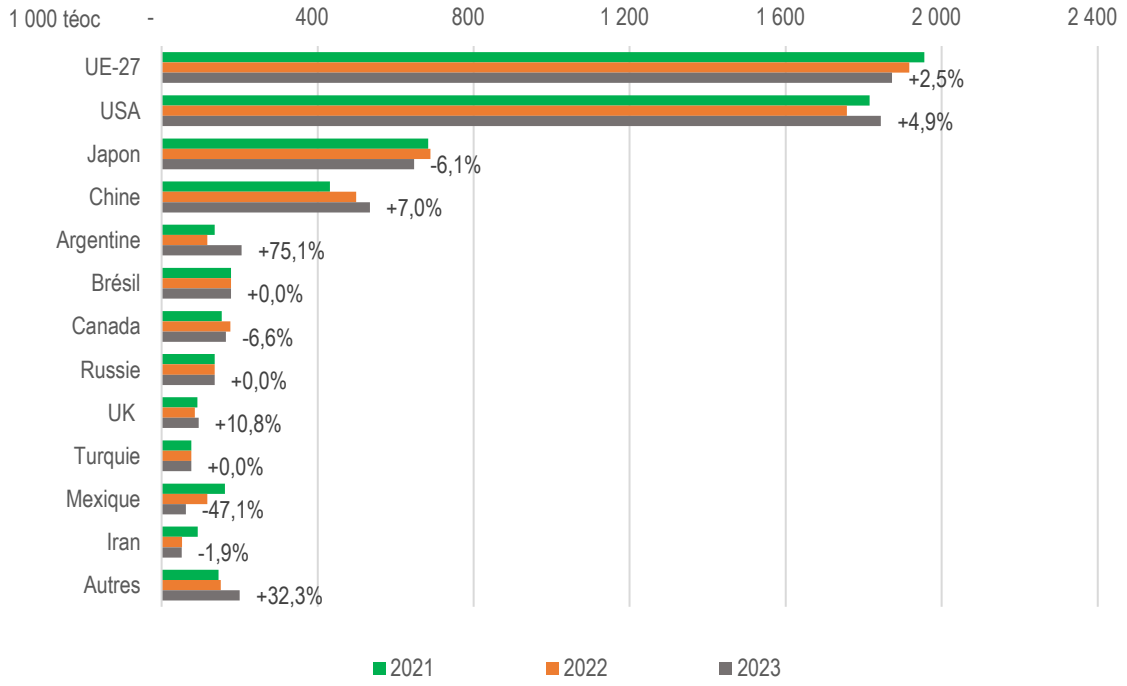
La croissance de la production mondiale en 2023 est principalement attribuée à l'augmentation de la production en Asie (Inde, Chine, Indonésie), en Turquie et au Brésil. En 2023, la production mondiale d'œufs de consommation de poules (d'après la FAO), s'établissait à 91,1 millions de tonnes équivalent œuf coquille (téoc), en hausse de 2,3 % par rapport à 2022. Le cheptel mondial est estimé à 8,44 Milliard de poules en 2023.

Avec 27,3 millions de tonnes produites en 2023, la Chine représentait à elle seule 30 % de la production mondiale, suivie par l'UE avec 7,2 % de la production, devançant les États-Unis (6,4 %), touchés par l'IAHP.

Contrairement à la production d'œufs, celle des ovoproduits issus de la transformation est nettement plus concentrée géographiquement. Elle est estimée à 6,1 millions de téoc en 2023, en hausse de 1,6 % par rapport à 2022.

À l'échelle mondiale, l'Union européenne et les États-Unis sont les principaux producteurs d'ovoproduits, avec respectivement 31 % et 30 % de la production mondiale, suivis par le Japon (11 %).

Estimation de la production d'ovoproduits par pays dans le monde entre 2021 et 2023



Source : Estimations ITAVI d'après IEC, FAOStat, Eurostat (Prodcom) et sources nationales

Depuis 2013, la transformation des œufs connaît une progression régulière (+3,4 %/an), portée principalement par l'Union européenne (+5,5 %/an). La part des œufs transformés en ovoproduits à l'échelle mondiale est estimée à 6,7 % en 2023, contre 6,2 % en 2013.

Après plusieurs années de croissance, la production de l'UE a enregistré une baisse de 2,3 % en 2023, principalement due à la chute de la production en Italie (-19 %) et en Allemagne (- 4 %).

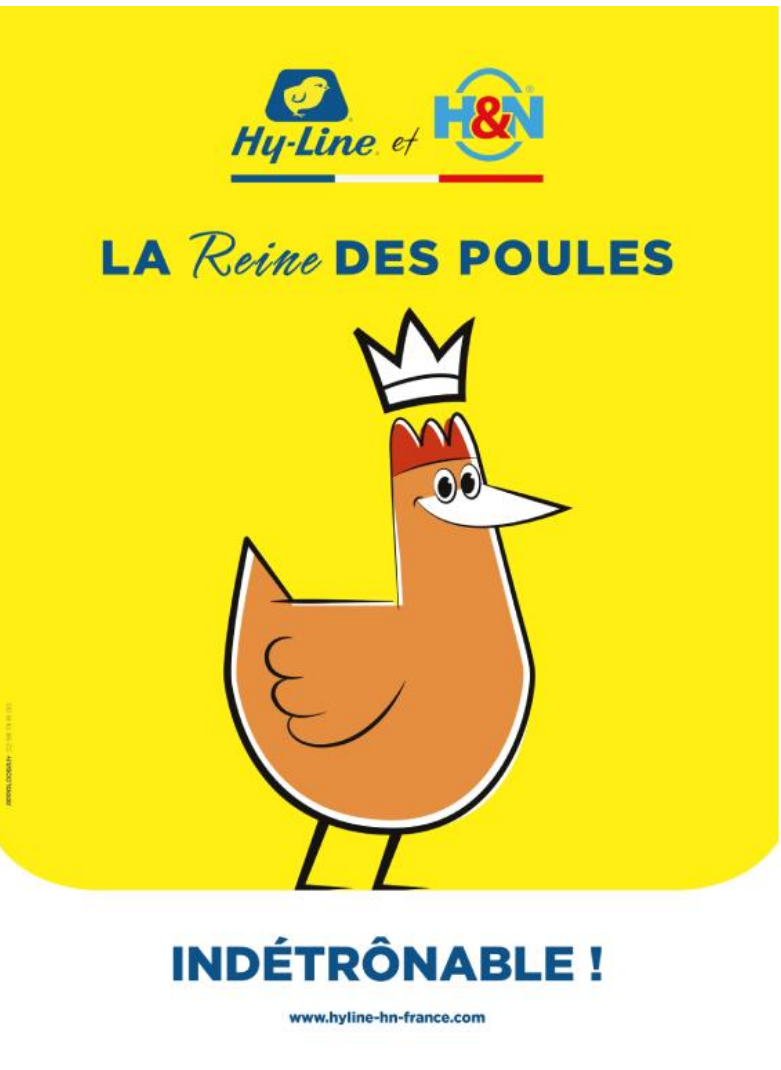
3.1.2. Tendances du commerce mondial

3.1.2.1. Œufs coquille

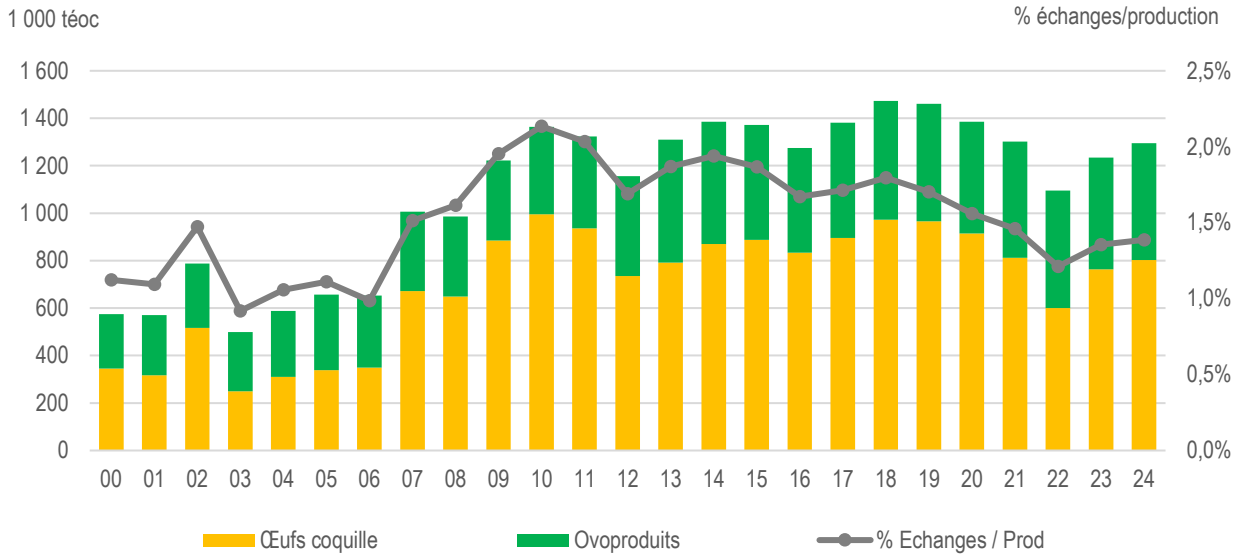
En 2024, les échanges mondiaux d'œufs coquille ont fortement augmenté, marquant une accélération des flux commerciaux. Cette dynamique s'explique par une pénurie d'œufs ayant touché plusieurs régions, entraînant un recours accru aux importations. Parallèlement, la demande mondiale continue de progresser. En effet, l'inflation et la forte hausse des prix des viandes ont stimulé la consommation d'œufs, qui restent la source de protéines la moins chère sur le marché.

Ainsi, en 2024, les exportations mondiales ont augmenté de 2,5 %, avec une progression de 5 % pour les œufs coquille et de 4,8 % pour les ovoproduits.

Les principaux flux ayant contribué à cette croissance des échanges en œufs coquille proviennent de l'Ukraine (+61 %), de l'Union européenne (+11 %) et de l'Ouzbékistan (+900 % ; + 6 000 téoc). À l'inverse, certains pays ont vu leurs exportations reculer, notamment la Turquie (-4 %), l'Iran (-5 %) et les États-Unis (- 6 %).



Évolutions des exportations mondiales d'œufs et ovoproduits (hors intra UE et intra Chine-Hong-Kong)



Source : ITAVI d'après TDM et Eurostat

3.1.2.2. Ovoproduits

En 2024, les échanges mondiaux d'ovoproduits ont suivi la même dynamique de croissance que ceux des œufs coquille, enregistrant une hausse de 4,8 %. Cette progression est principalement portée par l'augmentation des exportations de l'Union européenne (+13 %), en particulier grâce à la forte croissance observée en Italie (+20 %), en France (+26 %) et en Pologne (+18 %). À l'inverse, les exportations des pays tiers ont reculé de 3 %, en raison notamment de la baisse des ventes des États-Unis (-4 %), de l'Inde (-5 %) et du Maroc (-54 %).

Par type de produit, les ovoproduits ayant le plus contribué à cette hausse sont les œufs entiers liquides (+10 %) et les ovalbumines (+18 %) entre 2023 et 2024.

En dépit de la progression en volume, la valeur du commerce mondial d'œufs et d'ovoproduits a reculé de 8 % en 2024 par rapport à 2023, pour s'établir à 1,98 milliard d'euros. Environ 60 % de cette valeur (soit 1,19 Md€) provient des exportations d'œufs coquille, le reste étant constitué d'ovoproduits.

Cette tendance à la baisse s'explique par une détente des prix moyens après deux années de forte inflation, mais également par un effet de mix produit défavorable : les produits à forte valeur ajoutée, tels que les ovoproduits liquides fractionnés et les jaunes d'œufs séchés, ont connu un recul en 2024.

Évolutions des exportations des principaux pays en œufs et ovoproduits (hors intra UE et intra Chine-Hong-Kong)

téoc	2022	2023	2024	% 24/23
Monde	**1 096 022**	**1 234 296**	**1 295 216**	**4,9%**
UE-27	**356 104**	**340 079**	**381 235**	**12,1%**
Etats-Unis	112 923	128 944	122 860	-4,7%
Turquie	185 140	157 853	151 428	-4,1%
Malaisie	75 718	65 528	66 761	1,9%
Ukraine	43 151	73 239	104 613	42,8%
Inde	77 819	114 240	111 247	-2,6%
Iran	27 609	134 548	128 138	-4,8%
R.-Uni	24 563	27 000	32 262	19,5%
Autres	**192 994**	**192 867**	**196 672**	**2,0%**

Source : ITAVI d'après TDM et Eurostat

3.2. Marchés européens

3.2.1. Dynamiques de production contrastées en UE

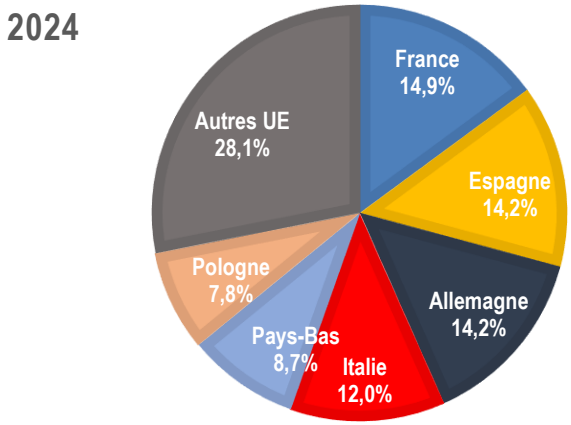
D'après les estimations de l'ITAVI, basées sur les données de la Commission européenne, la production communautaire d'œufs a reculé de 2,8 % en 2024, pour atteindre 6,34 Mteoc. Cette baisse s'est déjà manifestée en 2024 par des approvisionnements tendus, une forte hausse des prix, une augmentation des importations et des échanges intra-UE à un niveau record.

Les Pays-Bas (-6 %), la Pologne (-10 %) et la Suède (-24 %) ont particulièrement été touchés par la baisse de production. Aux Pays-Bas, le recul s'explique par la diminution du cheptel liée à la politique de réduction des émissions de nitrates. En Pologne, des foyers d'influenza aviaire ont touché plus de 2 millions de poules. En Suède, des cas de salmonelle survenus fin 2023 ont conduit à l'abattage de 1,2 million de poules, soit plus de 20 % du cheptel suédois.

En 2024, la production reste inférieure à la demande, cette dernière ayant été stimulée par la situation économique actuelle. Par conséquent, les cotations des œufs sont restées relativement élevées tout au long de l'année 2024 et ont atteint des niveaux records en 2025.

La France demeure le premier producteur d'œufs en Europe, avec près de 15 % des parts de production, devant l'Espagne (14,2 %) et l'Allemagne (14,2 %).

Répartition de la production d'œufs de consommation dans l'UE en 2024 (%)



Source : estimation ITAVI d'après IEC, CIRCABC, MEG et sources nationales

Tenant compte du rythme des mises en place de poulettes, la production d'œufs de consommation en 2025 devrait reculer de 2 % à 6,2 Mt, soit environ 100 milliards d'œufs.

Production d'œufs de consommation en UE – 1000 tonnes

Rang	Pays	2021	2022	2023	2024	23/22 %	24/23 %
1	**France**	979	928	950	947	2,4%	-0,3%
2	**Espagne**	853	870	914	902	5,1%	-1,3%
3	**Allemagne**	907	915	907	900	-0,9%	-0,7%
4	**Italie**	783	750	758	763	1,1%	0,7%
5	**Pologne**	526	573	615	551	7,3%	-10,4%
6	**Pays-Bas**	626	532	525	495	-1,2%	-5,8%
7	**Roumanie**	368	330	340	330	3,0%	-2,9%
6	**Autres**	1474	1498	1511	1452	0,8%	-3,9%
	UE-27	**6516**	**6396**	**6520**	**6340**	**1,9%**	**-2,8%**

*Source : ITAVI d'après SSP, Commission européenne, IEC, MEG statistiques nationales ; *estimations*

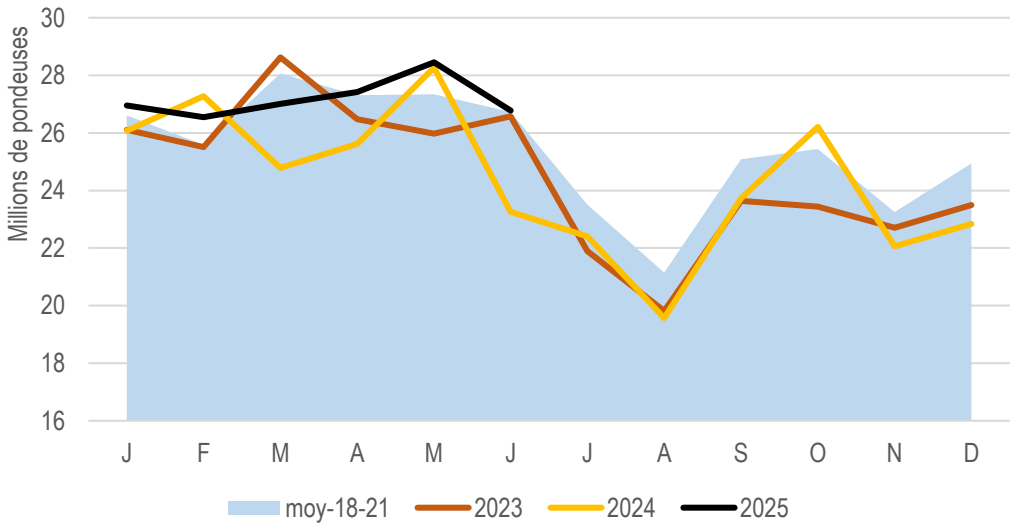
Le recul de la production se maintient en 2025 dans l'ombre de l'IAHP, qui touche les pays de l'Europe de l'Est, notamment la Pologne, qui a perdu presque 3 millions de poules pondeuses depuis le début de l'année, sur 8 millions de volailles touchées dans 85 foyers (bilan 5 mois 2025). Cela aurait des conséquences sur la production polonaise, qui devrait reculer de 7 à 8 % en 2025.

La production est assez équitablement répartie entre les six premiers pays producteurs, qui représentent de 7,8 % (Pologne) à 14,9 % (France), en totalisant 77,1 % de la production communautaire.

3.2.2. Mises en places en 2024 et perspectives 2025

Après avoir enregistré une baisse de 0,7 % en 2024, les mises en place de poulettes d'un jour au sein de l'UE devraient se redresser en 2025, affichant une hausse prévisionnelle de 2,5 %. Cela montre notamment la reprise de la production en Pologne après une forte chute de production en 2024.

Mises en place de poulettes d'un jour en UE



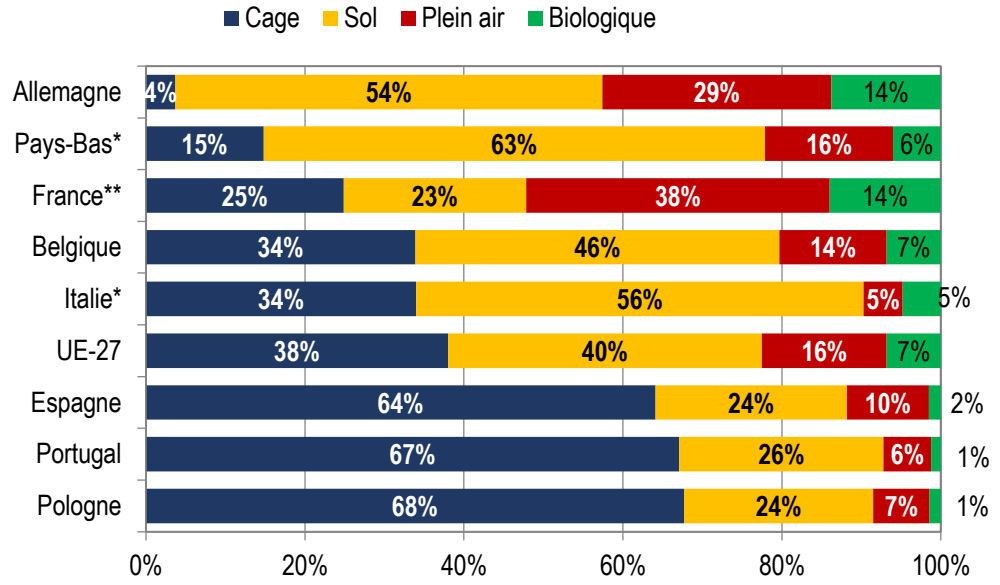
3.2.3. Les modes d'élevage en UE

Pour correspondre à la réglementation européenne (Directive 1999/74/CE), les systèmes de production ont évolué vers des modes de production hors cage. En 1996, les systèmes alternatifs à la cage (au sol, plein air et biologiques) représentaient 8 % des effectifs de pondeuses de l'UE, 30 % en 2009 et 61 % en 2023. De 2012 à 2023, le poids des systèmes alternatifs est en nette augmentation dans l'ensemble des pays européens. Certains États membres ont profité de cette réglementation sur les cages aménagées pour basculer complètement en système alternatif à la cage. C'est le cas de l'Autriche, où 100 % des poules pondeuses sont en système alternatif depuis 2019. De même pour l'Allemagne, où 96 % des capacités d'élevage sont en système alternatif. La Suède (97 %) et les Pays-Bas (85 %) atteignent des proportions similaires. De façon générale, les pays du nord de l'Europe ont un système de production davantage tourné vers l'élevage au sol. À l'inverse, certains pays du sud et de l'est gardent une proportion élevée de cages aménagées, comme l'Espagne (64 % des pondeuses sont élevées en cages aménagées), le Portugal (67 %) ou la Pologne (68 %).

La France contribue de façon importante à la production alternative avec 29 % des effectifs européens de pondeuses en élevage biologique et 31 % des effectifs de plein air, tandis qu'elle représente 10 % des pondeuses en cage.

En 2024, les capacités de production s'élèvent à 392,6 millions de places, en hausse de 1,3 % par rapport à 2023. En effet, la hausse des capacités de production a concerné principalement le plein air (+4,7 %) et le sol (+3,2 %), tandis que les capacités en cage ont diminué de 1,8 %.

Répartition des effectifs de pondeuses par système de production dans les pays de l'Union européenne en 2024



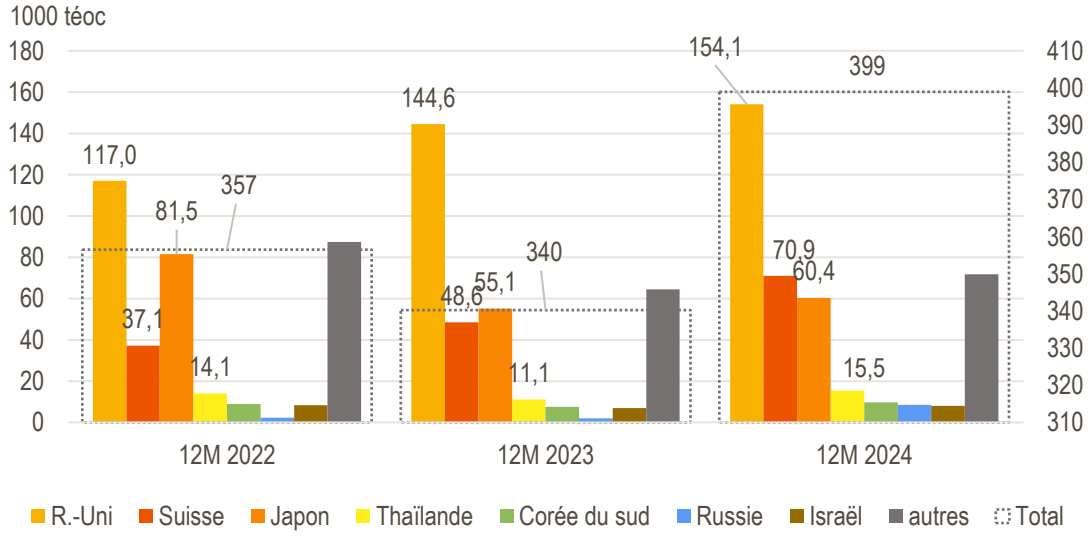
** Données 2023*
*** Données BD Avicole au 1er janvier 2025*
Source : Commission européenne et CNPO

3.2.4. Commerce communautaire d'œufs et ovoproduits

3.2.4.1. Année 2024

Après deux années de baisse, les exportations extra-européennes (UE-27) totales d'œufs et ovoproduits ont progressé de 22% en 2024. La hausse des exportations concerne les ventes vers le Royaume-Uni (+ 8 %), la Suisse (+ 82 %), la Russie (+ 328 %) et le Japon (+ 10 %). Ces exportations sont portées par les œufs coquilles (+44 %) notamment au départ des Pays-Bas (+ 193 %) notamment vers la Suisse. Les exportations en ovoproduits ont principalement progressé (+ 13 %) grâce aux bonnes performances à l'export de la France (+ 26 %), l'Italie (+ 20 %) et la Pologne (+ 18 %).

Évolution des exportations extra-européennes* d'œufs et ovoproduits entre 2022 et 2024



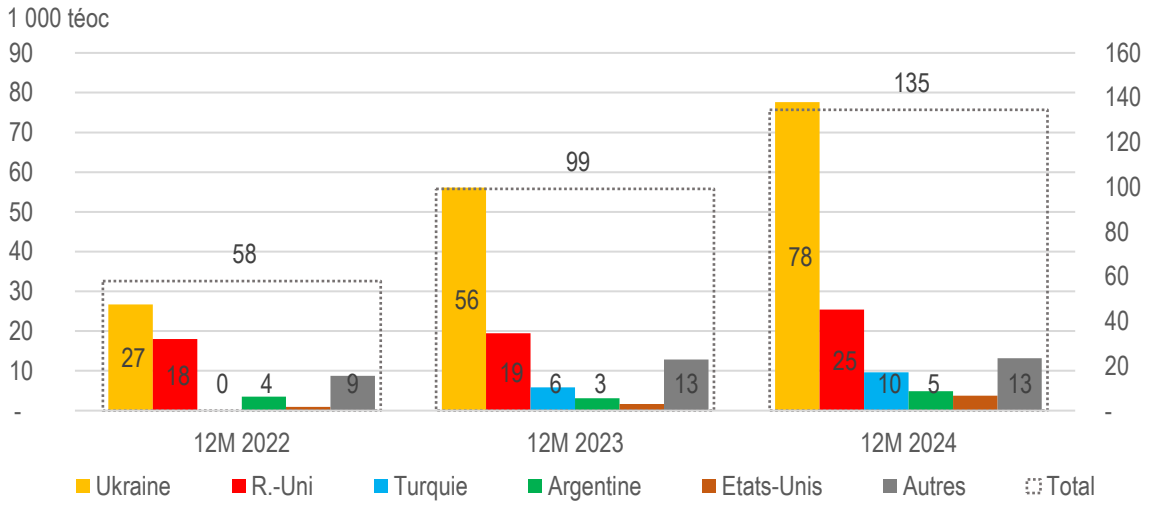
**UE-27, Source : ITAVI d'après Eurostat*

Les importations de l'UE-27 sont en hausse en volume (+33 %) et en valeur (+17 %) sur l'année 2024 par rapport à 2023. Ce sont les importations en provenance d'Ukraine (+37 %), de Turquie (+54 %) et du Royaume-Uni (+28 %) qui tirent les importations à la hausse. En effet, la suspension des droits de douane sur les produits ukrainiens importés en Europe a contribué à l'accélération de cette hausse. Malgré l'activation d'un frein d'urgence depuis juin 2024, les importations depuis l'Ukraine ont continué à progresser dans un contexte de manque de disponibilités.

La hausse des achats de l'UE provient principalement des importations de l'Italie (+50 %), qui devient le premier importateur de l'UE, des Pays-Bas (+10 %), de la Croatie (+470 %) et de la France (+ 590 %).

La Commission européenne a annoncé, en juin 2025, des mesures de transition pour remplacer les mesures commerciales exceptionnelles instaurées après le début de la guerre en Ukraine. Ces mesures de transition concernent, pour les œufs, un retour aux quotas historiques sans droits de douane accordés à l'Ukraine (soit un volume annuel de 3 000 téoc). Cela aurait peu d'impact sur les importations actuelles d'œufs et d'ovoproduits. En effet, l'an dernier, malgré l'instauration du frein d'urgence, les importations ont continué à progresser, notamment dans le contexte actuel de manque d'œufs et de prix très attractifs pour les producteurs ukrainiens, dont les coûts de production sont 20 à 30 % inférieurs à la moyenne européenne.

Évolution des importations extra-européennes d'œufs et ovoproduits entre 2022 et 2024



Source : ITAVI d'après Eurostat

En 2024, le solde des échanges extra-communautaires d'œufs et d'ovoproduits reste positif en volume (+ 270 300 téoc) en amélioration (+ 38 100 téoc) par rapport à 2023. En valeur, la balance commerciale se dégrade de 126 M€ mais reste excédentaire à + 441 M€, du fait de la hausse plus rapide des imports et l'effet de l'inflation avec la hausse des prix à l'import et une hausse plus mesurée des prix à l'export.

Hubbard

YOUR CHOICE, OUR COMMITMENT

BREEDING FOR YOU SINCE 1921

VOTRE CHOIX

UNE RÉPONSE ADAPTÉE À VOTRE CAHIER DES CHARGES

NOTRE ENGAGEMENT

UNE EXPERTISE DE PLUS DE 55 ANS EN SÉLECTION PREMIUM

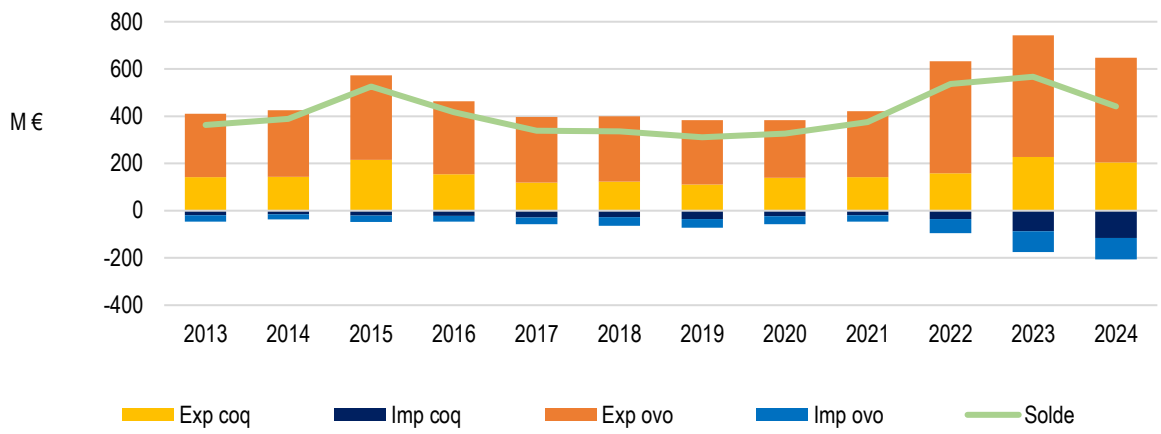
HUBBARD PREMIUM

le choix naturel !

LA RÉFÉRENCE POUR LES MARCHÉS PREMIUM !

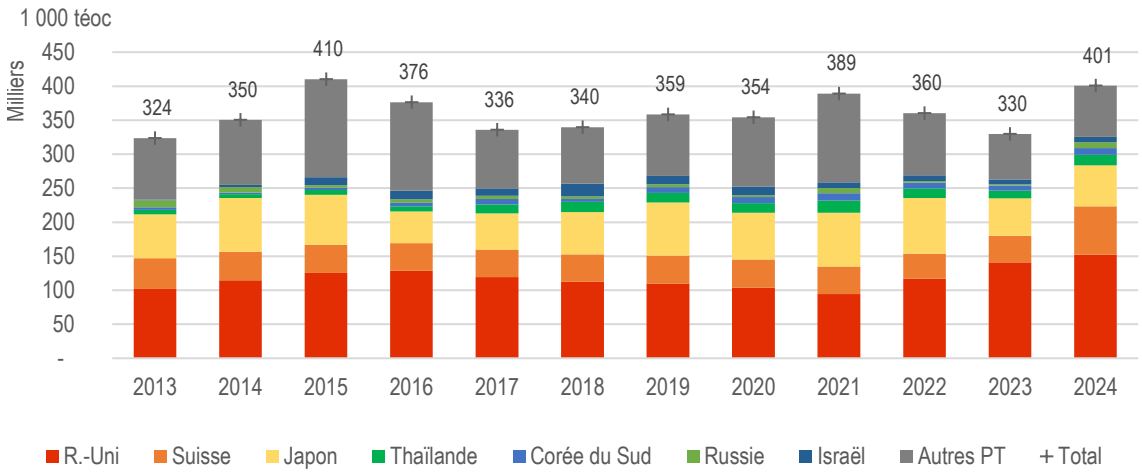
www.hubbardbreeders.com communication@hubbardbreeders.com

Échanges européens d'œufs et ovoproduits avec les Pays tiers, 2013-2024



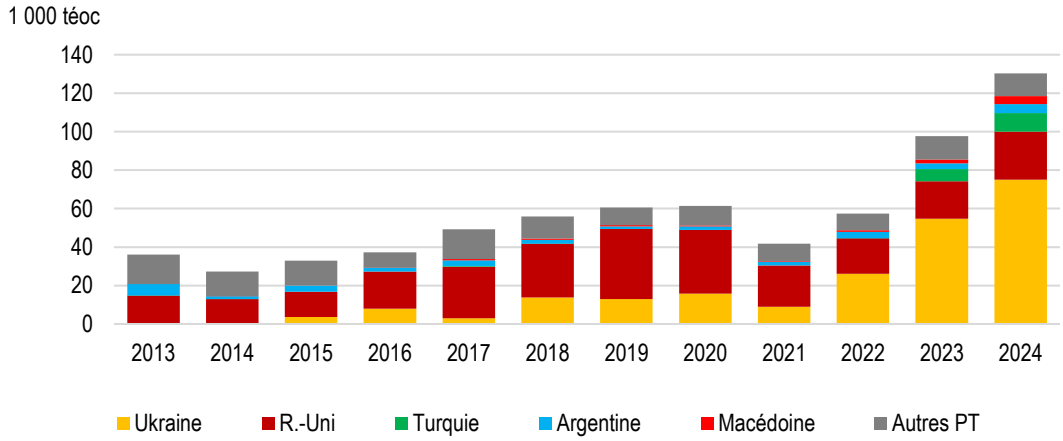
Source : ITAVI d'après Eurostat

Évolution des exportations extra-européennes d'œufs et ovoproduits, 2013-2024



** estimation - Source : ITAVI d'après Eurostat*

Évolution des importations extra-européennes d'œufs et ovoproduits entre 2013 et 2024

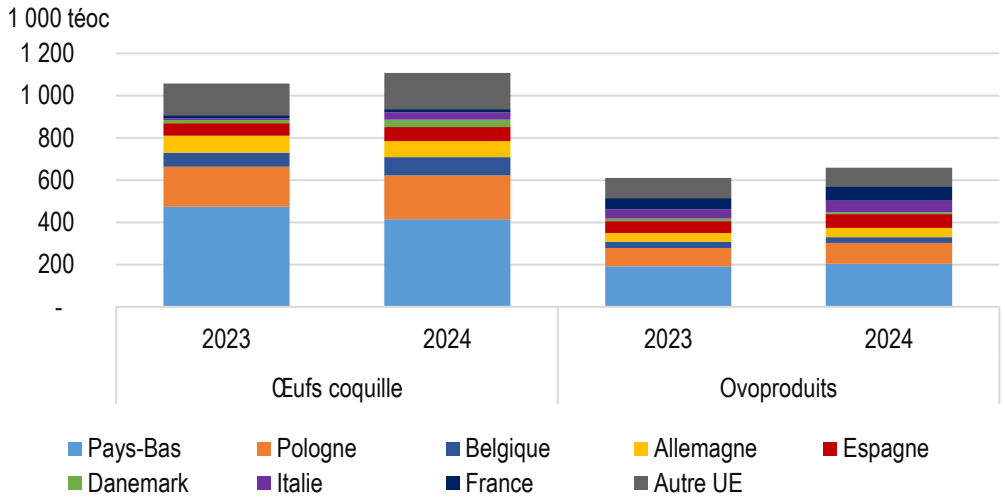


Source : ITAVI d'après Eurostat

3.2.5. Échanges intra-européens

En 2024, les flux intra-européens d'œufs coquille ont connu une hausse (+5 %) pour la deuxième année consécutive. Cette hausse est la conséquence d'une forte diminution des disponibilités dans certains bassins de production et de l'augmentation des importations extra-européennes, ce qui a stimulé les échanges au sein de l'UE. Cette hausse concerne principalement les expéditions de la Pologne (+10 %), de la Belgique (+32 %), de l'Italie (+350 %) et de l'Espagne (+13 %).

Échanges intra européens d'œufs et ovoproduits en 2024



Source : ITAVI d'après Eurostat

Les expéditions d'ovoproduits ont également progressé en 2024 (+8 %). Cette hausse concerne plusieurs pays de l'UE, notamment la France (+27 %), la Pologne (+14 %), les Pays-Bas (+6 %) et l'Espagne (+15 %).

Les principaux exportateurs d'œufs en coquille vers d'autres États membres sont les Pays-Bas (37 %), la Pologne (19 %) et l'Allemagne (7 %). Les principaux exportateurs d'ovoproduits vers d'autres partenaires européens sont les Pays-Bas (31 %), la Pologne (15 %), suivis par la France (10 %) et l'Espagne (10 %).

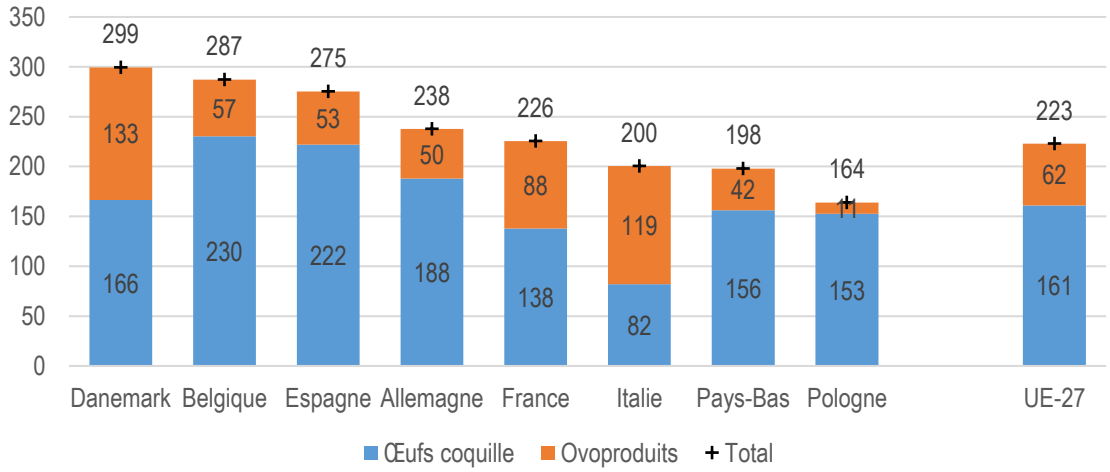
3.2.6. Consommation d'œufs en Union européenne

En 2024, la consommation d'œufs en Europe a connu une baisse de 2,2 %, suite à une diminution de la production de 2,8 %. La hausse des importations de l'UE (+33 %) a contribué à atténuer la baisse des disponibilités. En 2025, malgré une demande dynamique, la consommation devrait stagner sur fond d'une production annoncée en baisse.

En 2024, la consommation moyenne d'œufs par habitant et par an a reculé de 3,1 %, atteignant 223 œufs/hab./an dans l'UE, selon les calculs de l'ITAVI. Cette consommation varie de 299 œufs/hab./an pour le pays le plus consommateur, le Danemark, à 164 œufs/hab./an pour le moins consommateur, la Pologne.

La part des ovoproduits dans la consommation d'œufs dans l'UE est estimée à environ 28 % en 2024. Cette part est en baisse d'un point par rapport à 2023. En France, cette part est passée de 43 % en 2012 à 37 % en 2024.

Consommation d'œufs et d'ovoproduits dans les différents pays de l'UE en 2024 (œufs/habitants)



Source : ITAVI d'après IEC, SSP, CIRCABC, Comext et sources nationales

3.3. La filière et le marché français

3.3.1. Évolution de la production des œufs

En 2024, selon le SSP, la production a reculé de 2 % (exprimé en nombre d'œufs) pour atteindre 15,3 milliards d'œufs. Le niveau de la production reste 3 % inférieur à celui de 2021 (avant l'IAHP).

Le gibier, y avez-vous pensé ?

DES RECETTES POUR VOYAGER

RECETTE DE GIBIER
DESTINATION
SÉNÉGAL
AFRIQUE DE L'OUEST

FAISAN FAÇON YASSA

Pour 4 personnes
Préparation : 30 min
Marinade : 2 h
Cuisson : 30 min
Niveau : ● ○ ○

INGRÉDIENTS
- 1 faisan entier, vidé et découpé
- 3 oranges à jus
- 2 citrons jaunes
- 3 c. à s. de moutarde
- 5 gros oignons jaunes
- 2 c. à s. de farine
- Huile végétale neutre
- 20 g de beurre
- Sel & poivre

Pour le bouillon :
- La carcasse du faisan
- 1 branche de céleri
- 1 petit poireau
- 1 carotte
- 1 piment doux vert
- 1 bouquet garni
- 1 c. à c. de gros sel
- Poivre
- 1,5 l d'eau froide

Recette d'Eve Cardi du blog eve-cardi.blogspot.com

PRÉPARATION

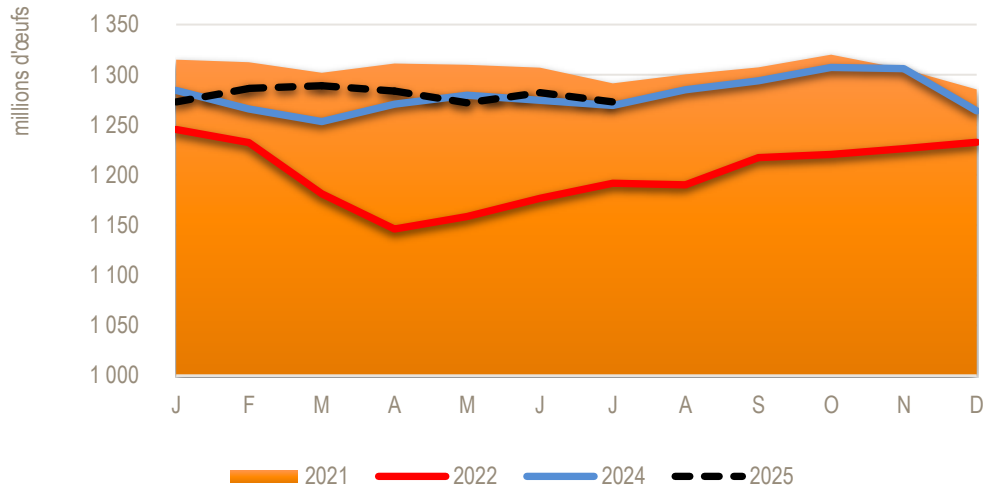
Découpez le faisan en quatre de façon à obtenir deux suprêmes et deux cuisses. Conservez la carcasse pour faire le bouillon.
Placez les morceaux de faisan dans un plat avec un des oignons épluché et ciselé. Pressez deux oranges et un citron et mélangez le jus obtenu avec 2 c. à s. de moutarde. Versez sur la viande et laissez mariner au frais durant 2 heures.
Pendant ce temps, préparez le bouillon. Dans une grande cocotte, rassemblez la carcasse, les légumes épluchés et coupés en morceaux ainsi que le bouquet garni, le gros sel et le poivre. Couvrez d'1,5 litre d'eau froide et laissez mijoter à feu doux pendant 1 heure minimum. Filtrez et réservez le bouillon.
Sortez le faisan mariné du réfrigérateur et laissez-le revenir à température ambiante.

Faites chauffer à feu vif une cocotte avec un filet d'huile végétale neutre. Faites-y dorer les morceaux de faisan avec les oignons égouttés de la marinade jusqu'à ce qu'ils obtiennent une belle coloration. Déglacez avec la marinade, ajoutez le bouillon et laissez mijoter à feux doux pendant 1 heure. Épluchez et ciselez les oignons restants puis pressez l'orange et le dernier citron.
Dans une poêle sur feu moyen, faites revenir les oignons pendant 10 minutes jusqu'à ce qu'ils soient fondus et colorés. Débarrassez et réservez. Dans la même poêle, préparez un roux : laissez fondre le beurre à feu doux puis ajoutez la farine et progressivement sans cesser de remuer, 3 louches de bouillon pour obtenir une texture légèrement sirupeuse.

Retrouvez nos recettes sur le site
jecuisinedugibier.fr

Depuis le début de l'année, la filière a fait face à une baisse de l'offre liée à des cas de salmonelles et à l'arrêt provisoire de plusieurs élevages de code 3 pour travaux, notamment vers la fin de l'année 2024, afin de se convertir en code 2.

Projection de la production mensuelle d'œufs de consommation en France



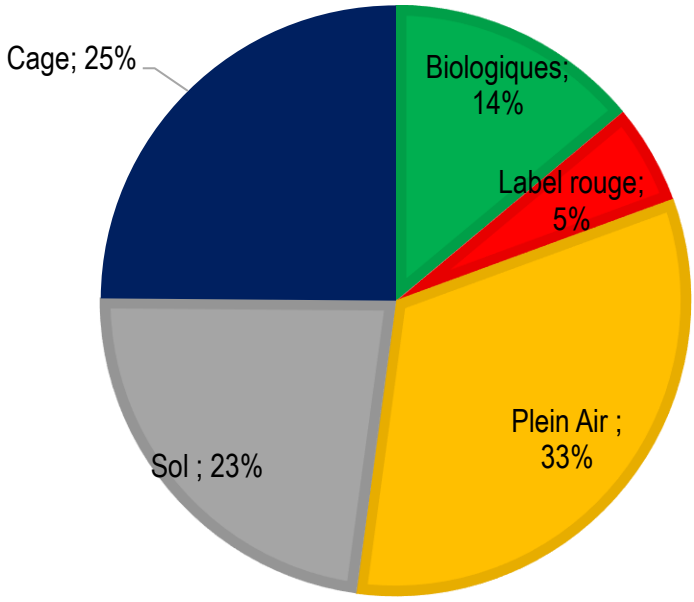
Source : estimation Itavi, d'après SSP, CNPO et professionnels

En 2025, la production risque de stagner (+0,7 %), en tenant compte du recul des mises en place et de l'approche des différentes échéances de l'aval sur la fin de la cage. En effet, la transformation des élevages vers le mode « au sol » est souvent accompagnée d'une perte de capacité de l'ordre de 20 à 30 %. L'évolution de ce déficit reste liée au rythme de la réalisation des nouvelles constructions pour pallier cette perte de capacité et répondre à une demande qui ne cesse de progresser.

Depuis la fin des années 1990, la production se diversifie de plus en plus vers les modes de production plein air, sol et biologique. Ainsi, les effectifs de poules pondeuses en système alternatif sont estimés à 75 % en janvier 2025 contre 11 % en 2000.

Depuis 2019, le repli des systèmes en cage s'accélère : ils passent de 56 % en 2018 à 25 % en janvier 2025.

Répartition du cheptel en production par mode d'élevage en janvier 2025

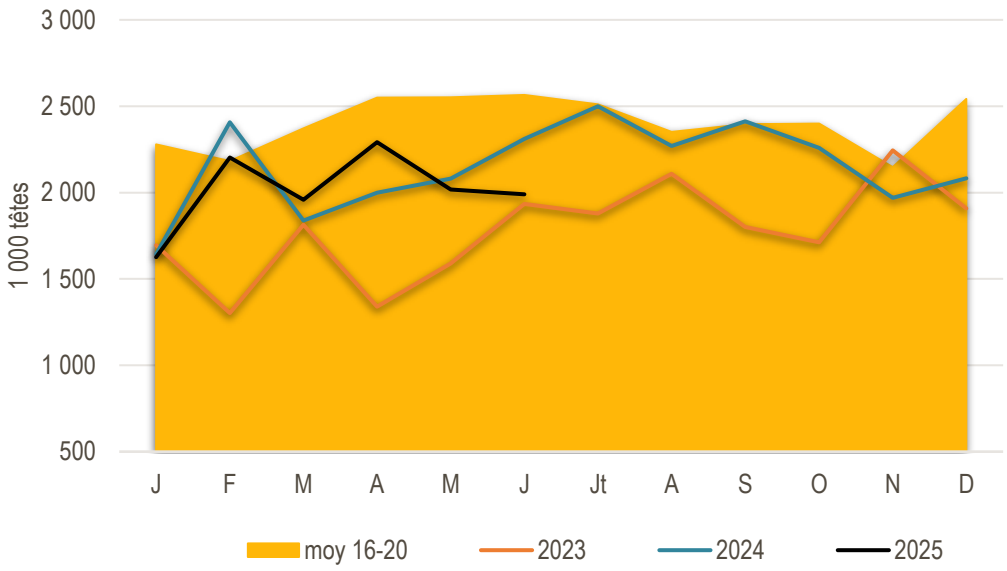


Sources : ITAVI d'après BD Avicole CNPO

L'élevage au sol continue son ascension pour remplacer progressivement les cages aménagées, tout comme l'élevage en plein air. Cependant, depuis 2023, on observe un ralentissement de ces tendances avec une répartition assez équilibrée entre la cage et le sol. En revanche, le cheptel bio se stabilise après deux années de recul, passant de 13,6 % en 2024 à 14 % du cheptel en production en janvier 2025.

Sur l'année 2024, les mises en place ont connu une stabilité par rapport à 2023. Cette stabilité ne permet pas de compenser la diminution du cheptel post-IAHP ni de répondre à la forte demande, ceci malgré l'allongement de la durée moyenne de ponte. Ainsi, l'offre en œufs est restée déficitaire en 2024.

Abattages mensuels des poules de réforme



Source : Itavi d'après SSP

En 2024, une accélération des abattages de poules de réforme (+14 %) a été observée, reflétant la réforme de plus de 4,4 millions de poules supplémentaires par rapport à 2023. Cette tendance, combinée à une stagnation des mises en place, a entraîné une diminution de la production.

3.3.2. Production d'ovoproduits

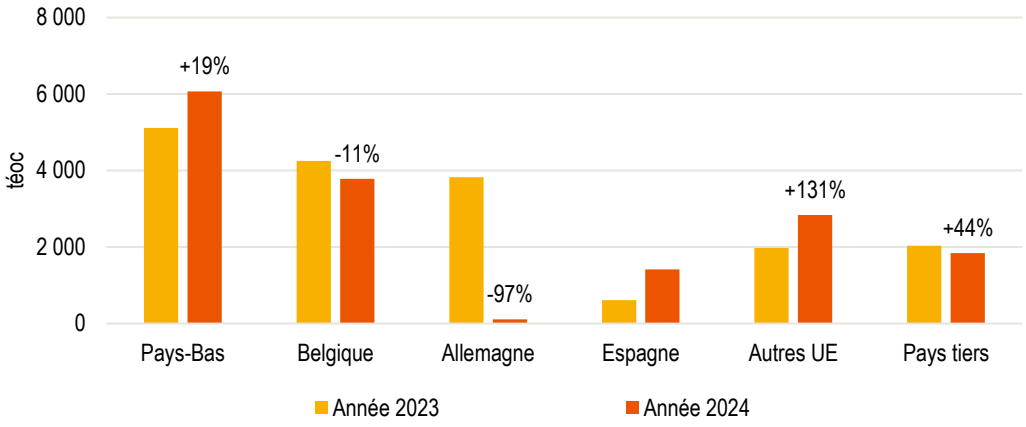
Selon les données de Prodcom, la production française d'ovoproduits a reculé de 2,3 % en 2023, en ligne avec la tendance générale de baisse de la production. L'évolution de la production varie selon le type de produit : si les ovoproduits liquides n'ont reculé que de 0,9 %, ce sont les déshydratés qui enregistrent une forte baisse de 7,7 % en 2023, en raison du recul des exportations. Ces produits sont en effet principalement destinés à l'exportation (55 %), notamment vers les pays tiers.

3.3.3. Commerce français d'œufs et ovoproduits

Depuis 2022, le solde commercial d'œufs et d'ovoproduits est déficitaire, impacté par la persistance d'un manque d'œufs sur le marché français. Malgré une légère amélioration du solde en 2023, celui-ci se dégrade de nouveau en 2024.

Par rapport à 2023, les exportations d'œufs coquille sont en baisse de 9,6 %, principalement vers l'Allemagne (- 97 %) et la Belgique (- 11 %). En parallèle les expéditions vers l'Espagne et les Pays-Bas ont progressé respectivement de 131 % et de 19 %.

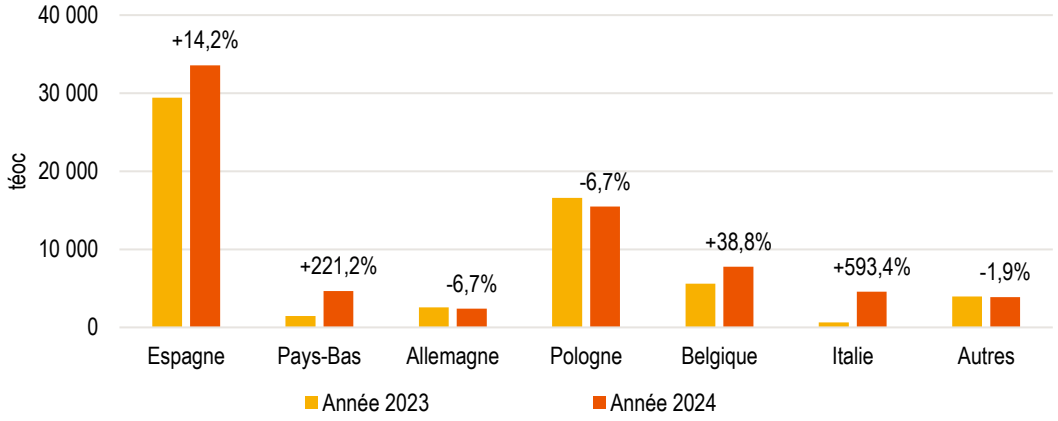
Exportations françaises d'œufs coquille par pays en 2024



Source : ITAVI d'après douanes françaises

Les importations d'œufs coquille en 2024 progressent de 20 % en volume, cette hausse des imports a pour principales origines les Pays-Bas (+ 220 %), l'Italie (+ 593 %) et la Pologne (- 19 %).

Importations françaises d'œufs coquille par pays en 2024



Source : ITAVI d'après douanes françaises

En 2024, les exportations d'ovoproduits progressent en volume (+ 25,5 %) et baissent en valeur (- 1 %). Les ventes en volume sont en hausse vers la Belgique (+ 17 %), l'Espagne (+ 47 %) et les Pays-Bas (+ 52 %).

Vers les Pays tiers, les exportations progressent de 25,3 % en volume. Principalement vers le Royaume-Uni (+ 38 %) et le Japon (+ 58 %).

Par type de produit, ce sont les entiers qui ont progressé le plus (+37 %) en 2024, représentant 40 % des exports contre 36 % en 2023, suivis par les jaunes (+20 %) qui restent majoritaires, bien que leur poids dans les exports recule de 54 % à 52 % en 2024.

BD FRANCE

ACCOUVEUR PASSIONNÉ AU SERVICE DES TERRITOIRES

JOSSET
BD FRANCE

AVI-LOIRE
BD FRANCE

AMILLY
BD FRANCE

GOASDUFF S.E.
BD FRANCE

GOASDUFF
BD FRANCE

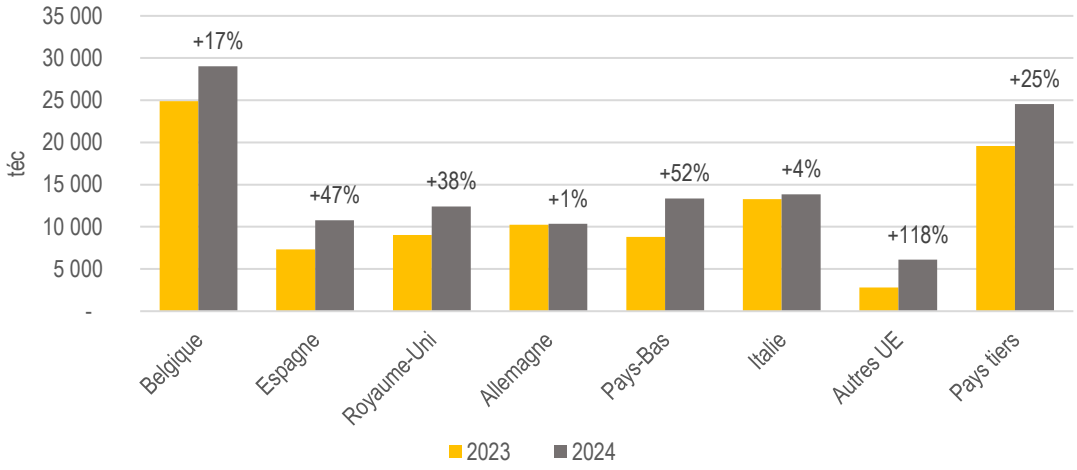
SAINT HILAIRE
BD FRANCE

Image de Marque Brest - © BD France - RCS Brest B 832 361 497

Siège : Croas Prenn - 29860 PLABENNEC / **Accueil** : 02 98 40 42 54 / **Planning** : 02 98 40 80 78
www.bd-france.fr

VOLAILLE FRANÇAISE

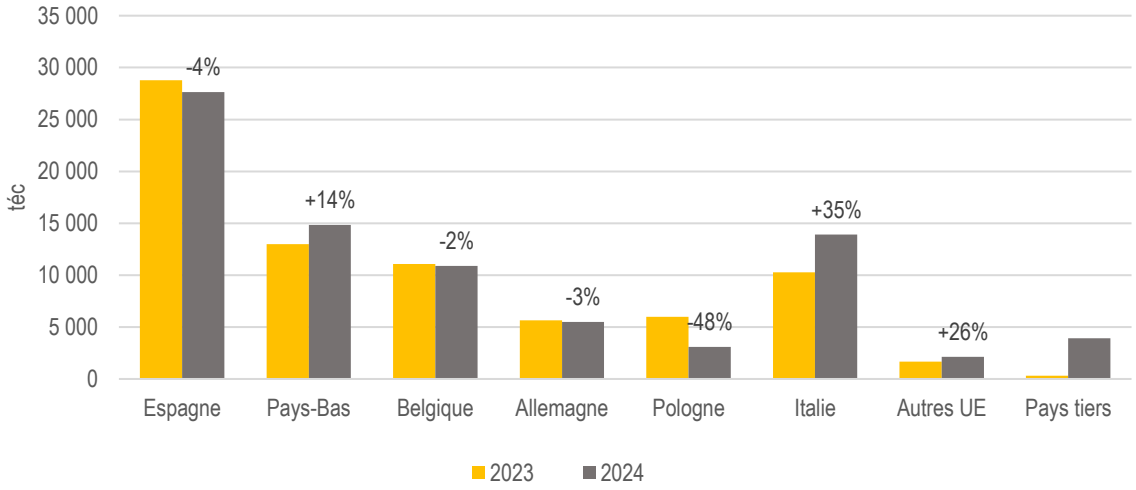
Évolution des exportations françaises d'ovoproduits 2023-2024



Source : ITAVI d'après douanes françaises

Les importations d'ovoproduits progressent de 7 % en volume et reculent de 13 % en valeur. La hausse est constatée depuis l'Italie (+ 35 %), les Pays-Bas (+ 14 %) et le Royaume-Uni (+ 3 500 téoc).

Évolution des importations françaises d'ovoproduits 2023-2024



Source : ITAVI d'après douanes françaises

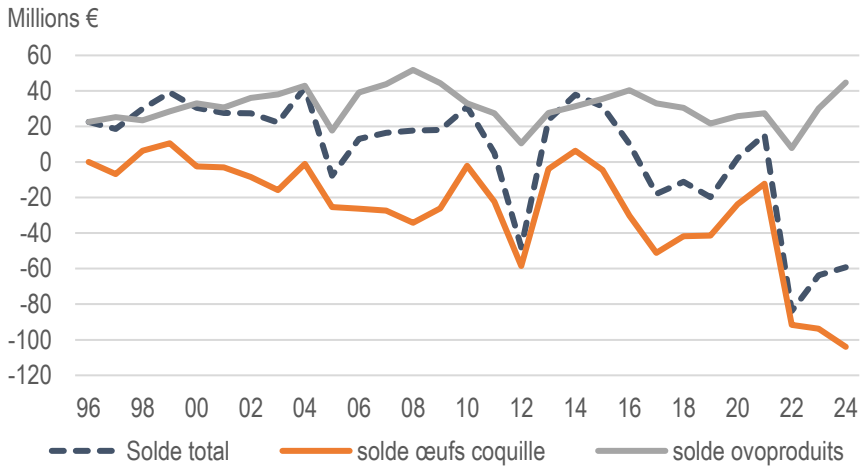
Échanges d'œufs et ovoproduits en tonne équivalent œuf coquille en 2024

		Œufs coquille			Ovoproduits			Total		
		23	24	%24/23	23	24	%24/23	23	24	%24/23
ktéoc	Exp	91	131	44%	239	270	13%	330	401	21%
	Imp	49	77	57%	48	53	9%	98	130	33%
	Solde	41	53		191	217		232	270	
M€	Exp	227	204	-10%	516	443	-14%	743	647	-13%
	Imp	87	116	33%	89	91	2%	176	206	17%
	Solde	140	88		427	353		567	441	

Source : ITAVI d'après douanes françaises

En 2024, le solde commercial global œufs et ovoproduits s'établit à - 17 700 téoc et - 49,2 M€ en dégradation (- 5 500 téoc et - 3,9 M€) par rapport à 2023.

Évolution du solde en œufs et ovoproduits en valeur

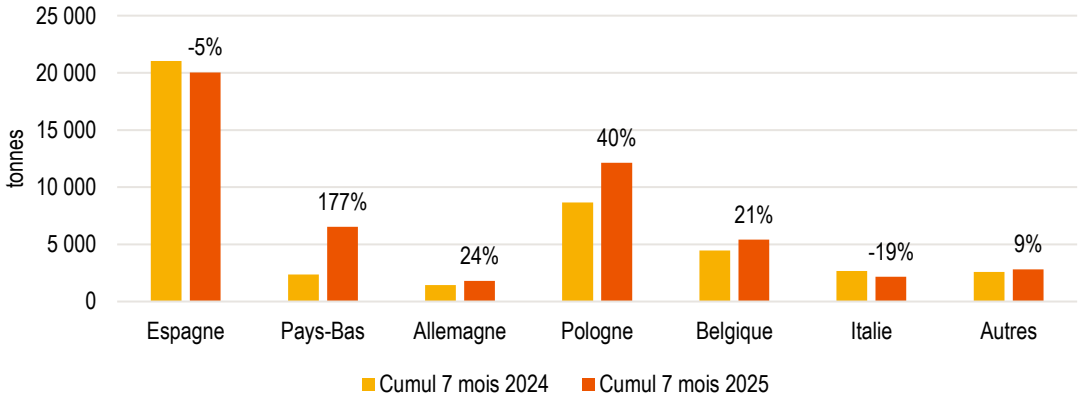


Source : ITAVI d'après douanes françaises

Tendances 2025

Sur un cumul de 7 mois 2025, les exportations d'œufs coquille sont en baisse de 10 %, principalement vers l'Espagne (- 84 %). **Les importations d'œufs coquille** sur 7 mois 2025 progressent de 18 % en volume et de +55 % en valeur. Cette hausse des imports a pour principales origines la Pologne (+ 40 %) et les Pays-Bas (+ 177 %). Tandis que les achats baissent depuis l'Espagne (- 5 %).

Importations françaises d'œufs coquille par pays 7M 2025/2024



Source : ITAVI d'après douanes françaises

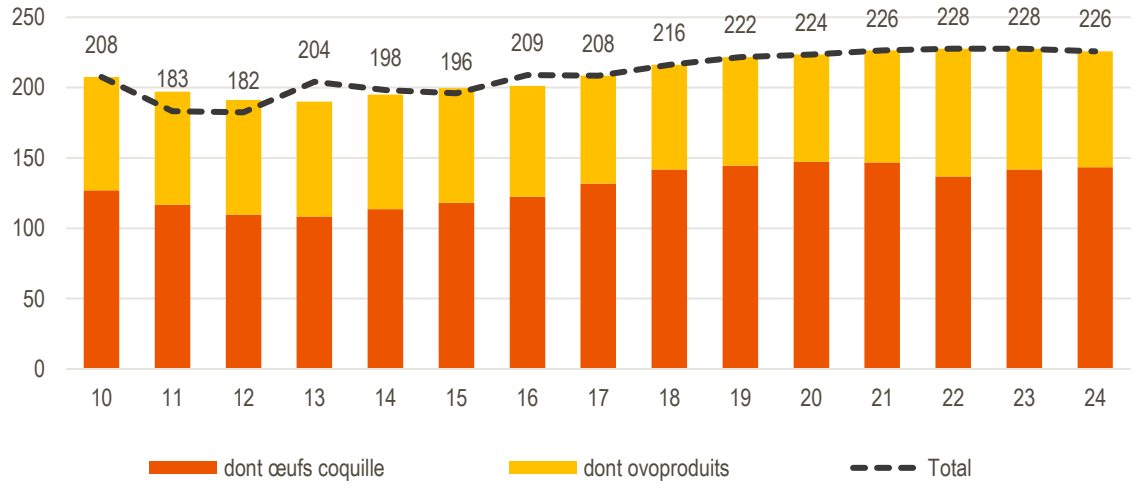
Sur 7 mois 2025, les exportations d'ovoproduits progressent de 6 %. Les ventes en volume en direction de l'Allemagne et l'Espagne ont progressé respectivement de + 57 % et + 5 %, tandis que les expéditions ont reculé vers l'Italie (- 25 %). **Vers les Pays tiers,** les exportations progressent de 3 % en volume. **Les importations d'ovoproduits progressent de 7 % en volume**. La hausse concerne les achats en provenance des Pays-Bas (+ 71 %), la Pologne (+ 11 %) et depuis les pays tiers (+ 33 %).

Le solde commercial global œufs et ovoproduits s'établit à – 18 200 téoc et - 86 M€, déficitaire et en nette dégradation par rapport à 7 mois 2024.

3.3.4. Consommation et segmentation de marché

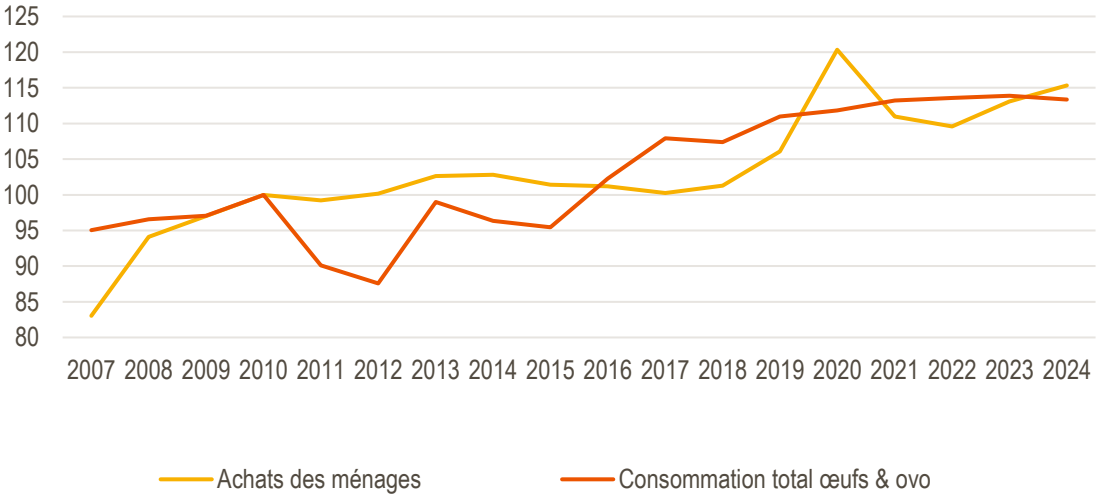
En France, la consommation d'œufs par habitant est en constante évolution depuis 2014 (+ 1,3 % par an), après avoir connu des baisses régulières entre 2000 et 2012. Le niveau de consommation s'établit à 226 œufs/hab/an en 2024, en légère baisse (- 0,5 %) par rapport à 2023, avec une part d'ovoproduits de 36 %, en baisse par rapport à 2023 (38 %).

Évolution de la consommation d'œufs et ovoproduits par habitant



Source : ITAVI d'après SSP, CNPO, Douanes, Prodcom

Évolution de la consommation à domicile et globale | base 100 : 2010



Source : ITAVI d'après SSP, CNPO, Kantar, Douanes, Prodcom

3.3.5. Bilans annuels des disponibilités en œufs et ovoproduits en France et prévisions 2025

En 2025, les disponibilités globales d'œufs en coquille et d'ovoproduits devraient s'améliorer, mais pas suffisamment pour répondre aux besoins de la demande en raison d'une production en faible hausse. Les importations d'œufs et d'ovoproduits devraient progresser en 2025 ; en parallèle, les exports d'ovoproduits devraient se maintenir, tandis que les exports d'œufs coquille pourraient progresser en lien avec des opportunités d'exports ponctuels pour certains codes ou calibres.

Le circuit de consommation à domicile reste relativement épargné par la baisse des approvisionnements et continue à afficher des dynamiques de croissance positives grâce à la priorité donnée aux approvisionnements de la grande distribution en œufs français. Le secteur industrie de transformation d'œufs pourraient avoir recours à des importations pour pallier le manque d'œufs notamment pour maintenir les exports d'ovoproduits.

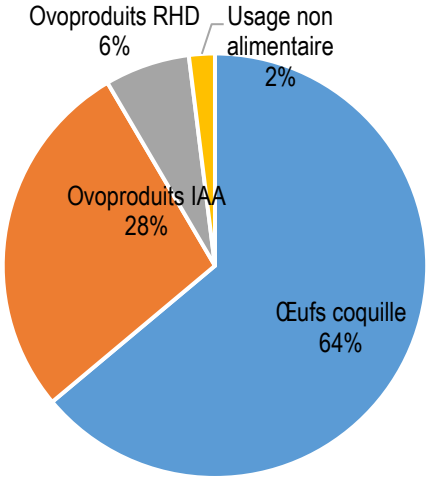
Approche par bilan de la disponibilité en œufs et ovoproduits en France

1 000 téoc	2022	2023	2024	2025*	Δ 24/23	Δ 25*/24
Production	928	950	947	954	-0,3%	0,7%
Importation œufs	70	62	73	88	19%	21%
Exportations œufs	21	18	16	18	-10%	12%
Importations ovoproduits	96	82	88	96	7%	9%
Exportations ovoproduits	98	96	120	121	26%	1%
Disponibilité	955	957	953	998,3	-0,5%	+4,8%
% auto-appro.	97,2%	99,2%	99,4%	95,6%		

Source : estimation ITAVI d'après SSP, CNPO, Douanes, Prodcom

Les œufs en coquille restent un produit de base consommé par une grande majorité de français, avec un taux de pénétration (Part des ménages ayant acheté au moins une fois des œufs sur la période considérée) de 96,5 % en 2024 selon le panel de consommateurs Kantar. Avec un taux de ré-acheteurs fidèles de plus de 93,8 %, en hausse de 0,4 point par rapport à 2023.

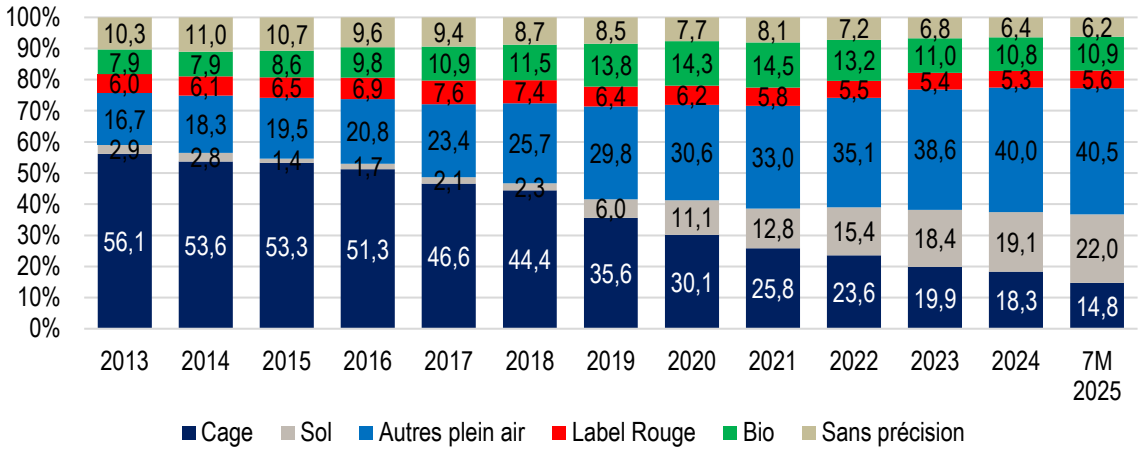
Consommation d'œufs par circuit de distribution en 2024



Source : Estimations ITAVI d'après SSP, Douanes, Prodcom (2022)

Depuis 2003, la part des systèmes alternatifs dans la consommation est en augmentation. En 2024, la part de l'alternatif correspond à plus de 81 % des volumes des achats des ménages, cette part a connu une forte progression par rapport à 2019 (64 %). Le sol et le plein-air (hors label rouge) ont suivi une progression particulièrement importante sur 5 ans.

Evolution des achats des ménages par segment en volume tous circuit 2014-2025

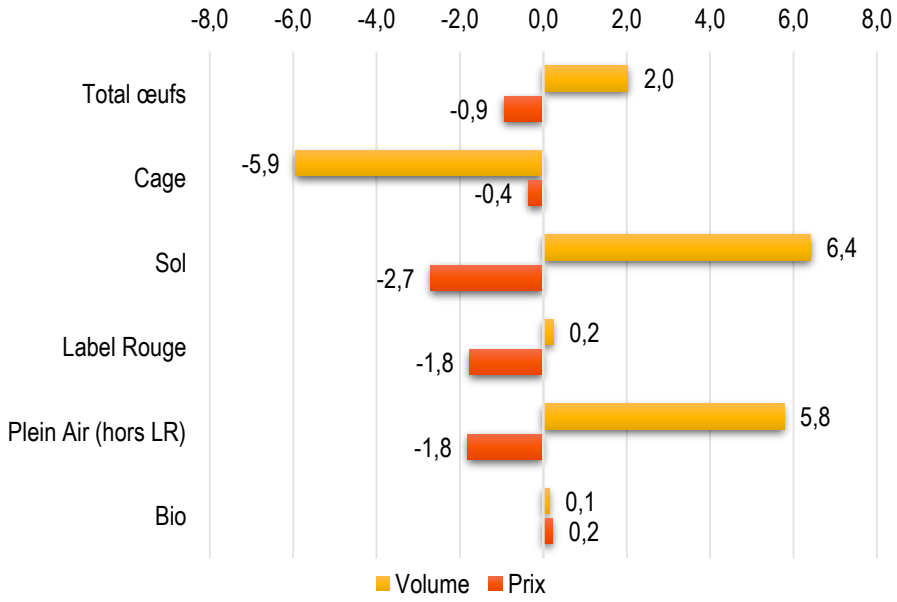


Source : ITAVI d'après Panel Kantar pour FranceAgriMer

En 2024, les achats d'œufs coquille par les ménages français pour leur consommation à domicile, tous circuits confondus, sont en hausse de 2,0 % en volume par rapport à 2023. Cette hausse se traduit par une augmentation des achats d'œufs issus de poules élevées au sol (+6,4 %), des œufs plein air (+5,8 %) et des œufs Label Rouge (+0,2 %). En revanche, les achats d'œufs en cage reculent de 5,9 %, tandis que ceux d'œufs bio restent stables.

Le prix d'achat moyen des œufs, tous modes d'élevage confondus, recule de 0,9 % sur la même période en 2024, en lien avec le recul des prix après deux ans de hausses. Par rapport à 2023, le prix a diminué de 0,4 % pour les œufs cage, de 2,7 % pour les œufs au sol, de 1,8 % pour les œufs Label Rouge et plein air, tandis que le prix des œufs bio progresse légèrement (+0,2 %). En 2024, la part des achats d'œufs issus de l'élevage biologique tend à se stabiliser autour de 11 %, tandis que la part du plein air gagne plus de 1,4 point, au même titre que le sol.

Évolution des achats des ménages d'œufs entre 2024/2023 (en %)



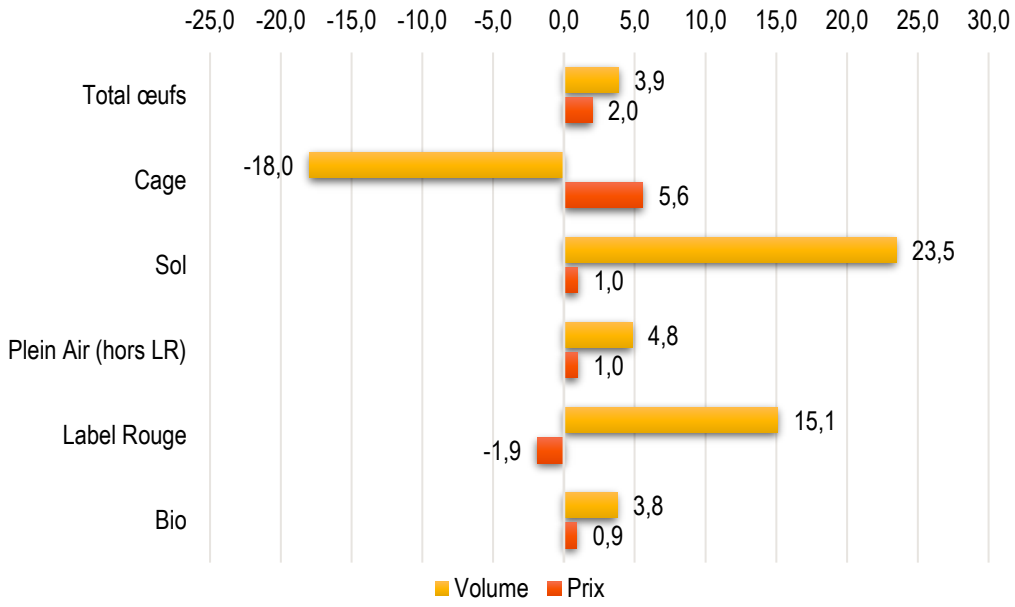
Source : Itavi d'après Kantar pour FranceAgriMer

Sur 7 mois 2025, les achats d'œufs coquille par les ménages français pour leur consommation à domicile sont en hausse de 3,9 % en volume par rapport à 2024. Cette hausse se traduit par une augmentation des achats d'œufs issus de poules élevées au sol (+23,5 %), des œufs Label Rouge (+15,1 %) et des œufs plein air (+4,8 %).

En revanche, les achats d'œufs en cage continuent de reculer (- 18 %) avec l'accélération de la transition vers la fin de la cage, à l'approche des échéances de certaines enseignes pour l'arrêt de la commercialisation des œufs en cage.

Le prix d'achat moyen des œufs, tous modes d'élevage confondus, reste relativement stable, sauf en cage où le prix a progressé de 5,6 %.

Évolution des ventes d'œufs par mode d'élevage, cumul sur les 7 premiers mois 25/24 (%)



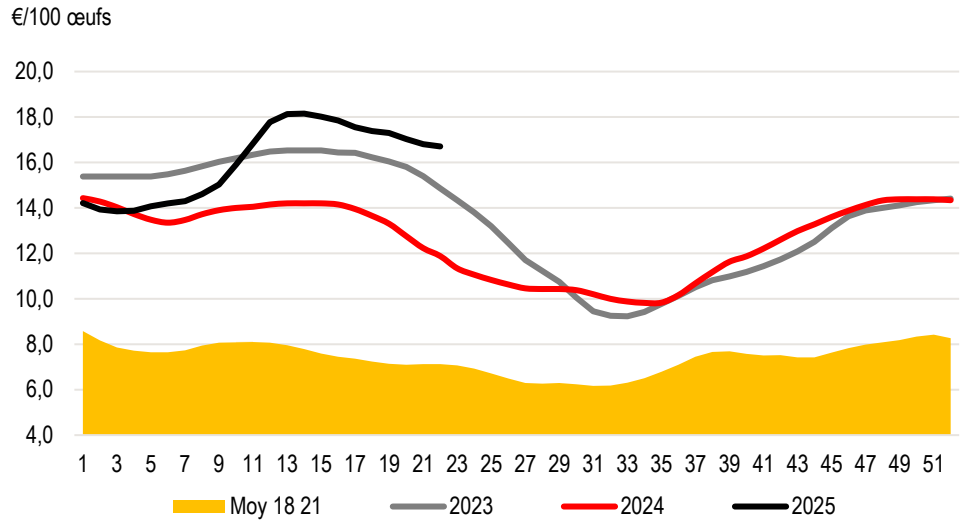
Source : Itavi d'après Kantar

3.3.6. Forte hausse des cotations des œufs

Après une tendance baissière amorcée en avril 2024, liée au retour partiel de l'offre, à la baisse de la demande durant la période estivale, et à la diminution continue des prix des aliments, la TNO connaît une reprise progressive depuis la rentrée. Cette hausse est portée par une demande soutenue, notamment sur les codes 1 et 2 ainsi que sur le calibre M. Elle s'explique également par une offre réduite, impactée par l'arrêt temporaire de certains élevages en code 3 pour des travaux de transformation vers des systèmes alternatifs.

À partir de février 2025, face à une demande très dynamique et une offre particulièrement restreinte, les cotations atteignent des niveaux records, jamais observés auparavant. Cette tendance haussière se retrouve également à l'échelle européenne, où une pénurie d'œufs se fait sentir, amplifiée par la propagation de la grippe aviaire, notamment en Pologne, qui a affecté plus de 3 millions de poules.

Évolution de la TNO calibrée (moyenne des calibres M et G)

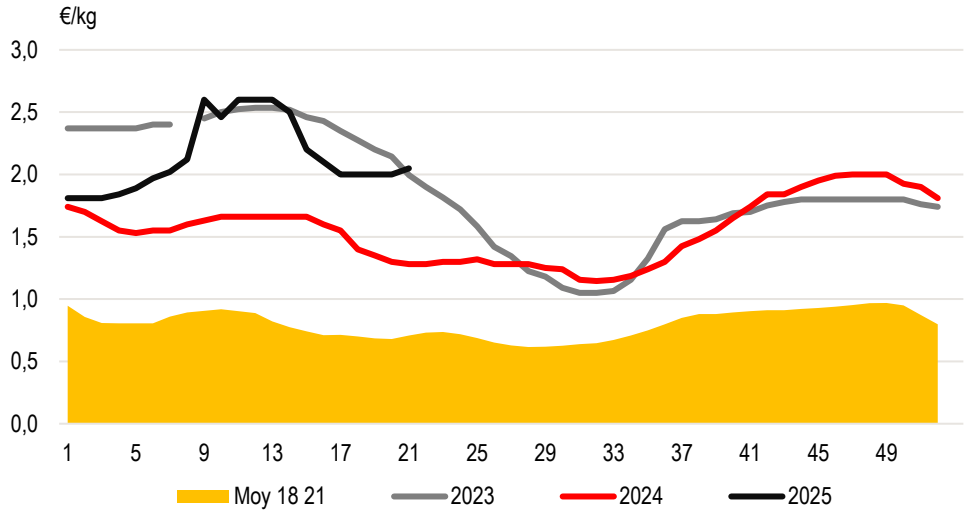


Source : Les Marchés

Cette hausse des prix pourrait aussi s'expliquer par la situation aux États-Unis, où la grippe aviaire a fortement impacté la production américaine, entraînant une flambée des prix à des niveaux excessivement élevés. En réaction, la demande des acheteurs a fortement progressé afin de sécuriser les volumes.

On observe une tendance similaire dans le secteur industriel de la TNO, bien que la détente des prix y ait été plus rapide à partir d'avril, comparativement à la TNO en calibré. En effet, face à des niveaux de prix jugés trop élevés en février, la demande industrielle s'est contractée et les opérateurs ont adopté une attitude plus prudente, ce qui a entraîné une baisse progressive des cours dès la fin mars. Par ailleurs, la reprise des importations au cours des derniers mois a également contribué à exercer une pression à la baisse sur les prix.

Évolution de la TNO industrie moyen (€/kg)



Source : Les Marchés

3.4. Tendances et perspectives 2025

En 2024, la filière européenne des œufs a continué de subir les conséquences de l'IAHP, notamment en Europe de l'Est. La production européenne a reculé de 2,8 %, dans un contexte de forte demande et d'offre restreinte, entraînant une hausse significative des prix et de fréquentes ruptures dans les rayons des magasins. En France, la production d'œufs a diminué de 0,3 % en 2024, malgré une demande soutenue qui a permis une progression des ventes en grande distribution de 2 %. Le solde commercial français est resté déficitaire pour la troisième année consécutive.

En 2025, la production française devrait se stabiliser, mais l'accélération de la transition vers des modes d'élevage alternatifs à la cage, entraîne un arrêt de production durant les travaux et une réduction des capacités de production après la transition. Cette situation risque de renforcer le déficit structurel de l'offre nationale, augmentant la dépendance aux importations pour répondre à la demande. La consommation d'œufs en France continue de s'orienter vers les modes de production alternatifs, stimulée par le déréférencement progressif des œufs issus de l'élevage en cage en GMS.

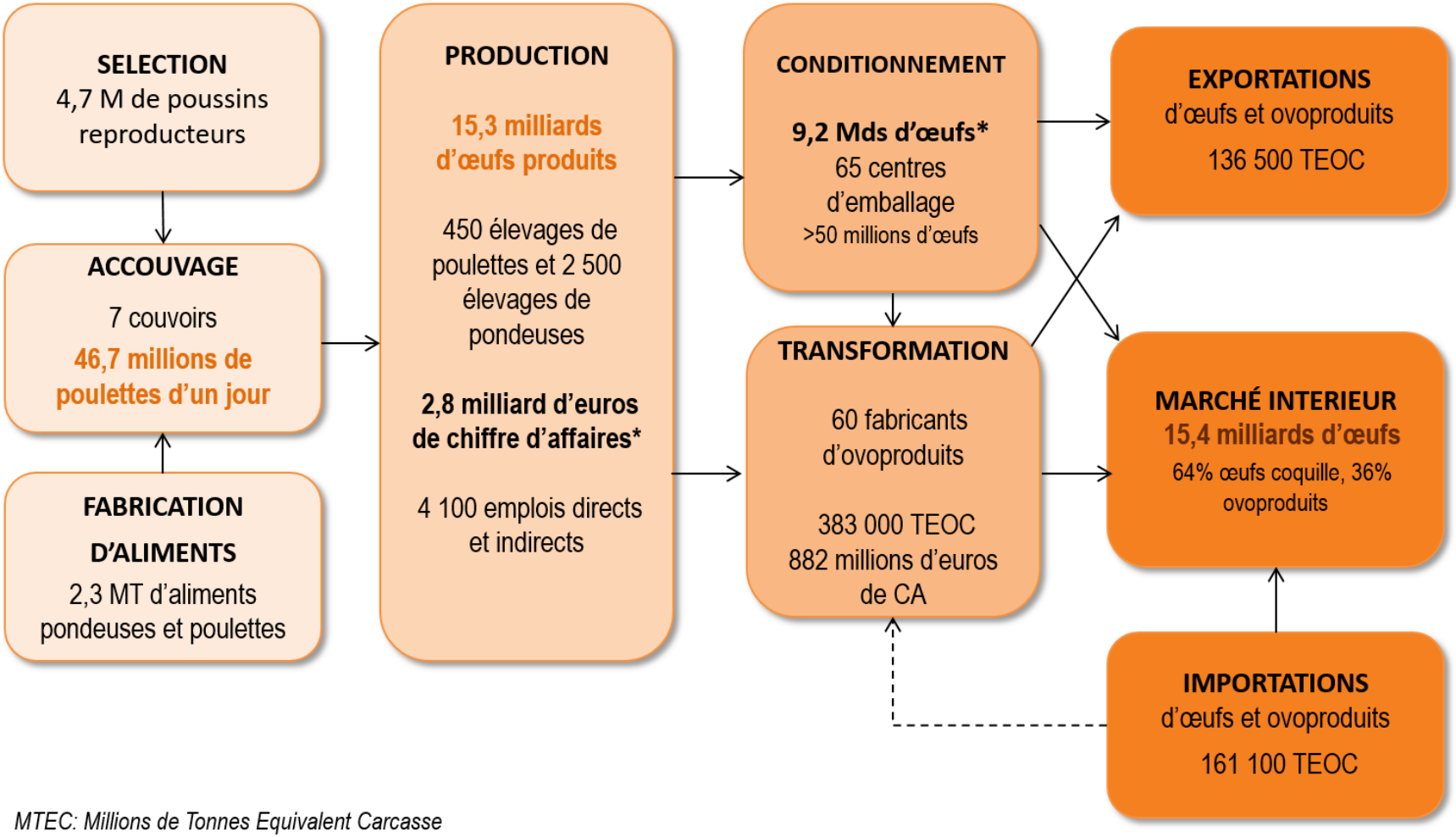
À l'échelle mondiale, l'IAHP a fortement perturbé la production. Aux États-Unis, plus de 38 millions de poules pondeuses ont été touchés en 2024, et plus de 30 millions entre janvier et mai 2025, provoquant une pénurie majeure d'œufs et une flambée des prix. En Europe, la propagation du virus, notamment en Pologne, a aggravé les tensions sur le marché.

Les cotations des matières premières destinées à l'alimentation animale ont poursuivi leur tendance baissière en 2024 et début 2025, en raison d'une offre excédentaire et d'une demande mondiale atone. Les cours du blé et du maïs ont été pénalisés par la vigueur de l'euro et la domination des origines mer Noire sur le marché mondial. Le colza européen a affiché une nette reprise, soutenu par des stocks tendus, tandis que le soja a évolué dans un contexte plus tendu en raison des mesures protectionnistes américaines et de la baisse des prix du pétrole. Les indices coût des matières premières pour les poules pondeuses ont reculé en mai 2025 et devraient se stabiliser à un niveau bas durant les prochains mois,

Cette détente des coûts de l'aliment pourrait atténuer certaines pressions sur les prix des œufs, mais les défis structurels liés à la transition vers des modes d'élevage alternatifs et à la persistance de l'IAHP continueront de peser sur la filière.

Malgré la hausse des prix, la demande reste robuste, les œufs demeurant une protéine de base largement consommée en raison de leur accessibilité. Cependant, les dynamiques de production et la situation sanitaire suggèrent que les prix resteront élevés en 2025, stimulant les échanges internationaux pour compenser les déficits de production.

LA FILIERE FRANCAISE DE L'ŒUF - 2024



MTEC: Millions de Tonnes Equivalent Carcasse
RHD: Restauration Hors Domicile
Source: SSP, Comptes de l'agriculture, Coop de France NA, CNPO
**Estimations*

CA sortie élevage : 2,8 Mds €
CA ovoproduits : 882 M€

données 2024

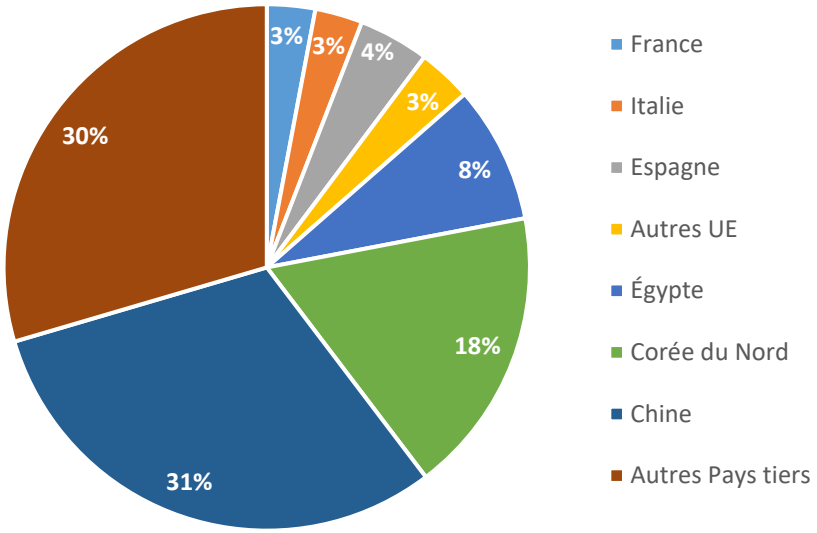
4. Le lapin de chair

4.1. Contexte international : principaux acteurs européens et mondiaux

4.1.1. Production

En 2023, selon les estimations de l'ITAVI, la production mondiale de viande de lapin a atteint 851 818 tonnes, en baisse de 8,3 % par rapport à 2022. Depuis 2020, la production mondiale de lapin a perdu 13 % des volumes, imputée à la baisse de la production de la Chine (-46 %) et l'UE (-29,5 %) sur la même période. Selon la FAO, la Chine a produit 262 235 tonnes de viande de lapin en 2023, soit 31 % de la production mondiale.

Répartition de la production mondiale de viande de lapin en 2023



Source : Itavi d'après FAOSTAT, CIRCABC, sources nationales

L'Union européenne devient le quatrième producteur mondial de lapin de chair avec une production estimée à 115 422 tonnes équivalent carcasse en 2023 (estimation ITAVI). L'Espagne est le premier producteur européen devant la France et l'Italie. À eux trois, ces pays réunissent les trois quarts de la production totale de l'UE. Les comparaisons internationales sont toutefois difficiles à établir, les statistiques étant peu robustes en raison de la taille modeste de la filière au regard des autres productions animales dans l'ensemble des pays du monde.

Abattages de lapin dans les différents pays européens en tonnes équivalent carcasse

	2020	2021	2022	2023	2024*	%23/22	%24*/23
Espagne	51 181	50 000	40 930	38 840	38 000	-5,1%	-2,2%
France	32 718	30 169	27 756	25 280	23 760	-8,9%	-6,0%
Italie*	39 895	33 850	31 432	29 014	27 806	-7,7%	-4,2%
République tchèque	9 100	9 000	9 000	9 000	9 000	0,0%	0,0%
Portugal	5 700	5 700	3 800	3 700	3 700	-2,6%	0,0%
Hongrie	10 000	9 500	8 075	8 075	7 510	0,0%	-7,0%
Autres UE*	15 178	11 602	10 258	9 114	8 335	-11,1%	-8,5%
UE-27	164 923	154 102	134 671	126 235	117 800	-6,3%	-6,7%

** estimations (données partielles)*

Source : Itavi d'après SSP, MAPAMA, ISTAT, INE, KSH, EAGRI, FAOSTAT

Sur l'année 2023, la production européenne continue à baisser (- 6,3 %), aggravée par le contexte inflationniste et la baisse de la demande. En 2024, la filière lapin continue à subir les effets de l'inflation avec une accélération de

la déconsommation. Ainsi, la production européenne a reculé de 6,7 % en 2024, du fait de la baisse de la production notamment en Italie (- 4 %) et en France (- 6 %).

4.1.2. Commerce européen de viande de lapin

La plupart des échanges communautaires de viande de lapin sont réalisés entre les plus grands pays producteurs de l'UE, notamment l'Espagne, dont l'essentiel des exports est dirigé vers le Portugal ; la France vers le marché italien ; la Belgique en direction de l'Allemagne et des Pays-Bas et la Hongrie à destination de l'Allemagne, de l'Italie et de la Suisse.

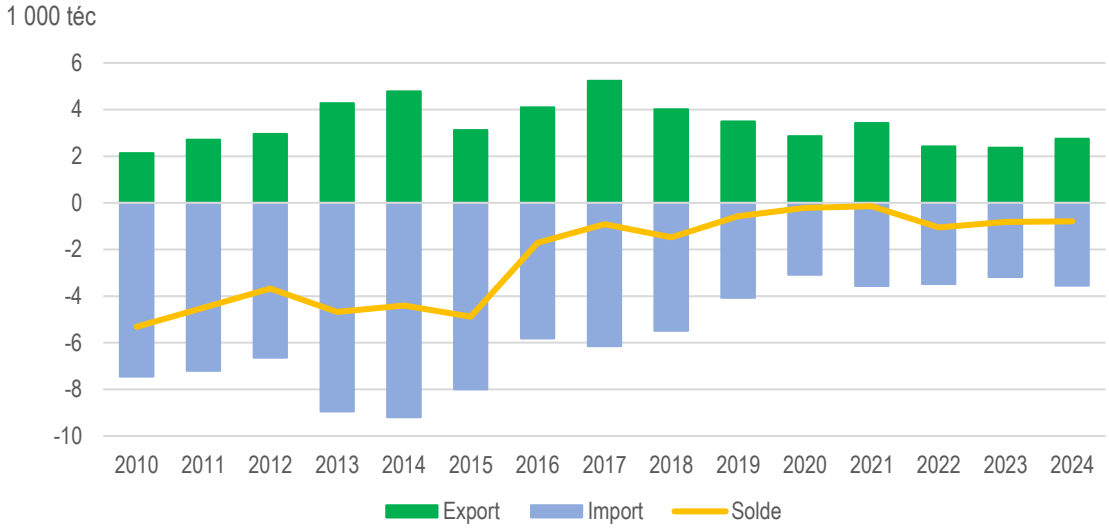
Les principaux importateurs de l'UE sont la Belgique, l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal. Les Etats-Unis, la Suisse et le Royaume-Uni sont les principaux clients des exportations extra-européennes de viande de lapin, de petits volumes étant exportés à destination du Canada et de Hong-Kong.

Les importations extra-européennes proviennent à 99 % de Chine et représentent 19 % des importations totales de lapin dans les pays communautaires. Celles-ci passent également essentiellement par la Belgique et l'Allemagne.

En 2024, les exportations européennes enregistrent une hausse de 16 %, avec 2 755 téc exportées, la hausse concerne principalement les envois vers les Etats-Unis (+ 35 %), la Suisse (+ 5 %) et le Canada (+ 18 %). La France recule au 2e rang des pays exportateurs vers les pays tiers derrière la Hongrie avec des parts de marché de 26 %.

Le CLIPP – Comité Lapin Interprofessionnel pour la Promotion des Produits – est l'interprofession nationale du lapin de chair. Association loi 1901, il regroupe les acteurs de l'élevage et de la transformation pour défendre les intérêts de la filière et mener des actions communes au service de l'intérêt général de la filière : améliorer et orienter la production, garantir la qualité des produits et répondre aux attentes sociétales en matière de santé et de bien-être animal.

Évolution des échanges extra-européens de viande de lapin

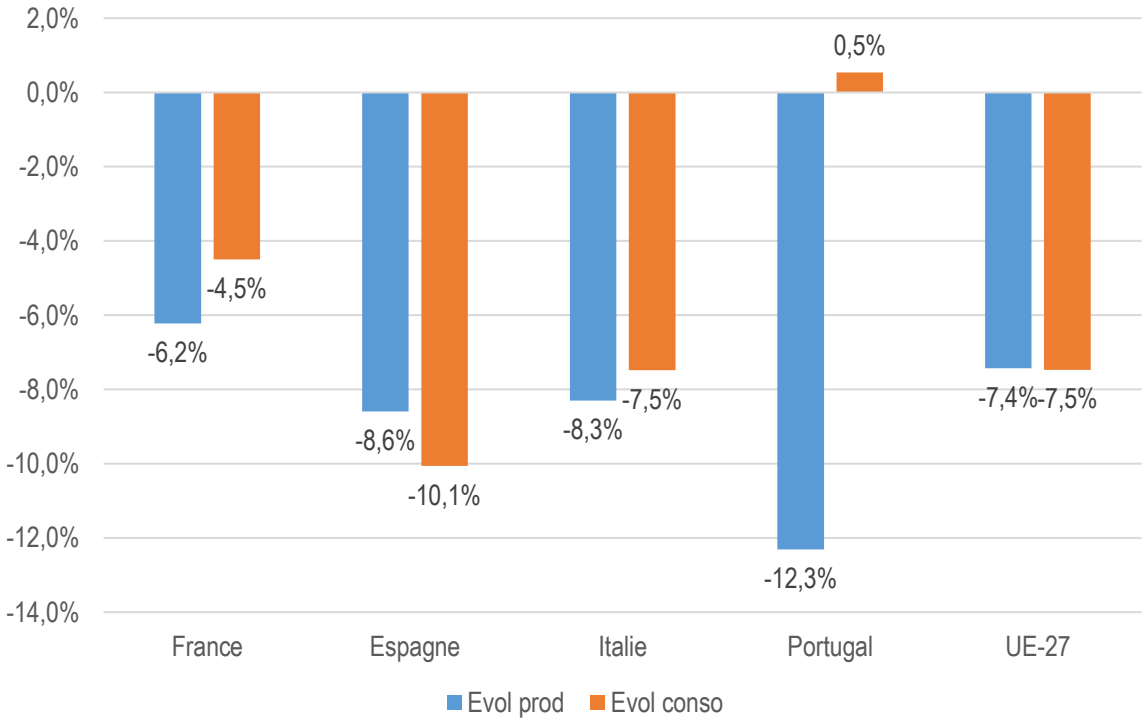


Source : Eurostat

4.1.3. Une situation de déconsommation de viande de lapin dans la plupart des pays producteurs

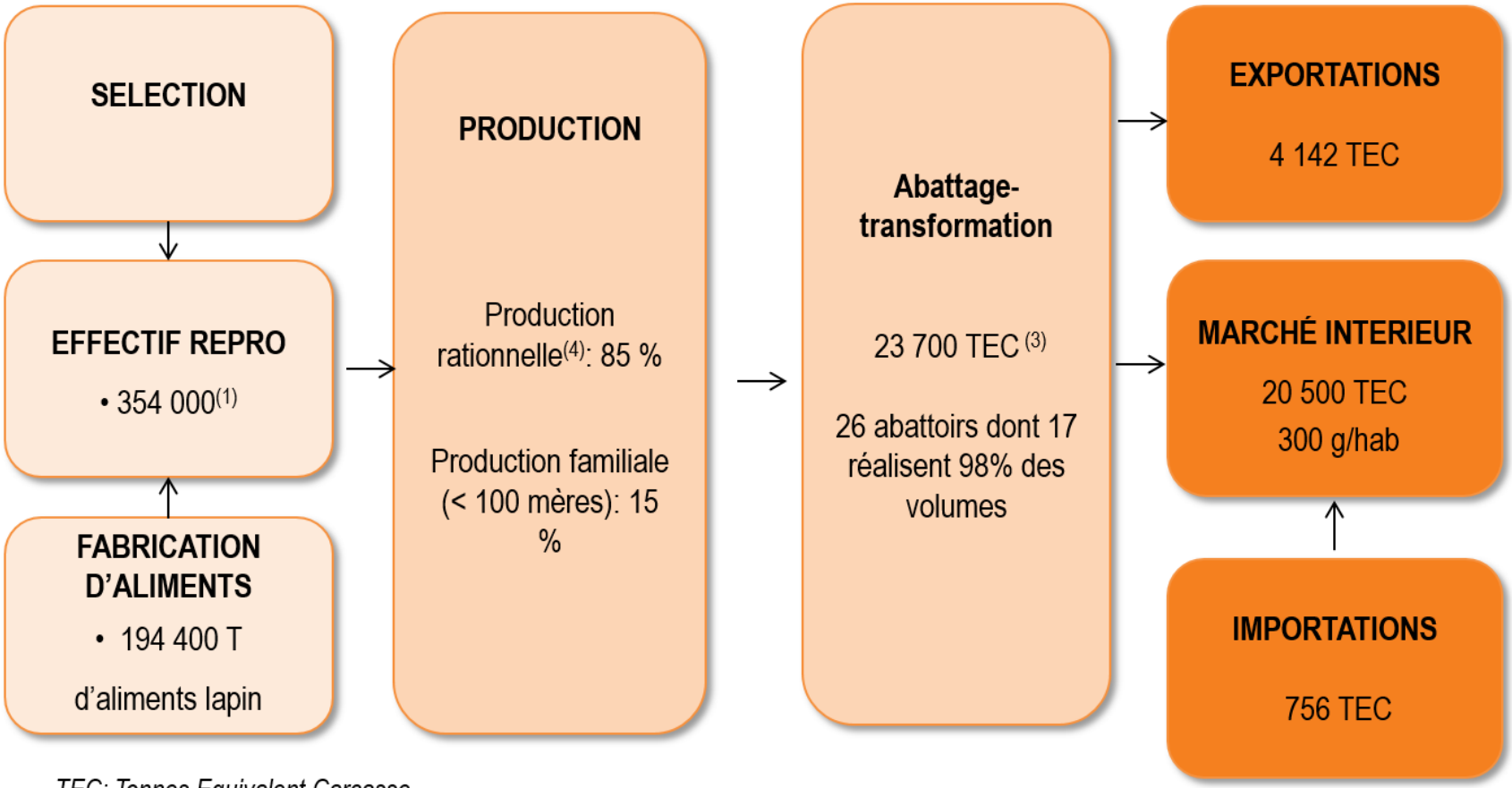
La tendance à la baisse de la consommation est partagée par la plupart des pays de l'Union européenne avec des variations. Ainsi, le repli de la consommation pour la France reste moins marqué avec -4,5 % pour 2024. La consommation italienne s'est également repliée les années antérieures et continue avec -7,5 % en 2024, mais c'est cette fois-ci l'Espagne qui enregistre la plus grande baisse avec -10,1 %. Au global, la consommation du lapin dans l'UE a reculé de 7,5 % en 2024.

Dynamique de production et de consommation dans les principaux pays européens entre 2023 et 2024



Source : ITAVI d'après Comext, SSP, sources nationales

LA FILIERE CUNICOLE FRANCAISE - 2024



TEC: Tonnes Equivalent Carcasse

(1) SAA 2024

(2) Production totale (Agreste-SAA)

(3) Abattages contrôlés (SSP)

(4) RA 2010

Sources: SSP, Douanes, SNIA-Coop de France NA,

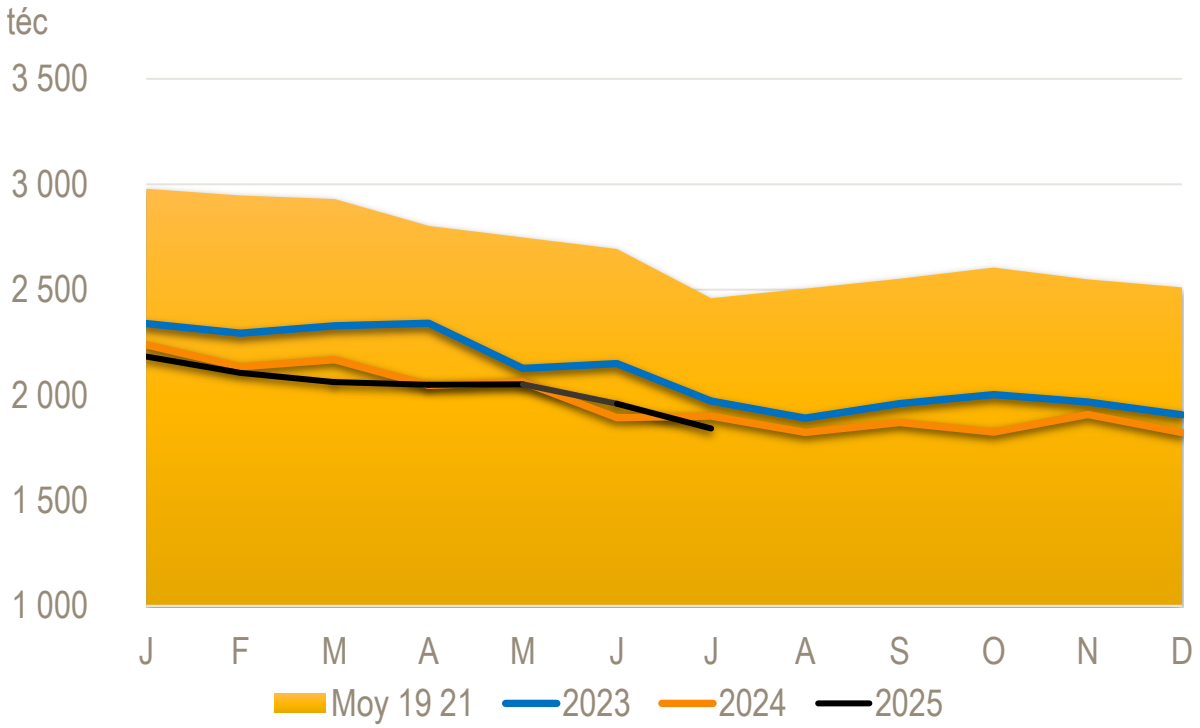
Données 2024

4.2. La filière française

4.2.1. Des indicateurs de production en repli

La production française de lapins, estimée à partir des données Agreste sur les abattages contrôlés, s'élève à 23 700 tonnes équivalent carcasse (téc) en 2024 soit environ 17,3 millions de têtes, en repli de 6,3 % par rapport à 2023. Les abattages contrôlés suivent la même évolution avec une production en diminution depuis le milieu des années 1990.

Évolution des abattages contrôlés de lapin en France corrigés des variations saisonnières d'activité



Source : SSP

Selon La Coopération Agricole Nutrition Animale et le SNIA, les volumes d'aliments pour lapins produits par les fabricants s'établissent à 194 373 tonnes en 2024, en repli de 6,18 % par rapport à 2023. Toutefois, ce recul du volume d'aliments fabriqués reste nettement moins important que les années antérieures (-10,4 % entre 2023 et 2022).

Fabrications d'aliments en tonnes

Année	Fabrications d'aliments pour lapins
2001	558 196
2005	493 000
2010	406 634
2020	258 534
2021	256 260
2022	234 999
2023	200 207
2024	**194 373**

Sources : Recensement La Coopération Agricole Nutrition Animale et SNIA.

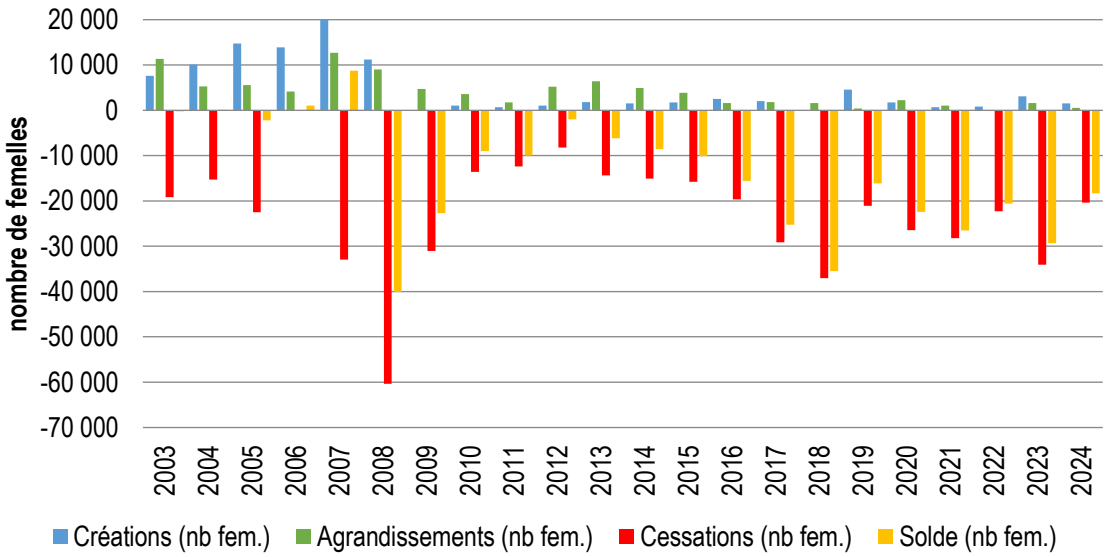
Le solde des créations, agrandissements et cessations d'élevages, calculé en nombre de femelles, est négatif depuis 2003. Depuis 2008, le rythme des créations s'est fortement réduit et reste proche de zéro. En 2024, seuls 2 créations d'élevages et 1 agrandissement sont enregistrés contre 33 cessations.

L'enquête FENALAP sur les capacités de production en élevage affiche une nouvelle baisse avec un solde négatif de 18 282 femelles en production pour l'année 2024, qui s'atténue tout de même par rapport à 2023, où avait été enregistrée une baisse de 24 324 femelles.

Les effectifs nationaux de femelles en production organisée, selon l'enquête de la SAA, sont estimés à 354 000 têtes en 2024, soit un repli de 4,3 % par rapport à 2023.

L'enquête « groupements de producteurs » menée par la FENALAP compte 368 éleveurs en 2024 pour 12 groupements de producteurs, soit un recul du nombre de producteurs de 8,9 % par rapport à 2023. Les principales raisons de ce recul du nombre d'éleveurs sont l'arrêt d'activité pour départ à la retraite ainsi que le contexte économique global tendu qui impacte la rentabilité des élevages.

Suivi annuel du solde des élevages en nombre de femelles



Source : Enquête FENALAP

4.2.2. Répartition régionale du cheptel : vers plus de concentration

Selon les données issues de la Statistique Agricole Annuelle, le nombre de lapins dans les exploitations s'élève à 354 000 animaux en 2024 soit en baisse de 4 % par rapport à 2023. Ce recul a particulièrement touché l'un des bassins secondaires (Hauts-de-France). Aussi, le dernier Recensement Agricole permet de souligner que la part du cheptel de lapines en dehors des deux principales régions productrices (Pays de la Loire et Bretagne) s'est encore renforcée et est passée de 43 % en 2000 à 55 % en 2024.

En consultant les données du réseau RENACEB, la Vendée reste de loin le premier département producteur de lapins avec plus de 27,8 % du cheptel national, toujours suivie par le Maine-et-Loire (11,2 %) et les Deux-Sèvres (9,8 %).

Sanders

Prêt à vous installer ?

Sanders vous propulse vers la réussite !

PRO'PULSE

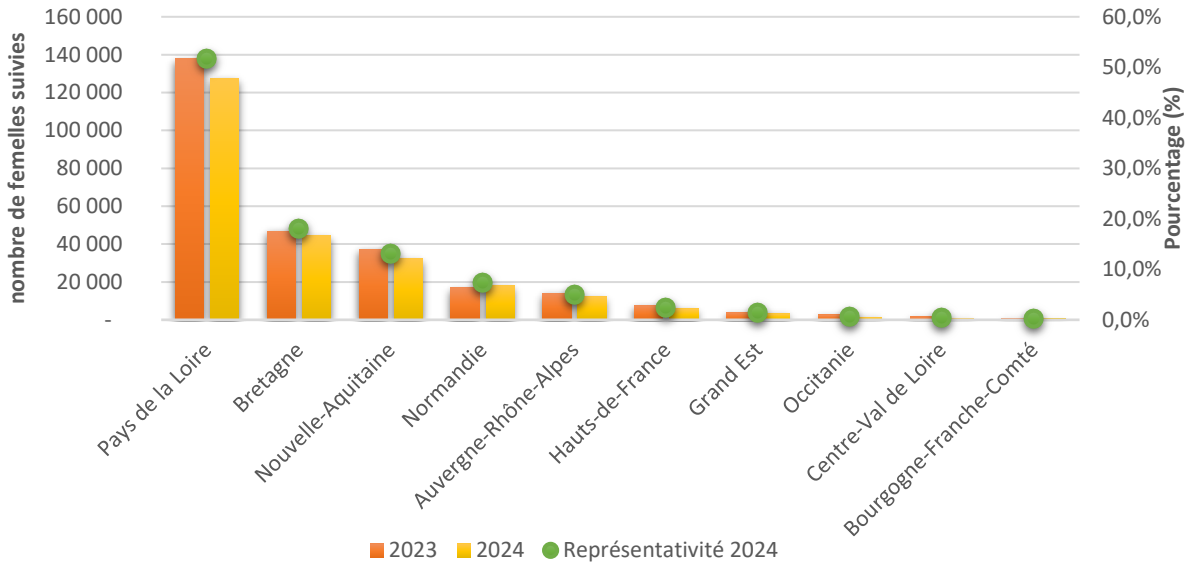
1. **Construire** un projet durable
2. **Assurer** la rentabilité
3. **Faciliter** le quotidien
4. Bien **gérer** sa communication

Intéressé·e ?

Contactez-nous pour discuter de votre projet !

www.sanders.fr

Répartition géographique des lapines reproductrices suivies - 2024



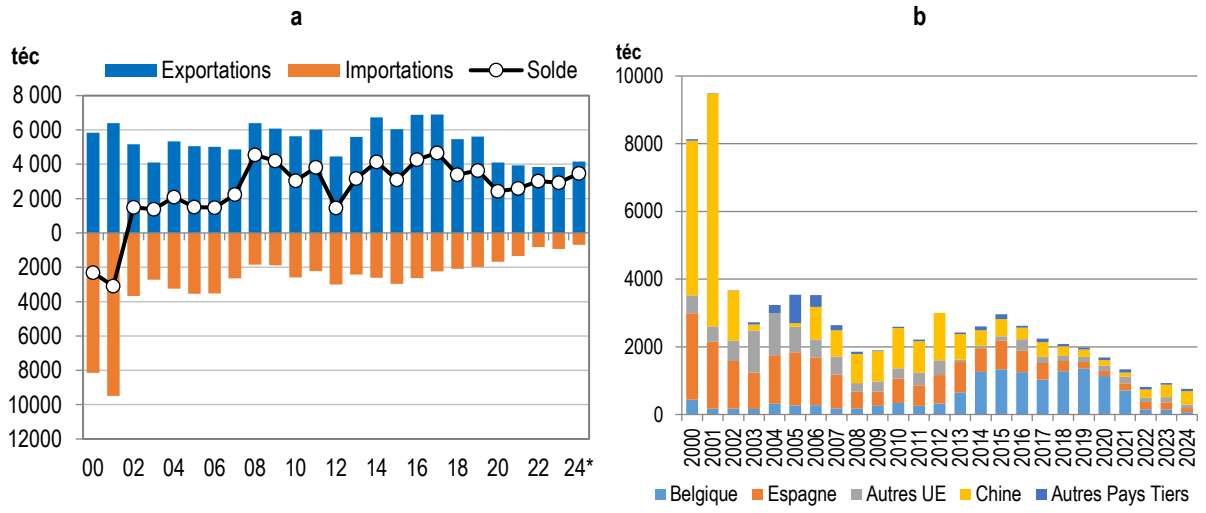
Source : RENACEB 2024

4.2.3. Un solde des échanges excédentaire qui progresse en 2024

Le solde des échanges de viandes de lapin est excédentaire en volume depuis 2002. Depuis 2020, cette hausse du solde (en volume) s'explique surtout par la hausse des exportations vers l'Union européenne tandis que les importations en provenance de Chine se replient. En 2024 les volumes vendus à l'étranger ont représenté 17,5 % de la production française en filière organisée contre 15 % en 2023.

Historiquement, l'essentiel des importations proviennent de l'Union européenne (73 %), notamment d'Espagne et de Belgique. Les exportations sont quant à elles principalement orientées vers les pays frontaliers (Italie, Belgique, Espagne) avec l'émergence de la destination États-Unis depuis 2019.

Évolution des échanges français de viande de lapin depuis 2000 :
a) balance commerciale et b) importations par pays d'origine



Source : douanes françaises

Toutefois, le poids de l'origine UE dans les imports a connu une forte baisse. En 2021 la provenance des importations de l'UE pesait 85 % alors que 2022 observait un fort recul à seulement 60 %. 2024 est également dans cette tendance avec 40 % des import de viande de lapin en provenance des pays membres. La campagne 2024 voit les volumes importés en baisse par rapport à 2023 (-18,2%) avec le niveau le plus bas jamais enregistré (756 tec).

4.3. Tendances 2025

Sur le 1er semestre 2025, le solde des échanges reste positif en volume et en valeur, avec un excédent commercial de 8,1 M€, en hausse de 3,9 % par rapport à 2024. Cela s'explique à la fois par une forte baisse des importations et une hausse des exportations.

Les exportations progressent en volume (+10,8 %) sur les 6 premiers mois 2025 par rapport à l'année précédente. Elles sont particulièrement dynamiques vers l'UE-27 (+ 14,2 %), notamment vers la Belgique (+89 %). Vers les Pays tiers, les exportations affichent un recul (-4,2 %) par rapport à 2024, portées principalement par une baisse de la France sur le marché hongkongais (-68 %).

Les importations françaises de lapin ont quant-à-elles reculé en volume (-29 %) et en valeur (-22 %) sur les 6 premiers mois de l'année 2025. En effet, sur cette période, les volumes d'importations ont considérablement baissé depuis la Chine (-51 %) en passant de 149 tonnes à 72 tonnes.

Commerce extérieur de viande de lapin (frais et congelé) – en volume

téc	Année			Cumul 6 mois		
	2023	2024	%24/23	2024	2025	%25/24
Exportations	**3 848**	**4 142**	**+7,6**	**1 896**	**2 101**	**+10,8**
vers l'Union à 27	3 100	3 407	+9,9	1 542	1 761	+14,2
vers Pays Tiers	747	735	-1,7	355	340	-4,2
Importations	**924**	**756**	**-18,1**	**301**	**215**	**-28,7**
de l'Union à 27	515	297	-42,2	144	138	-4,5
des Pays Tiers	409	459	+12,1	157	77	-50,9
SOLDE	**2 924**	**3 386**	**+15,8**	**1 595**	**1 886**	**+18,2**

Source : ITAVI d'après douanes françaises

Commerce extérieur de viande de lapin (frais et congelé) – en valeur

milliers d'euros	Année			Cumul 6 mois		
	2023	2024	%24/23	2024	2025	%25/24
Exportations	**19 924**	**20 363**	**+2,2**	**9 497**	**9 439**	**-0,6**
vers l'Union à 27	16 000	16 639	+4,0	7 663	7 539	-1,6
vers Pays Tiers	3 924	3 724	-5,1	1 835	1 901	+3,6
Importations	**5 991**	**4 467**	**-25,4**	**1 683**	**1 318**	**-21,7**
de l'Union à 27	3 141	1 664	-47,0	717	890	+24,2
des Pays Tiers	2 849	2 803	-1,6	966	428	-55,7
SOLDE	**13 933**	**15 897**	**+14,1**	**7 814**	**8 121**	**+3,9**

Source : ITAVI d'après douanes françaises

4.4. Consommation de viande de lapin

4.4.1.1. Consommation calculée par bilan

En 2024, la consommation contrôlée de viande de lapin recule de 4,7 % à 20 500 téc, l'équivalent de 300 grammes par habitant et par an. Cette baisse de consommation est bien moindre par rapport à celle qui avait été constatée en 2023 (- 13 %). Comme le recul de la consommation reste supérieur à celui de la production, cela a notamment pour origine le maintien des exportations.

Évolution de la consommation calculée par bilan entre 2000 et 2024

	Consommation contrôlée *	Consommation contrôlée par habitant	Autosuffisance
	(1000 téc)	*(kgéc/hab)*	*(%)*
2000	59,6	0,985	97
2005	51,4	0,819	101
2010	44,5	0,688	108
2015	39,3	0,589	110
2020	29,4	0,436	111
2021	27,9	0,412	108
2022	24,8	0,364	112
2023	21,5	0,315	118
2024	**20,5**	**0,300**	**120**

** Consommations de lapins issus des abattages contrôlés (hors autoconsommation)*
Source : ITAVI d'après SSP, SSA, douanes françaises

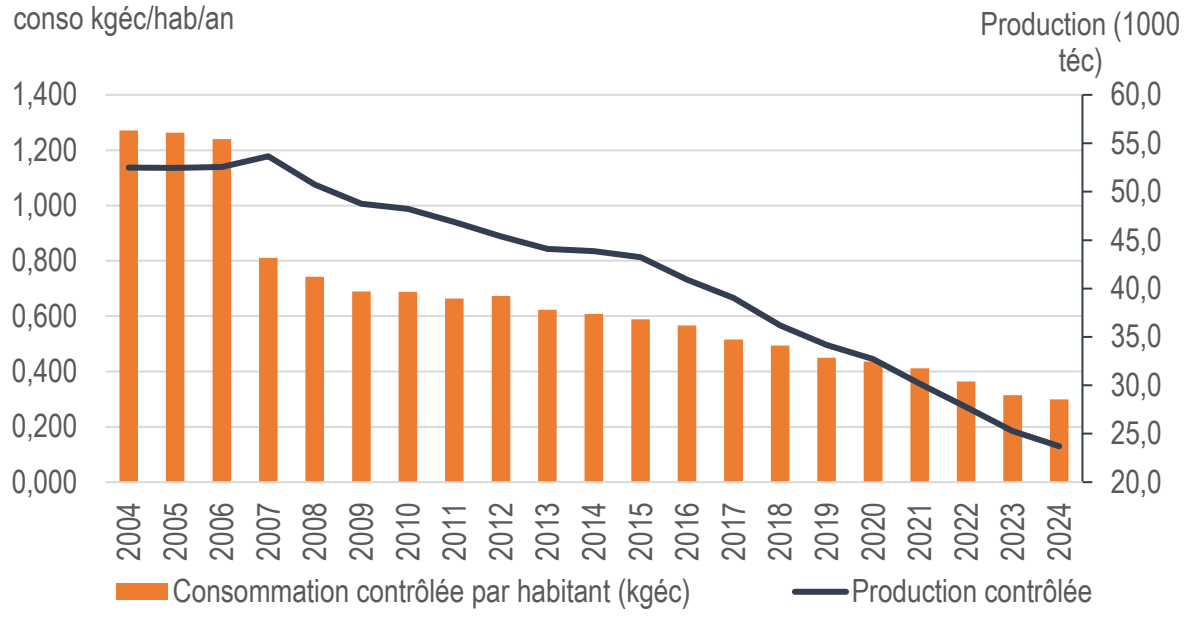
4.4.1.2. Maintien du recul des achats de viande de lapin pour la consommation à domicile

En 2024, les achats de lapin par les ménages français pour leur consommation à domicile sont en repli de 14,2 % en volume, avec des prix moyens en hausse de 1,6 % par rapport à 2023.

Les baisses de volumes sur l'ensemble de l'année 2024 concernent majoritairement le lapin entier avec une baisse de 18,2 %, malgré une légère baisse du prix sur ce produit (-0,5 % sur un an). Cependant, le lapin entier reste le produit le plus consommé par les ménages avec 48 % des achats.

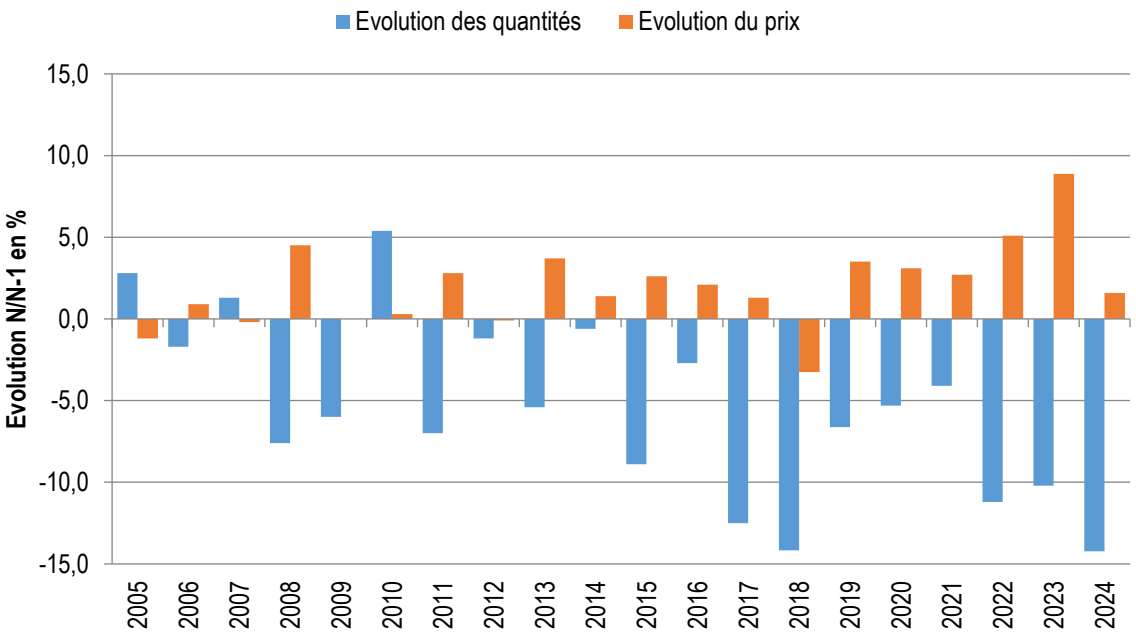
Ce repli des achats s'explique par un recul du taux de pénétration (part des ménages acheteurs du produit) de 4 % par rapport à 2023 pour atteindre un taux estimé à 19,5 % des ménages français. Cette baisse du taux de pénétration touche particulièrement les plus de 65 ans qui ont perdu 7,1 points (passant ainsi de 43,2 % à 36,1 %), tandis que les 35-49 ont mieux résisté avec un taux resté relativement stable (9,2 % contre 10,6 % en 2023).

Évolution de la production et de la consommation individuelle de viande de lapin entre 2004 et 2024



Source : ITAVI d'après SSP, SAA, douanes françaises

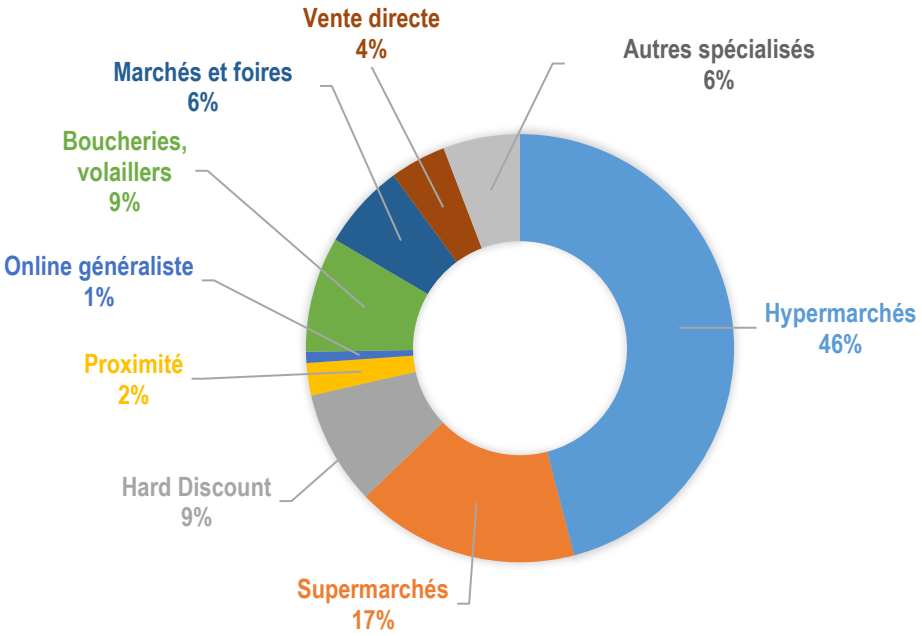
Évolution des achats des ménages entre 2005 et 2024



Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

En 2024, le dynamisme de la consommation des morceaux se poursuit avec à nouveau un gain de 2 points sur un an. Cette tendance devrait se maintenir dans les prochaines années, portée par les foyers composés d'un couple ou d'une personne. D'une manière générale, ce changement d'habitude de consommation (vers plus de découpes et de morceaux) est partagé par toutes les filières animales, où les consommateurs recherchent davantage de praticité et des portions adaptées à la composition de leur foyer.

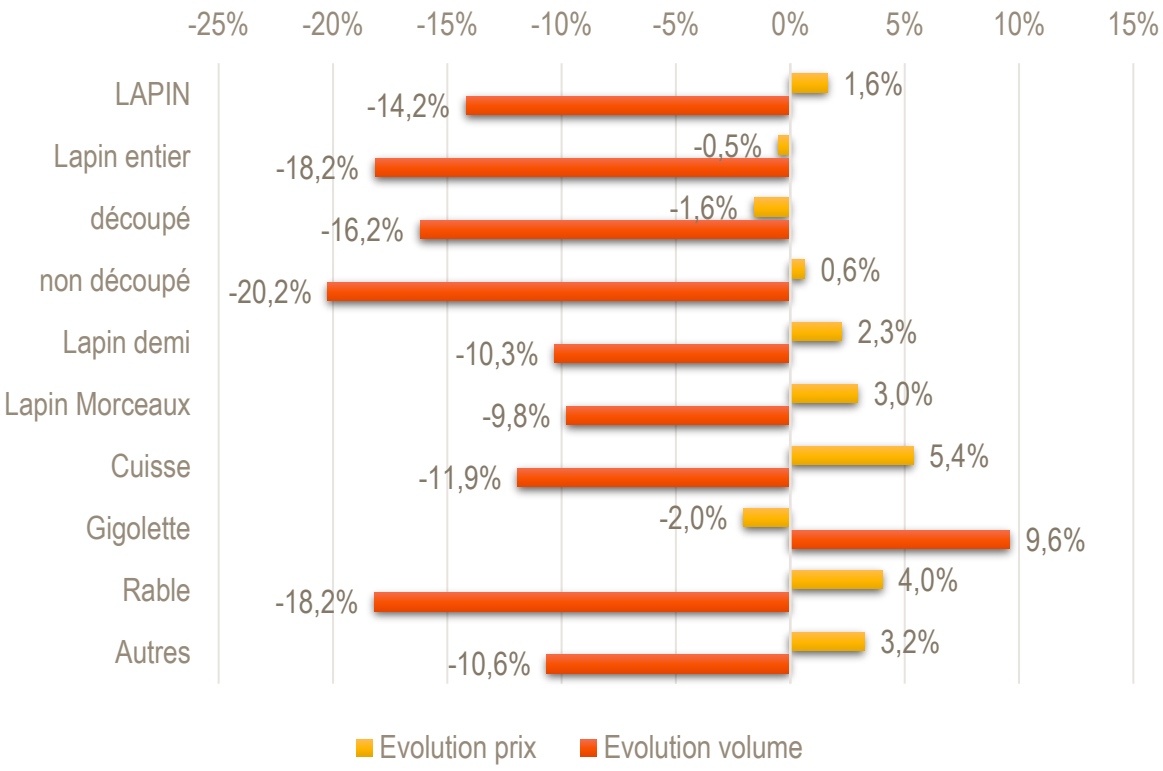
Poids des circuits de distribution en volume d'achats en 2024



Source : ITAVI d'après Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

En 2024, le poids des achats dans les hypermarchés représente 46 % des achats en volume (contre 49,5 % en 2023). Celui-ci semble se stabiliser, laissant quelques parts de marché au profit des supermarchés (17 contre 15,5 % en 2023) ainsi que des circuits courts (marchés, vente directe), qui gagnent chacun un point de parts de marché en une année.

Évolution des achats des ménages en GMS sur 2024



Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

5. Le foie gras

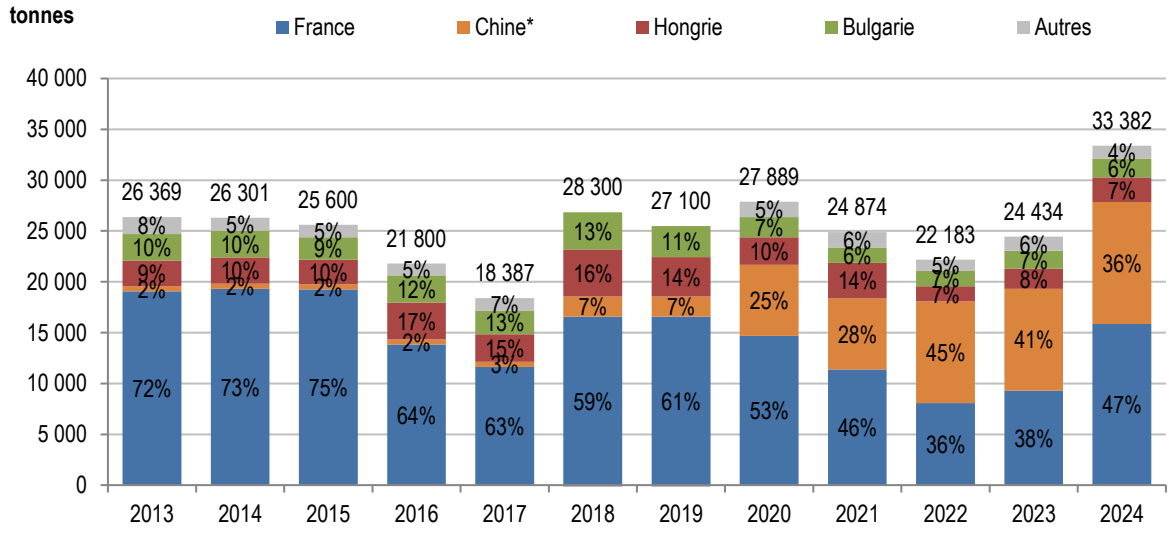
5.1. Contexte mondial et européen

5.1.1. Une reprise de la production

Selon les estimations de l'Itavi, d'après Eurofoiegras, le CIFOG et des sources nationales, la production mondiale de foie gras cru a atteint 28 500 tonnes en 2024, en hausse de 33 % par rapport à 2023. Cette dynamique s'explique par la reprise de la production en France après les épisodes d'IAHP de 2021 et 2022. La France reste de loin le premier producteur avec 15 840 tonnes, soit la moitié de la production mondiale, suivie par la Chine (36 %), la Hongrie (7 %) et la Bulgarie (6 %). Si la grande majorité de la production européenne provient du canard gras (94 %), la production d'oies grasses reste surtout concentrée en Chine, où la quasi-totalité du foie gras est issue de de cette espèce.

La Chine est devenue le deuxième producteur mondial de foie grasdepuis quelques années. En l'absence de données officielles, sa production a longtemps été sous-estimée. Des estimations issues de la presse et de la communication des opérateurs chinois permettent de l'évaluer à environ 12 000 tonnes en 2024. Deux provinces, Linqu et Huoqiu, concentrent à elles seules plus de 90 % de la production nationale.

Répartition mondiale de la production de foie gras et évolution entre 2013 et 2024



*Source : estimations ITAVI d'après CIFOG, SSP, EuroFG et sources nationales. * historique de production de la Chine sous-estimé*

En 2024, la production de foie gras en Hongrie marque un retour progressif (+22 %) après deux années de grippe aviaires, tandis que la production bulgare a progressé seulement de 6 % en 2024.

En 2025, la résurgence des cas de grippe aviaire en Europe de l'Est a durement touché la production de canard en Hongrie et en moindre mesure la Bulgarie. Ainsi, la production devrait baisser de 35 à 40 % en Hongrie et de 8 % en Bulgarie.

Toutes les infos de la filière Foie Gras à portée de clic 24/24 h avec la plateforme Infos CIFOG !

CIFOG
INTERPROFESSION DU FOIE GRAS

Grâce à la plateforme Infos CIFOG, tous les adhérents peuvent :

Être informés en temps réel de tout ce qui concerne la filière, grâce à des lettres d'information et des alertes.

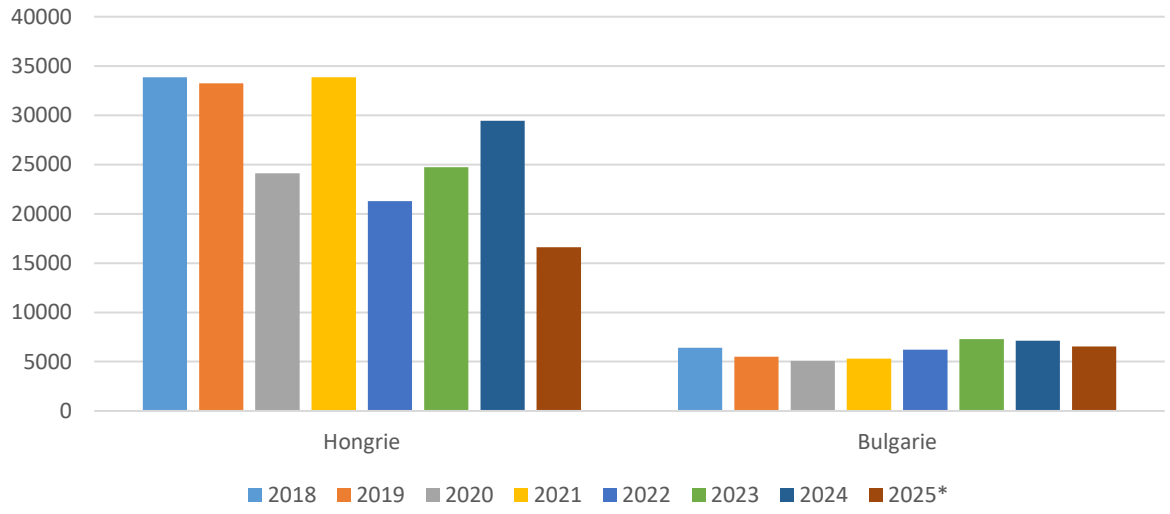
Trouver en un seul endroit les fichiers importants (Arrêtés, Communiqués, Comptes - rendus, etc.).

Les adhérents peuvent également recevoir « La lettre aux adhérents » toutes les deux semaines en faisant la demande à : contactcifog@cifog.fr.

Une seule adresse : https://infoscifog.fr

(demandez votre accès à l'équipe du CIFOG : contactcifog@cifog.fr)

Abattages de canards (gras et maigres) en Bulgarie et en Hongrie



Source : ITAVI d'après Eurostat

5.1.2. Échanges européens : recul des échanges intra-européens

En 2024, la filière foie gras a enregistré une reprise dynamique après 3 ans d'impact de l'IAHP.

Malgré cette reprise, les exportations européennes de foie gras ont reculé en volume (- 3,4 %), notamment les expéditions vers le Japon (- 49 %), les Etats-Unis (- 100 %) et les Emirats arabes unis (- 30 %).

Le poids de la France dans les exportations vers les pays tiers en volume est passé de 60 % en 2015 à 50 % en 2024, suivie par la Hongrie (32 %) qui affirme sa place de deuxième exportateur européen avec une part de marché grandissante.

En 2024, les échanges extérieurs en foie gras ont connu un retour progressif mais restent en-dessous de leur niveau de 2019, conséquence de la grippe aviaire qui a touché plusieurs pays européens et la vaccination des canards en France qui a fait perdre à la France certains marché d'export.

Exportations communautaires de foie gras (cru et préparations)

		2015	2022	2023	2024	2025*	24/23
tonnes	**Foie gras cru**	**9 519**	**6 153**	**6 879**	**6 509**	**5 162**	**-5%**
	UE-27	7 012	5 263	5 365	5 115	4 269	-5%
	Pays Tiers	2 508	890	1 514	1 394	893	-8%
	Préparations	**3 987**	**3 165**	**3 494**	**4 136**	**2 915**	**18%**
	UE-27	2 946	2 496	2 895	3 490	2 649	21%
	Pays Tiers	1 040	669	599	647	266	8%
Millions €	**Foie gras cru**	**148**	**185**	**248**	**180**	**120**	**-27%**
	UE-27	91	150	188	127	87	-33%
	Pays Tiers	56	34	60	54	33	-10%
	Préparations	**61**	**62**	**69**	**68**	**58**	**-1%**
	UE-27	45	47	55	54	47	-2%
	Pays Tiers	16	15	15	15	12	2%

Source : ITAVI d'après Eurostat

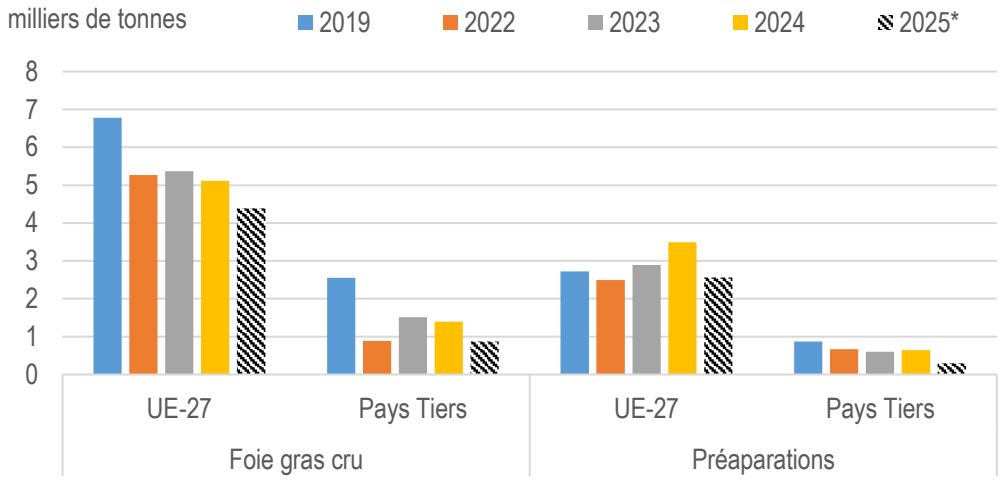
Les exportations bulgares sont quasi exclusivement orientées vers le marché communautaire en 2024 (99 %), principalement vers la France (73 %), l'Espagne (12 %) et l'Italie (6 %). Depuis 2015, les exportations bulgares vers la France ont augmenté. En 2024, elles ont progressé de 13 %, atteignant 3 008 tonnes.

Les exportations hongroises sont elles aussi majoritairement destinées à l'UE (71 %) en 2024. Toutefois, une part importante est orientée vers Israël (12 %), le Japon (6 %) et la Thaïlande (6 %). Les principaux débouchés européens de la Hongrie sont la France (54 %), la Belgique (32 %) et la Slovaquie (6 %). La Hongrie est le deuxième exportateur européen vers les pays tiers (650 t), derrière la France (1 035 t).

En 2024, les échanges sur le marché communautaire ont progressé de 4 %, grâce à la hausse des échanges de préparations de foie gras (+21 %), malgré la baisse des échanges de foie gras cru (-5 %). Les échanges communautaires restent dominés par la Bulgarie, qui représente 48 % des volumes, suivie par la France (22 %).

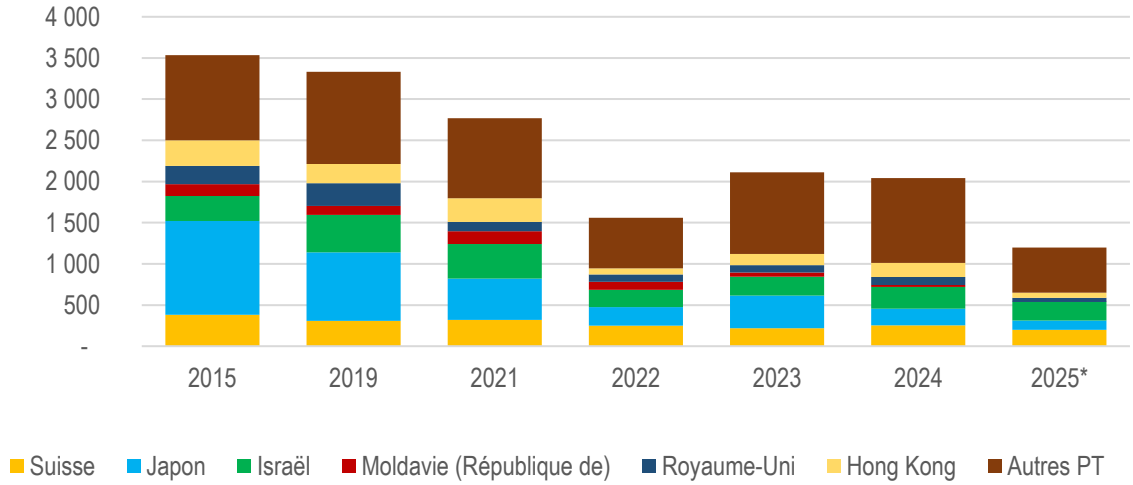
GROUPE ORVIA
14, boulevard de la Prairie au Duc | 44200 Nantes | FRANCE
T. : +33 (0)2 85 52 89 00 • contact@orvia.fr
WWW.ORVIA.FR

Exportations communautaires de foie gras et préparations



Source : ITAVI d'après Eurostat, estimation 2025

Exportations communautaires de foie gras par destination (t)

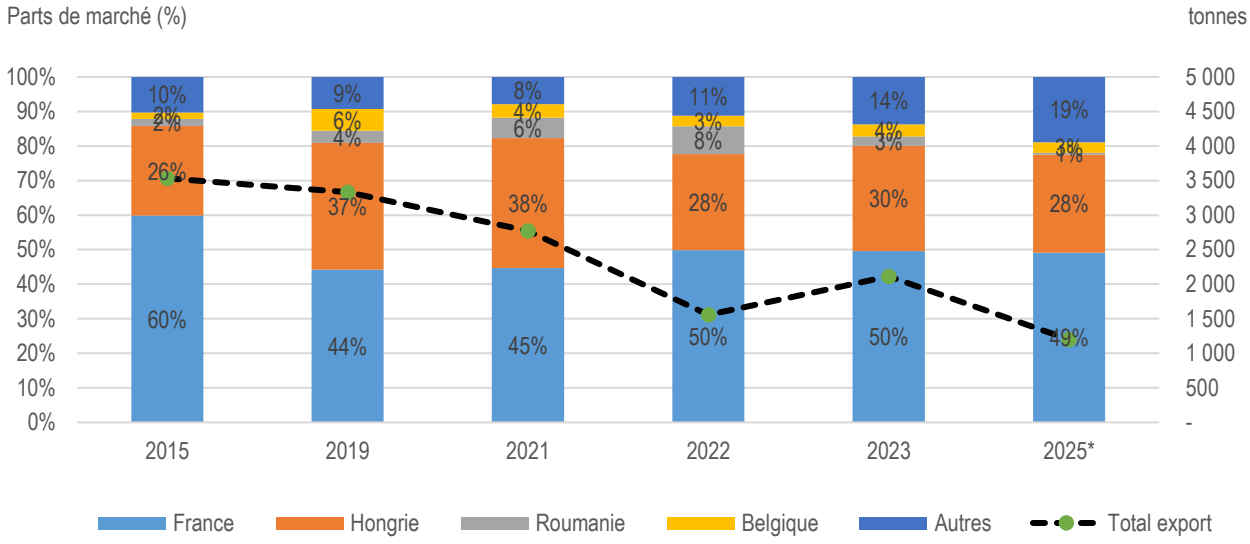


Source : ITAVI d'après Eurostat

En 2024, malgré la reprise de la production, les exportations européennes de foie gras reculent de 3 % et restent 39 % inférieures à leur niveau de 2019. Si les ventes ont repris vers plusieurs pays (Suisse, Israël, Hong Kong…), les exportations vers le Japon restent durement touchées, avec une baisse de 50 % en 2024, suite à l'arrêt total des exportations françaises (lié à la vaccination des canards) et à une forte baisse depuis la Hongrie (-47 %), touchée par la grippe aviaire.

En 2025, les conséquences de la grippe aviaire en Europe de l'Est et la vaccination des canards en France continuent de peser sur les exportations communautaires, notamment vers le marché asiatique.

Parts de marché export en foie gras des différents pays de l'UE-27 vers les Pays tiers



Source : estimation ITAVI d'après Eurostat

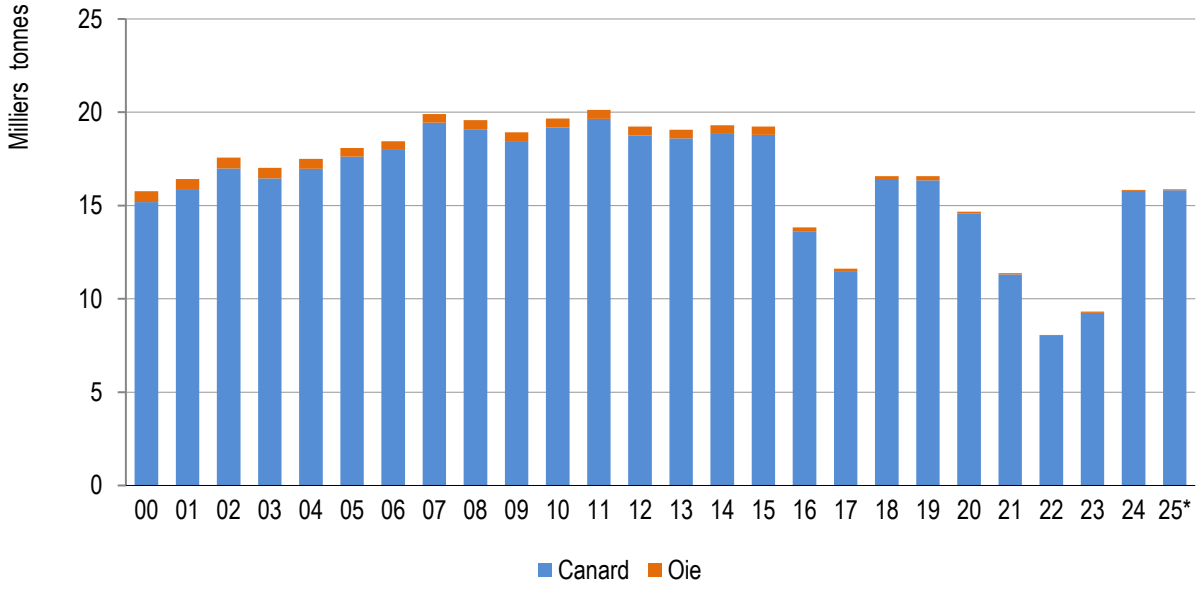
Le poids de la France dans les exportations vers les pays tiers, en volume, est passé de 60 % en 2015 à 50 % en 2024, suivie par la Hongrie, qui a vu ses parts de marché reculer à 30 % après une période dynamique (2017-2021), profitant de l'IAHP ayant touché la France en 2016-2017 pour se positionner sur le marché international.

5.2. Production française de foie gras : une reprise dynamique

La production française de foie gras de canard est en augmentation jusqu'en 2007 puis reste stable jusqu'en 2015. En revanche la production de foie gras d'oie est en diminution constante depuis les années 1980. Le foie gras de canard correspond à 99,6 % de la production totale de foie gras en 2024, la production d'oie restant marginale en France.

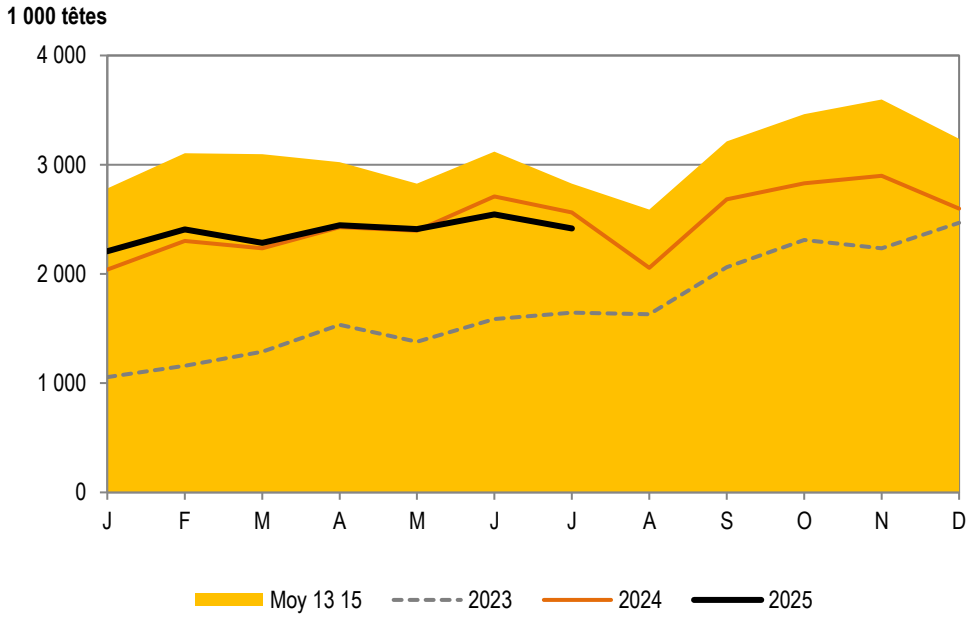
Selon les estimations de l'ITAVI sur la base des abattages de palmipèdes gras, la production française de foie gras est estimée, en 2024, à 15 839 tonnes, en forte hausse (+ 70 %) par rapport à 2023. Malgré la reprise de la production post-IAHP elle reste 5 % inférieur à son niveau de 2019.

Évolution de la production française de foie gras



Source : SAA et estimation ITAVI

Abattages contrôlés de canards gras en France



Source : Itavi d'après SSP

5.3. Bilan français des échanges de foie gras 2024 et tendance 2025

5.3.1. Bilan 2024

Depuis les années 2000, le solde commercial français du foie gras est structurellement excédentaire, atteignant un pic en 2007 à 65 M€. Après la crise financière de 2008, les exportations françaises se sont progressivement réduites avant de remonter jusqu'en 2015, avec un solde de 57 M€. Les différents épisodes d'influenza aviaire ont ensuite fortement dégradé la balance, en particulier en 2016-2017 puis en 2021-2022.

En 2024, les exportations totales de foie gras (cru et préparations) progressent de 1,7 % en volume par rapport à 2023. Les importations totales se stabilisent en volume (+0,3 %) mais reculent fortement en valeur (-34 %).

Les exportations françaises de foie gras cru restent globalement stables en 2024, mais demeurent largement inférieures à leurs niveaux antérieurs. Cette stabilité masque une forte baisse des ventes vers les pays tiers (-7,7 %), principalement vers le Japon (-96 %), Singapour (-17 %) et la Thaïlande (-56 %). En parallèle, la hausse des exportations vers l'UE (+7 %) a partiellement compensé cette baisse.

Les importations françaises de foie gras cru reculent de 4 % en 2024, avec toutefois une nette progression des achats depuis la Hongrie (+17 %), qui compense partiellement la baisse en provenance de la Bulgarie (-8 %), de la Belgique (-20 %) et de l'Espagne (-71 %).

Les exportations de préparations à base de foie gras augmentent en volume (+4 %), tandis que les importations progressent nettement (+28 %), principalement depuis la Bulgarie (+10 %) et surtout la Belgique (+63 %).

Le solde du commerce extérieur de foie gras cru s'améliore en 2024 à -823 tonnes en volume et -5 M€ en valeur, mais reste déficitaire.

5.3.2. Tendances 2025

Au 1er semestre 2025, les exportations totales de foie gras (cru et préparations) reculent de 10 % en volume et de 18 % en valeur par rapport au 1er semestre 2024. Les importations diminuent également, de 10 % en volume et de 31 % en valeur.

Malgré la reprise de la production, les exportations demeurent pénalisées, en particulier sur les marchés extra-communautaires, notamment en Asie. Les exportations de foie gras cru reculent de 14 % au 1er semestre 2025, avec une chute de 28 % vers les pays tiers : Hong Kong (-51 %), Royaume-Uni (-63 %), Thaïlande (-70 %) et un arrêt total des ventes vers le Japon.

Les importations françaises de foie gras cru baissent de 14 % sur la période, tirées par une forte diminution des volumes en provenance de Hongrie (-40 %), malgré une reprise des achats depuis la Bulgarie (+7 %).

Les exportations de préparations à base de foie gras reculent également (-5 % en volume et -8 % en valeur). Les importations de préparations chutent de 43 %, bien que les achats depuis la Belgique affichent une hausse spectaculaire (+162 %).

Le solde du commerce extérieur de foie gras cru reste déficitaire sur les six premiers mois de 2025, à -290 tonnes en volume et -1,6 M€ en valeur.

Échanges français de foie gras par type de produit

Tonnes	Année 2023	Année 2024	% 24/23	Cumul 6 mois 2024	Cumul 6 mois 2025	% 25/24
Exportations	**2 745**	**2 791**	**+1,7**	**968**	**868**	**-10,3**
Conserves et préparations	**1 276**	**1 318**	**+3,3**	**360**	**348**	**-3,4**
Foie gras cru	**1 470**	**1 473**	**+0,2**	**608**	**520**	**-14,4**
Canard frais	335	279	-16,8	98	79	-18,7
Canard congelé	1 104	1 156	+4,7	494	420	-15,0
Oie frais	18	13	-30,4	3	4	+9,5
Oie congelé	12	25	+110,6	12	17	+36,6
Importations	**2 711**	**2 719**	**+0,3**	**1 019**	**921**	**-9,6**
Conserves et préparations	**332**	**424**	**+27,6**	**78**	**112**	**+44,0**
Foie gras cru	**2 379**	**2 296**	**-3,5**	**941**	**809**	**-14,0**
Canard frais	417	311	-25,3	92	66	-28,1
Canard congelé	1 662	1 772	+6,6	747	635	-15,0
Oie frais	123	86	-30,3	40	30	-24,1
Oie congelé	177	127	-28,3	62	77	+25,3

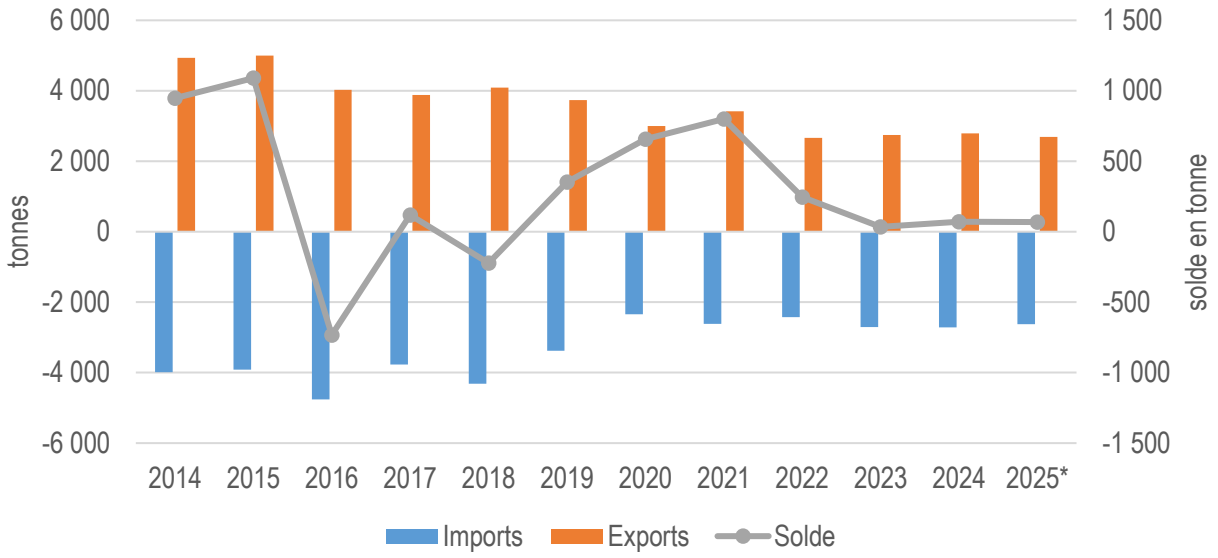
Source : ITAVI d'après douanes françaises

Échanges français de foie gras cru par pays

tonnes	Année 2023	Année 2024	% 24/23	Cumul 6 mois 2024	Cumul 6 mois 2025	% 25/24
Exportations	**1 470**	**1 473**	**+0,2**	**608**	**520**	**-14,4**
vers l'Union à 27	**819**	**872**	**+6,5**	**382**	**357**	**-6,5**
dt Espagne	485	508	+4,7	265	219	-17,2
dt Luxembourg	35	35	+0,3	9	7	-19,7
dt Belgique	89	95	+6,4	28	41	+44,8
dt Allemagne	33	39	+16,3	15	15	+2,4
vers Pays Tiers	**651**	**601**	**-7,7**	**226**	**163**	**-27,8**
dt Royaume-Uni	28	31	+12,7	16	6	-62,6
dt Hong Kong	45	65	+44,3	39	19	-50,7
dt Suisse	134	161	+20,5	48	31	-35,1
dt Japon	72	3	-96,4	1	0	-93,3
dt Singapour	51	42	-16,5	16	13	-15,6
dt Thaïlande	23	10	-56,0	2	1	-69,7
Importations	**2 379**	**2 296**	**-3,5**	**941**	**809**	**-14,0**
de l'Union à 27	**2 379**	**2 295**	**-3,5**	**941**	**809**	**-14,0**
dt Bulgarie	1 529	1 408	-7,9	528	564	+6,8
dt Hongrie	704	824	+17,0	386	231	-40,0
dt Belgique	57	46	-19,3	17	11	-35,2
dt Espagne	38	11	-70,8	5	1	-80,4
SOLDE global	**-909**	**-823**		**-333**	**-289**	-13,3

Source : ITAVI d'après douanes françaises

Évolution du solde en foie gras en volume

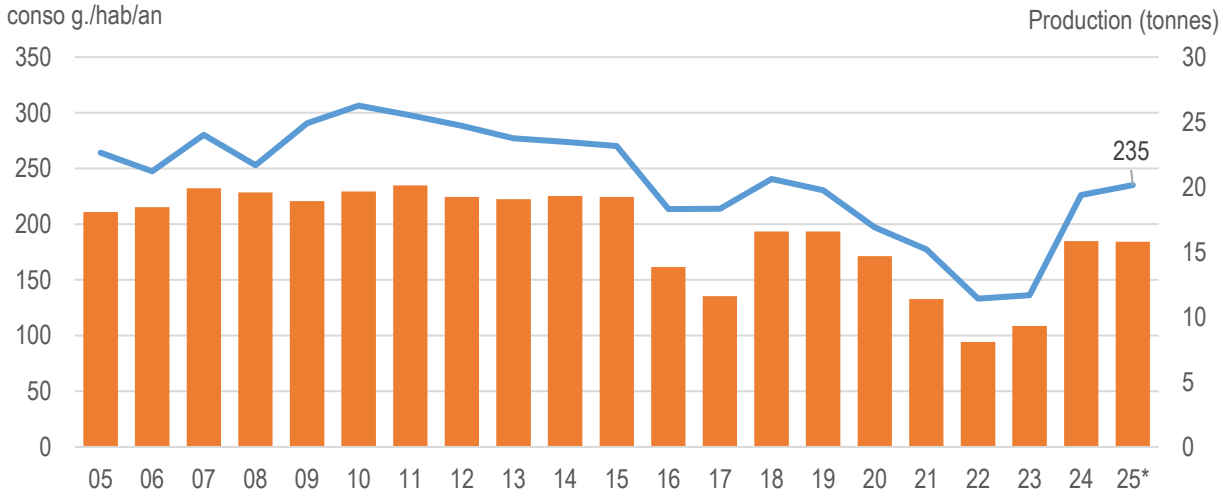


Source : ITAVI d'après douanes françaises

5.4. Reprise dynamique de la consommation

Après plusieurs années de crise, la consommation à domicile de foie gras poursuit son redressement, portée par le retour de l'offre. Selon le Cifog, les achats de foie gras pour la consommation à domicile ont progressé de 6 % en 2024 pour atteindre 1 725 tonnes, un niveau toutefois encore inférieur à celui de 2019 (2 577 tonnes).

Évolution de la production et de la consommation en France



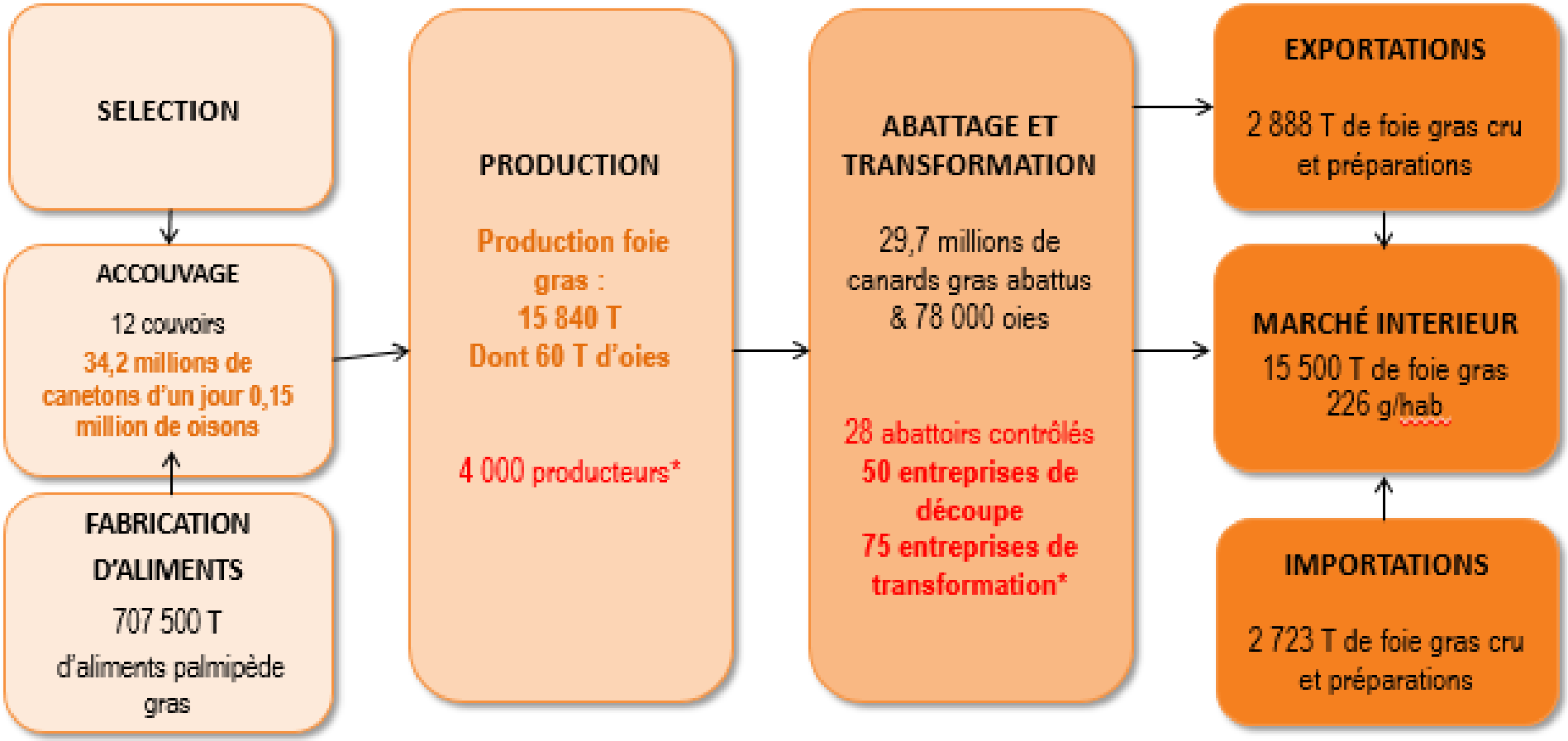
Source : SSP, SAA, douanes françaises

La consommation calculée par bilan a fortement augmenté en 2024 (+66 %), atteignant 226 g/hab/an. Selon les estimations de l'Itavi, elle devrait continuer de progresser en 2025 à 235 g/hab/an (+4 % par rapport à 2024), soit un retour au niveau de 2019.

En revanche, les achats des ménages de magret ont connu une chute brutale en 2022 (-51 % en volume, avec un nombre d'acheteurs en recul de 38 %), en raison des ruptures d'approvisionnement liées à l'IAHP.

En 2023, sur les neuf premiers mois, les achats de magret ont encore reculé de 3 %. Cette légère baisse traduit une stabilisation progressive de l'offre, mais les volumes demeurent très inférieurs, à -66 % par rapport à 2019.

LA FILIERE FOIE GRAS en 2024



*Sources: SSP, Douanes, Coop de France NA, données 2020**

Données 2024

ITAVI
Formations

ITAVI FORMATIONS

Environnement, Santé, Bien-être, Économie

De la science à la pratique : nos formations font le lien !

- Une pédagogie active et participative
- Des plans de formations sur-mesure pour tous : éleveurs, techniciens, ingénieurs, vétérinaires.
- Des petits groupes pour favoriser l'apprentissage et les échanges entre apprenants

- Certifié QUALIOPI
- En présentiel ou à distance
- Partout en France
- En intra ou interentreprise

Scannez le QR code
pour accéder au catalogue

Une note moyenne de satisfaction de 4,56 / 5

"L'accompagnement de l'ITAVI dans la formation de nouveaux collaborateurs permet une mise à niveau rapide, simple et pratico-pratique."

★ ★ ★ ★ ★

www.itavi.fr

Les formations ITAVI m'ont permis d'optimiser la gestion de mon élevage et d'en améliorer la productivité. Très bénéfiques au niveau humain, les retours d'expériences combinés au savoir des formateurs favorisent la résolution de problèmes sur le terrain."

★ ★ ★ ★ ★

6. Conclusions et perspectives

Après trois années marquées par le Covid-19, la grippe aviaire, la guerre en Ukraine et une forte inflation, le marché avicole confirme en 2025 sa reprise pour la deuxième année consécutive. Si les zoonoses et le contexte économique — en particulier la grippe aviaire et les tensions commerciales — continuent de peser sur le secteur, la situation apparaît aujourd'hui plus maîtrisée en France. La mise en place de la vaccination a permis de contenir l'IAHP, contrairement à plusieurs pays européens non vaccinants, notamment en Europe de l'Est, qui font encore face à de nombreux foyers. Dans ce cadre, la baisse des coûts de production, conjuguée au recul des prix de nombreux produits de consommation courante, a favorisé un net redressement de la demande.

Portée par une consommation plus dynamique, la filière volaille de chair comme celle des œufs bénéficie d'un regain d'achats, stimulé par des prix plus compétitifs et une stabilisation des charges. Le marché du poulet reste le moteur principal de la croissance. Toutefois, depuis fin 2024 et en 2025, la production progresse moins vite que la demande, entraînant des tensions sur les approvisionnements. Le prix du poulet a ainsi atteint des niveaux records en Europe en 2025, tandis que le prix des œufs demeure élevé depuis 2024.

Les perspectives pour 2025 et 2026 restent favorables en termes de demande. Néanmoins, l'amont des filières avicoles devra relever plusieurs défis : la mise en œuvre progressive du cahier des charges ECC en poulet de chair, la sortie programmée de la cage pour la production d'œufs, ainsi que les enjeux liés à l'installation et au financement de nouveaux investissements. Ces transformations nécessiteront des adaptations significatives des outils de production, avec des coûts élevés, susceptibles de limiter les disponibilités et de renforcer le recours aux importations.

À l'inverse, la filière cunicole poursuit sa tendance à la déconsommation en 2025 et 2026, bien que le rythme du recul soit moins marqué que les années précédentes. Le profil des acheteurs, de plus en plus âgés, confirme cette dynamique, tandis que la baisse de la production devrait s'atténuer à court terme.

Dans l'ensemble, 2025 s'annonce comme une année dynamique pour les filières avicoles, avec des perspectives positives, même si les défis réglementaires liés au bien-être animal et aux exigences environnementales continueront de façonner le secteur dans les prochaines années.

Nous sommes du même monde

Redécouvrez le 1er assureur des agriculteurs.*

Fondé il y a 125 ans par des agriculteurs, Groupama est là pour vous accompagner sur le terrain, au plus près de vos problématiques.
Nos experts vous aident à trouver les bonnes solutions pour pérenniser votre exploitation et vous permettre d'innover.

En ce moment, 200 € offerts pour toute nouvelle souscription.**

Groupama
Toujours là pour moi

*Étude réalisée par Nexio, entre le 07/09/2024 et le 17/10/2024, sur un échantillon représentatif de 1 502 agriculteurs ayant déclaré Groupama comme leur assureur principal pour la couverture de leur activité professionnelle agricole (assurance multirisque agricole, assurance des tracteurs et machines agricoles, assurance récolte, assurance prairies...).
**Offre réservée aux nouveaux clients pour toute souscription d'un contrat d'assurance multirisque professionnelle agricole. Modalités de l'offre variables selon les Caisses Régionales participantes. Réduction applicable sur la cotisation d'un seul contrat la 1re année d'assurance. Non cumulable avec d'autres offres. Voir conditions auprès de votre Conseiller. Groupama Assurances Mutuelles, pour le compte des Caisses Régionales d'Assurances Mutuelles Agricoles, siège social : 8-10 rue d'Astorg 75383 Paris Cedex 08 - 343 115 135 RCS Paris. Entreprises régies par le code des assurances. | Document et visuel non contractuels.
Réf. Com ER/2025. | Crédit photo : Aurélien Chauvaud. | Création : Agence Marcel.